Vol 13 # 35 • Du 4 au 10 Mars 2020

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

JOSEPH JOUTHE : PREMIER MINISTRE DE FACTO

Voir page 3

Le titulaire démissionnaire au ministère de l'environnement et celui de l'économie et des finances par intérim, Joseph Jouthe



PRÉSIDENTIELLES USA : QUI A LE MOMENTUM ?



Voir page 3

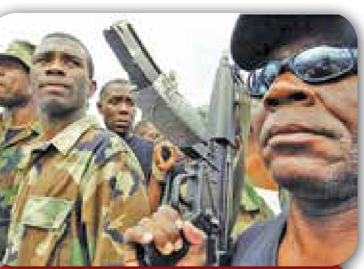
L'ancien vice-président de Barack Obama, Joe Biden et le sénateur démocrate Bernie Sanders

Travayè yo kanpe travay nan Biwo Idantifikasyon Nasyonal sou Channmas la

Page 6

Haitian Opposition Condemns Moïse's Appointment of a New Prime Minister

Page 9





Il faut lever le voile du Coup d'Etat du 29 février 2004

Page 7





Il est plus que temps que nous ayons un front mondial anticapitaliste et anti-impérialiste !

Page 10-11

Manifestation à Bamako : « Troupes françaises hors d'Afrique ! »

Page 17



Une exigence impérative

Par Berthony Dupont

Après le carnaval et toutes ses retombées, ajouté au tollé international du Coronavirus, ce mois de Mars apparait sans doute être décisif dans les calculs des dirigeants haïtiens au pouvoir pour essayer de maitriser totalement la scène politique.

Le régime au service du capitalisme exploiteur n'est pas resté passif, non plus inactif. Ses moyens vont tout d'abord à la diplomatie du social et ensuite au chantage, aux fausses promesses au peuple, à la tentative de toujours lui imposer des collabos comme dirigeants.

Au point où il est devenu évident aujourd'hui que ce qui aurait été inconcevable, il y a quelques mois à peine, à savoir le maintien de Jovenel au pouvoir, est une réalité, un fait accompli sans doute accepté par plus d'un.

Dans le cadre du changement de Premier ministre, c'est changer de chauffeur, mais la voiture reste la même. Le changement de gouvernement ne changera rien et n'a qu'un seul but : assurer que la lutte contre la corruption soit une affaire close. Et par voie de conséquence, il signifie tout simplement l'aggravation des conditions de vie de la population. La situation économique ne cesse de se détériorer et une répression classique implacable s'abat dans les quartiers populaires.

L'opposition fait profil bas. Tout cela ne contribue-t-il pas, tant s'en faut, à clarifier sa position de classe à l'encontre des masses populaires ? Que valent alors les protestations vertueuses et fausses indignations de certains acteurs ? Aucune explication convaincante ne pourrait en effet être donnée pour justifier leur déroute, leur échec patent à travers leur dialogue de sourds.

Aucun mot n'est assez fort pour exprimer l'horreur qu'inspire cette conjoncture avec ces assassinats, ces kidnappings programmés par les stratèges au service d'un système qui voit les peuples comme des agneaux à sacrifier sur l'autel de leurs intérêts de classe. Un système qui a vu le peuple haïtien en lutte comme un peuple qui dérange puisqu'il refuse d'être soumis ; il refuse de se laisser piétiner. Malgré la misère, la pauvreté, l'appauvrissement, il combat encore, il continuera à déranger ce système tant qu'il n'aura pas arraché sa libération totale et son droit absolu de faire sien le système social qui lui convient.

Il doit être clair pour tout le monde, le combat du peuple haïtien ne va pas s'arrêter pour autant. Au contraire, ce qui se passe maintenant doit préluder la volonté des vraies organisations révolutionnaires à s'organiser davantage pour forcer le pouvoir à non seulement changer de chauffeur mais à changer de route et de voiture.

C'est à nous que revient la tâche de préparer la nouvelle lutte, la vraie lutte, celle du peuple des travailleurs, celle des opprimés vivant dans des ghettos, celle des exploités réduits à quémander à travers les rues du pays. La révolte qui sommeille au sein de la population déshéritée et ignorée contre la classe des exploiteurs, c'est à nous de la réveiller.

La violation du droit d'un peuple à travailler, à vivre convenablement constitue un acte inadmissible, qui doit être combattue. C'est une exigence impérative, une exigence à laquelle les masses organisées, responsabilisées doivent répondre sans délai, afin de permettre à la grande majorité de retrouver ses droits les plus élémentaires.a

Le peuple haïtien n'a pas d'autre choix que la rupture totale avec le système qui l'enfonce davantage dans le sous-développement chronique.

Jamais une telle exigence n'est apparue aussi opportune, nécessaire et urgente qu'aujourd'hui.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Présidentielles USA : Qui a le momentum ?

Par Esaü Jean-Baptiste

Depuis la seconde moitié du xxe siècle, le processus de l'élection présidentielle américaine prend environ un an. Qu'il s'agisse du suffrage indirect à la fois pour les primaires et pour l'élection générale, riche en événements, le processus de cette joute reste complexe. En dépit de sa durée et de sa complexité, l'élection américaine suscite de l'intérêt et de la curiosité chez des millions de gens non seulement aux États-Unis d'Amérique, mais dans le reste du monde. Compte tenu des enjeux stratégiques, géopolitiques, économiques et sécuritaires, elle reste une préoccupation pour bon nombre de pays ayant ou non des rapports avec les États-Unis. Jusqu'ici, l'élection présidentielle américaine n'a pas d'équivalent. D'une façon ou d'une autre, elle affecte le fonctionnement et la gestion du reste de la planète. Aujourd'hui encore, les relations diplomatiques d'un quelconque État avec Washington demeurent les plus importantes. Pays d'Amérique du Nord indépendant en 1776, les États-Unis sont considérés comme l'instance planétaire d'homologation démocratique. Car du premier Président George Washington à l'actuel Donald Trump, mis à part des petits incidents dans l'histoire politique de ce pays, la culture démocratique se perpétue. De ce fait, bon nombre de pays ont leurs regards tournés vers la politique américaine, particulièrement à la plus prochaine élection présidentielle de novembre 2020.

Dans ce contexte, il est impératif d'accorder une attention soutenue au processus afin de saisir les causes qui garantissent une telle stabilité démocratique. Comprendre les aboutissants et tenants des rapports internationaux des États-Unis avec les autres pays reste un pilier fondamental. Pouvoir suivre minutieusement les temps forts de cette joute ainsi que du processus conduisant à l'une des prestigieuses institutions de la politique américaine comme la présidence peut faire une grande différence. Car, que l'on veuille ou non, le caractère et la vision du locataire de la Maison-Blanche pendant les quatre ans de mandat, ont et auront toujours des influences déterminantes sur le monde politique, économique et social. À juste titre, l'auteur Robert S. Hirschfield dans son livre titré *The Power Of The Presidency: Concept And Controversy* a écrit que la présidence des États-Unis est le bureau politique le plus important dans le monde. Mais, pour bien comprendre l'importance de ce bureau, il faut d'abord comprendre les impacts et enjeux qui peuvent en découler du pouvoir du premier citoyen des États-Unis.

Les enjeux des élections présidentielles du 3 novembre 2020

Ce n'est pas sans intérêt que l'analyse minutieuse des temps forts de l'élection présidentielle américaine a suscité autant de passions et de réflexions aux États-Unis ainsi que dans le reste du monde, puisque, au-delà des leçons démocratiques à tirer des présidentielles américaines, l'enjeu reste de taille pour les ressortissants des autres pays. L'apport économique, politique et social dont bénéficient certains pays, soit directement avec le gouvernement des États-Unis ou par le biais de leur diaspora dans ce pays d'opportunité dépend grandement de l'issue de ces élections. D'une façon ou d'une autre, le devenir de beaucoup de peuples et de leurs dirigeants est lié par ce processus. Autant dire qu'il se révèle important pour les dirigeants ainsi que pour leurs compatriotes éparpillés un peu partout aux États-Unis d'accorder une priorité à l'élection présidentielle américaine.

Les États-Unis, terre d'asile ou pays d'opportunité, continuent, même avec des toutes dernières mesures prises par le Bureau de l'Immigration, à attirer les immigrants venant d'un peu partout. Par rapport au nombre d'étrangers venant s'établir sur leur territoire, l'Amérique reste le premier pays d'immigrant. On estime à des millions le nombre d'immigrants clandestins vivant dans le pays. Ce qui fait, à chaque campagne électorale, la question migratoire est toujours soulevée dans les débats entre les candidats dans la course à la présidence. Tout en étant un sujet important, une réponse à une question sur l'immigration peut, dépendamment de la position du candidat, soit mobiliser ou démobiliser une frange de l'électorat.

De plus, les crises politiques au Venezuela, en Libye, Syrie, Iran, Irak, Afghanistan, Pakistan, le problème israélo-palestinien, Corée du Nord, la prolifération nucléaire, le commerce international et le problème de l'environnement, en un mot, la prééminence militaire américaine dans le cadre de la protection de leur territoire et intérêts américains dans le monde sont autant de conflits auxquels il faudra aborder avec la finesse d'un homme d'État compétent si toutefois on voulait éviter des catastrophes regrettables dans le monde. Ce qui fait, si « *les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde et les problèmes de tout le monde sont des problèmes politiques* », par analogie, l'élection présidentielle américaine demeure l'affaire de tout le monde.

Mais, avant d'arriver aux élections générales du 3 novembre 2020 pour savoir qui sera le prochain locataire de la Maison Blanche en janvier 2021, si Président Trump, étant en poste actuellement, peut d'office se présenter aux élections pour un second



L'ex-maire de New York, Mike Bloomberg a annoncé mardi qu'il y renonçait, face au nombre de candidats déjà dans l'arène.

et dernier mandat, par contre, les candidats du Parti démocrate, dans le cadre des élections primaires pour leur nomination, sont, depuis bien des mois de campagnes et d'un scrutin qui a commencé depuis quelques semaines, dans différents États, en quête de délégués.

A cette phase, pour une majorité de 3, 979 délégués en jeux, le nombre magique pour remporter la nomination à la présidence est de 1,991 délégués. Parmi les candidats, il y a le sénateur de Vermont, Bernie Sanders, l'ancien magistrat du South Bend de l'Indiana, Pete Buttigieg, respectivement les sénatrices du Massachusetts, Elisabeth Warren et du Minnesota, Amy Klobuchar, l'ex-maire de New York, Mike Bloomberg et l'ancien vice-président Joe Biden. Le processus du scrutin décrit ci-dessous est celui du début de calendrier y compris le Super Tuesday de la course à l'investiture du Parti démocrate.

Début du processus

Comme c'est le cas depuis 1972, le processus avait commencé le 3 février dans l'État de Iowa, suivi du New Hampshire le 11, Nevada le 22 et la Caroline du Sud le 29. Avec 155 délégués, soit seulement 4% du total des délégués alloués, officiellement, depuis quelques semaines, le processus pour la nomination du Parti démocrate suit son cours.

Déjà, des analystes commentent les éventuelles difficultés que devait rencontrer le Président sortant quant à sa réélection. De par ses analyses, des experts de la politique américaine essaient, minutieusement, de décortiquer les enjeux. Les questions pleuvent : *Qui représentera le parti démocrate aux élections générales du 3 novembre 2020 « Quelles sont les chances du Président sortant ou de son éventuel adversaire de gagner ? », « Quels sont donc les enjeux de cette élection ? », « Qui mène dans les sondages et pourquoi ? »*

En dépit de tous les questionnements sur les enjeux des élections générales du 3 novembres 2020 et les grandes étapes des primaires démocrates, le « *Super Tuesday* » était le carrefour incontournable pour les candidats et un temps fort pour des analystes et experts qui se sont versés dans le domaine. Il était parce qu'il s'agissait du jour où le plus grand nombre d'États votaient simultanément pour désigner le candidat du Parti qui pourra se présenter éventuellement à l'élection présidentielle de novembre. Ainsi, si la route qui conduit au 1600 Pennsylvania Avenue, avec un marathon électoral, est un parcours d'un combattant, le « *Super Tuesday* » est un carrefour ''4 chemen'' obligé à traverser avec beaucoup plus de précautions ou de préférence le train à ne pas rater sous aucun prétexte par les candidats qui aspirent être le locataire de la grande Maison Blanche localisée à cette adresse. Puisque, sur les 3979 délégués disponibles et de 1,991 pour avoir accès à la Convention démocrate qui aura lieu du 13 au 16 juillet, 2020, au Fiserv Forum à Milwaukee, Wisconsin, 1344 étaient en jeux lors du « *Super Tuesday.* » D'où la nécessité de faire une brève historicité de ce dernier.

Histoire du « *Super Tuesday* »

Contrairement aux différentes primaires organisées séparément depuis le mois de février, en général, ce qui donne aux primaires du « Super Tuesday » un caractère exceptionnel, c'est son ampleur par rapport aux précédents caucus. « *ce procédé offre l'opportunité à plusieurs grands États de le faire en même temps.* »

Cette tradition « *Super Tuesday* » remonte pour la première fois le 8 mars 1988. « *À l'époque, les Démocrates des États du Sud comme le Texas, l'Alabama, la Floride, la Géorgie, la Louisiane, le Tennessee, le Mississippi, le Kentucky et l'Oklahoma, dont l'objectif était de trouver un candidat valable, c'est-à-dire capable de les représenter honorablement, ont décidé ce jour-là de voter en bloc.* »

Depuis lors, l'expression « *Super Tuesday* » a fait son chemin et est devenue aujourd'hui une étape très importante non seulement pour les deux grands partis (démocrate et républicain), mais aussi pour tout candidat qui cherche la nomination de son parti. Par ordre chronologique, voici la liste des « Super Tuesday » :

8 mars 1988,
10 mars 1992,
12 mars 1996,
7 mars 2000,
2 mars 2004,
5 février 2008,
6 mars 2012
1 mars 2016 et
3 mars 2020

L'importance du « Super Tuesday » du 3 mars 2020

Comme la Californie et le Texas, certains autres États qui votaient ce 3 mars sont aussi parmi les plus peuplés du pays. Ils sont également d'une grande diversité ethnique. Ce qui fait que le « Super Tuesday » du 3 mars était d'une importance capitale car le candidat qui gagne le plus grand nombre de délégués ce jour-là est assuré d'être le candidat qui trouvera la nomination pour son parti. Comme c'était effectivement le cas pour le gouverneur de l'Arkansas William Jefferson Clinton en 1992, le sénateur Robert Dole en 1996, le gouverneur du Texas George W. Bush et le vice-président Albert Gore en 2000 etc.

Avec 1344 délégués en jeux, le « *Super Tuesday* » du mardi 3 mars était une étape cruciale dans le processus de désignation du candidat démocrate dans la compétition électorale, c'est-à-dire, un train à ne pas rater. En outre, il était d'une importance capitale, puisque, jusqu'à hier, la course était grandement ouverte entre le sénateur Sanders, l'ancien Vice-président, Joe Biden et la sénatrice Elizabeth Warr. Il était encore plus après que le milliardaire Tom Steyer, Pete Buttigieg et Amy Klobuchar ont mis fin à leurs campagnes.

Quant à Michael Bloomberg, complètement absent dans les primaires de février, mais à coups de millions, présent dans toutes les grandes chaines de télévisions, le milliardaire qui dépense plus d'argent que tous ses concurrents réunis, devrait, lors du Super Tuesday, marquer son début, si toutefois il voulait affronter Donald Trump lors de la présidentielle de novembre.

Non seulement il n'avait pas participé aux premiers caucus du mois de février, mais il avait aussi raté son premier débat à Las Vegas. Ce qui

suite à la page(6)

Joseph Jouthe : Premier ministre de facto

Par Isabelle L. Papillon



Jean Michel Lapin et Joseph Jouthe

Jovenel Moïse, vient de nommer son troisième chef de gouvernement après la révocation en mars 2019 dernier, du Premier ministre Jean-Henry Céant. Il s'agit du titulaire démissionnaire au ministère de l'environnement et celui de l'économie et des finances par intérim, Jouthe Joseph comme son nouveau Premier Ministre soi-disant pour sortir le pays de la crise.

Comme il est de coutume maintenant, c'est sur son compte tweeter que le président inculpé dans plusieurs dossiers de corruption a justement annoncé le lundi 2 mars la nouvelle en ces termes *« Suite aux consultations que j'ai entreprises avec différents secteurs du pays, j'ai fait choix du citoyen Joseph Jouthe comme nouveau Premier ministre. Ce dernier est appelé à former, dans les meilleurs délais, un gouvernement d'ouverture et de consensus, capable de répondre aux urgences de l'heure »*

Dans un second tweet, à l'endroit de l'actuel Premier ministre démissionnaire, il écrit *« Je veux remercier l'ancien Premier ministre Jean Michel Lapin et son gouvernement pour les services rendus à la nation. Je tiens surtout à féliciter Monsieur Lapin pour son engagement, sa loyauté, son patriotisme et son esprit de sacrifice après un an passé à la Primature.»*

Dans la foulée, ce même lundi dans l'après-midi, le journal officiel haïtien Le Moniteur a légitimé le choix en publiant l'arrêté présidentiel le nommant.

Entre-temps, Fritz William Michel, le PM nommé et ratifié le 3 septembre 2019 par la chambre des députés et qui n'a jamais eu l'opportunité de se présenter par devant le sénat a peu de temps après l'annonce du président remis sans bruit sans compte sa démission à Jovenel Moïse. *« Convaincu aujourd'hui, Excellence, de la nécessité de développer une nouvelle dynamique politique pour notre chère Patrie, je vous présente ma démission. Je saisis cette opportunité pour vous remercier de la confiance que vous avez bien voulu placer dans chacun des membres de mon gouvernement »*

L'opposition elle-même n'a pas manqué de réagir, le député d'Aquin Jean Robert Bossé, lui aussi dans un tweet a fait savoir « *Pour la énième fois, Jovenel Moïse, en nommant l'un de ses fanatiques au poste de premier ministre de facto, a roulé dans la farine les partis de l'opposition dits modérés. Une victoire, à coup sûr, pour celles et ceux, qui croient dur comme fer qu'aucun accord politique n'est possible avec Moïse* »

André Michel, porte-parole du Secteur Démocratique a pour sa part déclaré *« La présence de Jovenel Moïse au Palais National représente un véritable danger pour l'alternance démocratique en Haïti. La transition est définitivement devenue inévitable. Nous demandons à la communauté internationale, notamment l'ambassade américaine et les nations unies, de comprendre enfin que la seule option qui s'impose c'est d'accompagner les forces politiques et celles de la société civile pour la mise en place d'une transition de rupture qui permettra de faire émerger un nouveau projet national dans l'intérêt de tous. Le combat continu »*

Signalons que Jovenel Moise n'a pas tenu compte du dialogue qu'il prônait et selon le dirigeant d'Inifos Paul Denis dans une déclaration à Alter-Presse, il s'est montré indigné *« Le dialogue était un outil politique, utilisé par Jovenel Moïse, sous la dictée de la communauté internationale, pour faire semblant de discuter avec tous les protagonistes, dans l'idée de trouver une solution à la crise »*

En réalité, en choisissant Jouthe en dehors des négociations politiques, Jovenel a mis fin aux prétextes de dialogue, aux différents rapports soit de Marriott, de Kinam II ou des pourparlers à la Nonciature apostolique.

Evans Paul, un franc allié du PHTK, ancien Premier ministre de facto du premier régime corrompu du PHTK avec Michel Martelly comme président, a bien sur cautionné la décision *« il faut se demander si les négociations allaient jamais aboutir. Il faut admettre qu'il n'y avait pas vraiment une volonté de trouver un accord ; peut-être des deux côtés, chacun jouait le temps... » a-t-il laissé comprendre. ».*

Par cette manœuvre, Jovenel a donné un véritable coup bas aux différentes opportunistes de l'opposition, qu'elles soient de l'opposition radicale ou modérée, tout le monde a perdu sauf lui.

L'opposition n'a rien, ni la Présidence, ni la Primature, n'est-ce pas dans l'esprit d'ironiser les acteurs de l'opposition, Liné Balthazar du PHTK qui a défendu du bec et des ongles à ce que Jovenel reste au pouvoir au détriment de la volonté populaire a pu déclarer au Nouvelliste « *Le président a fait des consultations, nous avons été informés directement ou indirectement de la décision* » ? Sans dire qui et quel secteur, Jovenel avait vraiment consulté, peut-être les bandits légaux au sein du PHTK, il conclut « *Nous n'avons pas d'objection à ce que le président nomme une personnalité pour constituer un gouvernement d'ouverture* »

Le Bicentenaire autrefois un des plus beaux quartiers de la capitale, ressemble aujourd'hui à un désert

Par Alix Laroche

L'insécurité demeure l'un des sujets dominants de l'actualité en Haïti, notamment à Port-au-Prince où les gangs armés qui défient souvent les forces de l'ordre opèrent en toute quiétude. Au Bicentenaire où l'espace ressemble à un désert, en dépit de la présence des institutions publiques et privées de renom, notamment la Primature où loge le Bureau du Premier ministre et le Tribunal de première instance de Port-au-Prince (Parquet), l'ombre de l'insécurité est évidemment remarquée, constate Haiti Press Network.

L'insécurité rode partout en Haïti. Mais au Bicentenaire qui faisait autrefois le bonheur d'Haïtiens et d'étrangers de par sa splendeur, l'insécurité est encore plus visible. Véhicules et piétons sont très rares sur la route appelée officiellement « Boulevard Harry Truman ». Ce lieu de grande fréquentation il n'y a pas longtemps, semble devenir un grand désert moderne orné de bâtiments et d'autres infrastructures donnant l'aspect d'un espace urbanisé en péril, observe un reporter de Haiti Press Network.

Hormis quelques rares personnes qui s'amènent aux Archives nationales en quête de service et des débrouillards, en particulier des mécaniciens qui attendent des clients qui ne viennent pas, les activités sont très pâles au Bicentenaire.

Presque tous les véhicules mais aussi des piétons préfèrent emprunter la Grand 'rue en dépit de son lot de problèmes dus à l'encombrement et les embouteillages monstres qui compliquent davantage la vie de riverains et passagers.

Les gangs du Village de Dieu qui assiègent ce milieu en l'absence de leur chef emblématique, Arnel Joseph incarcéré, semblent contrôler pour de bon, ce lieu tristement inscrit désormais parmi les quartiers de non-droit de la capitale sous les yeux impuissants des autorités de l'État. « C'est triste de constater ça. Même l'État chargé de sécuriser la population fuie l'espace. C'est inimaginable ! Pourquoi la police n'occupe pas en permanence Village de Dieu, l'un des fiefs de bandits qui sèment la panique et le deuil au sein de la population, afin de contrôler et limiter les actions des malfrats qui tuent, kidnappent, volent et assassinent quotidiennement ?», s'interroge un citoyen.





Le Bicentenaire hier et aujourd'hui

Si la route du Bicentenaire est désertique, l'entrée du Village de Dieu a quant à elle, l'air d'un cimetière, observe en passant un reporter de HPN. Pourtant, m'informe un passager qui se trouvait à bord d'une camionnette à destination de Carrefour, les habitants qui y vivent choisissent de s'enfermer à l'intérieur de leur demeure par crainte d'être des potentielles victimes de dérapages entre forces de l'ordre et gangs armés. « Au Bicentenaire les rares piétons et/ou véhicules privés ou publics qui fréquentent cette voie, mais aussi celle de Martissant ressemblent à des morts en vacance, lâche un autre passager visiblement inquiet par rapport à l'atmosphère cynique que présente le Bicentenaire sale et complètement vidé de monde. Sinon, remarquons-nous, quelques rares personnes qui se résignent vaquant timidement à leurs occupations, mais non sans inquiétude dans cet espace qui n'est pas épargné de la violence aveugle relevée dans le pays.

Alix Laroche
alix.l@hpnhaiti.com
3 Mars 2020

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Jean Guinel, d'avec son épouse née Natacha DOR pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existe entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la section Sud 'Est, de Port-au Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement ; compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, ANNIE Fignolé, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi sept (07) mars deux mille dix neuf (2019), en présence du substitut commissaire du gouvernement de Me Jean Rolex MEROVE faisant office du Ministère public avec l'assistance de Me Mozart TASSY, greffier du siège. Il est ordonné....etc...En foi de quoi etc
Me Patrick D.F. LAURENT

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au voeu de la loi, sur les conclusions conforme du Ministère public conforme ,maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse ; Admet en conséquence le divorce du sieur Lauvener CLERCIRA d'avec son épouse la dame Flore Misselène LETANG; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques, abandon du toit conjugal aux torts exclusif de l'épouse, ce, conformément aux termes de l'articles 217 et suivants du code civil; Ordonne à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres à ce destinés à cet effet, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Compense les dépens en raison de la qualité des parties ; Commet l'huissier André LOUISSAINT de ce tribunal pour la signification de ce jugement
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Sully L. GESMA juge en audience civile ordinaire et publique du lundi dix (10) février deux mille vingt (2020) ,An 217èm de l'indépendance, en présence de Mes Micheline Belton VERDINER, Marie Lucile MERILAN et. Jean Claude JEAN ANTOINE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me Lucnas ÉTIENNE, greffier du siège. Il est ordonné....etc......En foi de quoi.... etc......
Me Lucnas ÉTIENNE, Av, Greffer.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux Jean Erson DORMEVIL et la femme Née Marie Limène FONROSE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la Dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JHONNY JEAN pour la signification de ce jugement ; compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, juge en audiences civile, ordinaire et publique du mercredi douze Février deux mille vingt, en présence de Me Paul WESLEY, Substitut du commissaire du gouvernement de ce Ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège. Il est ordonné.......etc.... En foi de quoi....etc
Me Jean Bonald Fatal Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux Benson VOLTAIRE et la femme née Judithe DORIS pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JHONNY JEAN pour la signification de ce jugement; Compense les Dépens. Ainsi juge et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, juge en audiences civile ordinaire et publiques du mercredi douze février deux mille vingt, en présence de Me. Paul WESLEY, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège. Il est ordonné.....etc.... En foi de quoi.....etc....
Me Jean Bonald Fatal Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen sur les conclusions conforme du Ministère public entendu le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action; Admet en conséquence le divorce de la dame ELISABETHE ANNE BERNIER d'avec son époux DALBEMAR GREEGORY HARRIGAN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la section sud de Port au pince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capital sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, ANNIIE FIGNOLE juge en audience civile ordinaire et publique du dix février deux mille dix neuf, et en présente de Me Jean Rolex MEROVE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, greffier du siège. Il est ordonné.....etc...En foi de quoi.....etc.
Me INGRID CARLINE WOOLEY OFFICIER D'ÉTAT CIVL

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conforme du Ministère public, accueille l'action de la demanderesse, la dame née Sandia ST HILAIRE en la forme ; maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience du vendredi vingt six janvier deux mille dix huit contre le sieur Jude PETIT FRÈRE; Admet en conséquence, le divorce de la dite dame Sandia ST HILAIRE, d'avec son époux pour Jude PETIT FRÈRE injures graves et publiques fait prévu à l'article 217 du code civil haïtien ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux et au torts exclusif de l'époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de port au prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification de ce jugement; Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous Gerty León ALEXIS, juge au Tribunal de première instance de port au prince en la chambre du conseil en audience civile ordinaire et publique du vendredi deux mars deux mille dix huit,en présence de Me Amanaïda Pascal RAYMOND faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Me. Jean Serge DUVERT greffer du siège. Il est ordonné....etc..... En foi de quoi....etc
Me Kedma DERIVAL,avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, accueille l'action du sieur Octal Cajuste, pour être juste et fondée; maintient le défaut en la forme octroyé par la partie demanderesse à l'audience du vendredi seize (16) Août deux dix neuf (2019), déclare adjuger les conclusions du demander ; en conséquence ordonne l'expulsion des lieux de la dame Rosie STÉPHANE pour avoir occupé illégalement le fonds du sieur Octal Cajuste, condamne la cité au frais et dépens de la procédure nonobstant toutes voies de recours, opposition, appel, pouvoir en cassation, défense d'exécuter, commet l'huissier JEAN ROBERT Nicolas, dudit tribunal pour la signification du présent jugement Ainsi jugé et prononcé par nous Me Nancy Cleopheat, juge en audience civile et publique du vendredi seize (16) Août deux mille dix neuf (2019),assisté de Marie Michelle Paul Alexis greffer. Il est ordonné....etc......En foi de quoi.....etc. Me JANVIER Eugène. Avocat.
Me. SEIDE Faubert Avocat.
Me GENEL Duvivier, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action ; Admet en conséquence le divorce des époux Pierre ÉTIENNE la femme née Marie JULES pour injures graves et publiques aux forts de l'époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la section Sud de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Carltz Edzer REBECCA pour la signification de ce jugement. Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, juge en audiences civile, et publique du mercredi dix neuf février deux mille vingt en présence de Me. Paul WESLEY, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE greffier du siège. Il est ordonné.......etc......En foi de quoi.....etc.
Me Gérard C. CHERY Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la Défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Jean Gary PENET, d'avec son épouse née Marie Danielle CALIXTE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JHONNY JEAN pour la signification de ce jugement compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, juge en audiences civile ordinaire et publique du mercredi dix neuf février deux mille vingt en présence de Me Paul WESLEY, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège. Il est ordonné......etc......En foi de quoi.....etc....
Me Jean BONALD Fatal avocat.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux David Codada JEAN LOUIS, la femme née Viviane FRADET pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Jean Joseph Donald CADET pour la signification de ce jugement ; compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN juge en audiences civile ordinaire et publique du mercredi 19 Février deux mille vingt en présence de Me Paul WESLEY, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège. Il est ordonné....etc....En foi de quoi.....etc

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de Fabiana St Neus d'avec son époux Prince Warrens Ashley JEAN PAUL, pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Grande Saline de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capital sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet , commet l'huissier Wilkenson ALTIME de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous Gabnel François, juge en audience civil ordinaire et publique en date du dix mai deux mille dix huit en présence de Me Grand Pierre ESTIME, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffer Huguens D'HAÏTI.
Me Ulrick JOSEPH. Avocat

AVIS

Il est important de porter à la connaissance du monde des affaires, des ressortissants étrangers et du public en général que le tribunal civil de Port-au-Prince a rendu, en Audience Ordinaire et ses attributions civile de divorce, le 23 Novembre 2017, un jugement ADMETTANT le divorce de la dame Darline MUSCADIN, d'avec son époux Steevenson Mathieu FLORVIL pour injures graves et publiques; PRONONÇANT du même coup la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; EST ORDONNÉ ETC..... EN FOI DE QUOI ETC.
Me Chenet SANON Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux Richard PIERRE et la femme née Elimise VALBERT pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JHONNY JEAN pour la signification de ce jugement ; compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous Me Paul WESLEY substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège. Il est ordonné......etc......En foi de quoi.....etc
Me Jean Bonald Fatal Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux Daniel JOSEPH et la femme née Wideline MERISIER pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JHONNY JEAN pour la signification de ce jugement compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous Me Guy AUGUSTIN, Juge en audiences civile ordinaire et publique du mercredi douze février deux mille vingt, en présence de Me Paul WESLEY substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège. Il est ordonné....etc...En foi de quoi.....etc
Me Jean Bonald Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux Roland JEAN JOSEPH et la femme née Marie Gertrude THELEMAQUE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JHONNY JEAN pour la signification de ce jugement compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, juge en audiences civile ordinaire et publique du mercredi douze février deux mille dix neuf, en présence de Me. Paul WESLEY substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège. Il est ordonné.....etc..... En foi de quoi.....etc
Me Jean Bonald Fatal Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux Joseph André FRANÇOIS et la femme née Manouchka MERSAN Pour injures graves et publiques aux torts de l'époux ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JHONNY JEAN pour la signification de ce jugement compense les dépens Ainsi jugé et prononcé par nous. Guy AUGUSTIN juge en audiences civile ordinaire et publique du mercredi douze février deux mille vingt en présence de Me. Paul WESLEY, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège. Il est ordonné.....etc......En foi de quoi......etc.
Me Jean BONALD G. FATAL avocat.

Condamnation



Le président Harry Truman signant le Economic Cooperation Act of 1948, mieux connu sous le nom de Plan Marshall

Par Fanfan la Tulipe

Dame Justice qu'on dit avoir les yeux bandés, de concert avec ses représentants qui regardent et voient pour elle, condamne avec la dernière rigueur le pauvre mec qui a chipé une banane, une seule grèn banane à l'étalage de la marchande parce qu'une faim chloroxante lui rachonnait les tripes depuis deux jours. Triste ! Pourtant, ses sekretè ne lui rapportent pas comment chaque jour, au vu et au su de tous, des hommes (parfois des femmes) faux-colés, cravatés, eau-de-colognés, tête cirée ou tèt kale, plongent allègrement leur groin dans la mangeoire de l'État. Leur âpreté au gain mal acquis, leur safreté est telle que, secrètement, ils doivent souhaiter un autre tremblement de terre qui leur apportera la manne dollarée internationale. Ah ! Les salopards.

On a l'impression qu'on est condamnés indéfiniment, impuissants, à regarder la Dame écarter son bandeau, tanzantan, seulement au gré des caprices de ses sekretè de mèche avec les têtes argentées. C'est ce qui expliquerait que depuis dikdantan, c'est-à-dire depuis le dik de Boyer jusqu'au tan de Jovenel en passant par le dan d'un Domingue ou d'un Geffrard, on condamne toute une catégorie de citoyens à vivre en marge de la vie, en marge de la liberté.

Liberté de s'instruire, de bien se nourrir, d'avoir des soins de santé adéquats, d'être logé de façon décente ; liberté d'avoir accès à l'eau courante, à l'eau potable ; liberté de pouvoir jouir de certains loisirs ; liberté d'exprimer ses opinions et de manifester sans crainte, bref liberté de vivre comme des êtres humains, dans le respect des uns et des autres sans fòskote pour qui que ce soit.

Nous traînons une lourde condamnation depuis ce coup de tonnerre cosmique qui depuis Vertières entraîna une immense secousse sismique qui ébranla la pensée esclavagiste occidentale. Les monarchies européennes et la morgue de Bonaparte en prirent un sacré coup au cul. Ce beau monde tout blanc de racisme, de haine, de tout ce qui put lui rappeler son humiliante défaite, prit langue avec les esclavagistes transatlantiques. Ils décidèrent que la négraille « ex-Saint-Dominguoise » allait devoir payer pour son « forfait ». Dès la capitulation de Boyer, la paysannerie fut condamnée à payer le prix de « l'impertinence » dessalinienne et Haïti, la souveraine, à devenir « le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental » pour tous les siècles des siècles, amen, ainsi soit-il.

Mère Justice semble n'avoir même pas le temps de lever le bandeau et de prendre un p'tit jòf pour se rendre compte de la maloukté de la situation mondiale. En effet, des populations entières sont condamnées à être décimées par la faim, la maladie, les souffrances, physiques ou mentales. Le squelettisme atroce d'enfants atteints de malnutrition grave n'émeut pas les souflantyou de Mèmère qui ne le lui rapportent pas. Il faut croire qu'il leur été assigné le rôle de pratiquer le je wè bouch pe.

On est condamnés à regarder, tristement, à la télé ou à travers les pages de Paris Match ces petits corps décharnés qu'on est venu « sauver » de leur malheur. Ils sont parqués dans des camps dits « d'accueil » ou humanitaires ressemblant plutôt à des couloirs de la mort. On est condamnés à bat bravo, malgré nous, malgré eux (les "sauveurs") pour ces sauvetages humanitaires alors que ces petits corps décharnés sont le fait même de ces mains « bénévoles » qui sous couvert de soulager des tragédies humaines soulagent en fait les sentiments de culpabilité des riches donateurs d'« aide » aux populations en détresse.

En 1970, le Chili, à travers le Congrès, élit son président démocratiquement. Mais pour le malheur de l'élu et celui du peuple chilien, Salvador Allende prône un programme progressiste de changement en faveur des classes populaires. La vision d'Allende fut vite qualifiée de « rouge » par la haute hiérarchie catholique, caisse de résonnance du Département d'État. Elle fut (seulement) rouge puisqu'elle lui manquait le bleu, le blanc et les étoiles du drapeau états-unien, autant dire du drapeau de la flibuste que forment les grandes banques américaines.

On a été alors **condamnés** à subir les rouges billevesées de la grande presse occidentale reprises en boucles sur toutes les chaines tout à coup déchaînées et qui en ont accouché des vertes et des pas mûres. Le président américain Richard Nixon s'en foutait éperdument du processus électoral chilien tout à fait démocratique. Le politicien voyou, *communistophobe*, le taureau aux « cornes sciées » vit rouge quand un candidat socialiste parvint à assumer le pouvoir malgré les magouilles de la réaction chilienne.

Nixon réclamait qu'on serrât purement et simplement les boulons économiques du Chili jusqu'à ce que le peuple chilien criât pitié : *padon Kaporal, fè pa m, Kaporal ; men Kaporal ou genyen manman tou*. À croire qu'au *State Department* » ils étaient tous des fans de Nemours Jean-Baptiste. Le Secrétaire d'État américain, le cynique Kissinger, pour sa part ne s'était pas privé de dire : «Je ne vois pas pourquoi nous devons rester les bras croisés à regarder un pays devenir communiste en raison de l'irresponsabilité de son propre peuple ». Triste con !

La **condamnation** du président Allende ne tarda pas à arriver : un coup d'État, sanglant, bien ficelé par le très catholique général Pinochet, fils de pute des Américains et de la Nonciature apostolique. Pour paraphraser Manno Charlemagne : *Konplo Allende a te sòti Washington, li pase Vatikan, se Bondye k te voye l.* Allende devait mourir, une mitrailleuse à la main, victime du déluge de feu et de la pluie de bombes tombées du Ciel pour sauver tout un pays de la tranchante faucille et du pilonnant marteau communiste. Quel succès ! Quel miracle ! 18 millions de Chiliens sans cervelle sauvés du « péril castro-communiste ». Enfin…

Nous surfons sur une vague *condamnationnelle* qui n'arrête pas de déferler sur le monde entier. Depuis 2016, toute la planète est **condamnée** à retenir son souffle parce que à Washington, un énergumène bien calé dans sa dodine à l'intérieur de sa Blanche Maison fait le pitre, peut à n'importe quel moment postillonner de noirs, lugubres et insolents propos contre les étrangers – ô en général, les Noirs *à la ronde badette*, les *je chire* chinois qui lui font une concurrence économique « déloyale », les « terroristes » afghans, irakiens et palestiniens (les fous d'Allah) qui « menacent la sécurité » des États-Unis et la bonne santé morale judéo-chrétienne.

Ne dit-on pas que la planète est devenue un « village » branché sur Internet. Tout se sait, à la minute. Or, nous voilà **condamnés** à subir, main à la mâchoire, les querelles, les pitreries, les chamailleries, les chicaneries, les *chirépiteries* entre Républicains et Démocrates s'accusant mutuellement de paille et de poutre dans l'œil: des *pailleries* et des *poutreries* à vous étouffer de rire. Il paraît que *zòt*, en 2016, aurait fourré la main dans leur manger électoral, une *vicieuseté* qui est – ô ironie – la spécialité même des "*Répu*" (les repus) et des "*Démo*" (les démons).

Parlons alors d'Haïti, seulement d'Haïti pour ne pas faire long. Eh bien, le *foure men* électoral c'est leur marque de fabrique : de Sudre Dartiguenave, un fils de l'élite, à Jovenel, un fils de la paysannerie, ce *lamayòt-m-pa pè-w* au service de la bourgeoisie, Républicains et Démocrates n'ont jamais failli à leur tâche *fourante*. Le piment dans l'œil haïtien, c'est « légitime », mais dans l'œil américain, comme ça brûle !

Pendant combien de mois, nous les « villageois », les *planétariens*, n'avons-nous pas été **condamnés** à découvrir les anguilles sous la roche d'un funeste quid pro quo américano-ukrainien. L'*anguillante* transaction a, depuis, porté un président à des *gesticulades*, des *gigotades*, des *trémoussades*, des bavardages et des ruades ininterrompues. Le gigoteur a la mémoire bien courte. Il serait bien avisé de faire marche arrière et de remonter jusqu'à la capitulation du IIIe Reich, jusqu'au machiavélique **Plan Marshall** qui a permis aux **Etats-Unis** d'affirmer leur domination politique et économique et d'éviter que « se propage le communisme ».

Voyons, de façon pratique, le Plan Marshall pour l'Europe fut une proposition *quidproquiste* bien ficelée: Messieurs et dames les Européens, ou bien vous vous démerdez sous le poids des destructions apocalyptiques de la guerre et de la menace (sic) soviétique, ou bien vous acceptez notre *marshallerie* qui vous ressuscitera de la honte hitléro-pétainiste, rebâtira l'Europe, mais vous laissera grandement amputés de votre souveraineté et de votre superbe vieux-continentale. *Se sa l te ye, wi…* un quid pro quo *nètalkole*.

Fouyapòt, je me suis plongé dans les archives. Lisez ce que le brave Marshall, héros de guerre, a eu à débiter lors d'un discours à Harvard le 5 juin 1947 : « [la politique américaine n'est] *dirigée contre aucun pays, aucune doctrine, mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos »*. Peuples latinos, peuples africains, peuples antillais,



Dans un camp de réfugiés en Afrique : des enfants qui ont faim et qui tendent la main

peuples du Moyen-Orient, peuple palestinien, peuple vénézuélien, peuple haïtien, vous avez bien lu cette **condamnation** à aimer la politique américaine qui n'est *dirigée contre aucun pays*. Qu'elle est grande la clémence d'Auguste ! « Soyons amis, Cinna, c'est moi qui t'en convie »

Mais, ne nous éternisons pas avec les affaires de *zòt*, à l'étranger. Rentrons chez nous où c'est un *déplotonnage* de **condamnations** à la semaine. D'abord, c'est la gueule de Jovenel et celle de ses bouffons qu'il faut subir au petit écran et sur les ondes de la RadioTélé nationale. Ce sont les turpitudes et *boulshitudes* de la présidence qu'on est **condamnés** à avaler. On aurait pu tenir le coup avec quelques *graines* d'aspirine, mais hélas ! On est aussi **condamnés** à s'ajuster ou à s'habituer aux grimaceries, *voltigeries, cabrioleries, gigoteries* d'une opposition politiquement mal fagotée, *fagotte*, gigotte, sotte, cruchotte et obtuse.

Ceux-là qui écrivent, analysent, opinent, bobinent et débobinent leurs pensées, *castigant ridendo mores*, châtient les mœurs *vacabonnes* tout en riant, eh bien tous sont logés à la même enseigne d'une **condamnation** hebdomadaire sous forme de tribunes, de rubriques, d'éditoriaux. Tous, y compris votre serviteur, doivent se démerder pour soulever la chape intellectuelle d'avoir à inventer des titres d'article, pondre des textes qui stigmatisent des dérives inadmissibles, intolérables, inacceptables, insupportables alors que l'oxygène d'une façon d'écrire se raréfie.

Musiciens **condamnés** que nous sommes, nous jouons d'inlassable partitions avec pour titres : du chaos ambiant, de l'ingouvernabilité à l'invivabilité du pays, de la coqueluche du dialogue, du *malmouton* d'une illusion de table ronde nationale, de la fièvre de mouvements et organisations qui poussent comme des champignons, de la diarrhée verbale de tel leader, de l'absence de l'État, de la présence de gangs présumés être au service du pouvoir à des fins de caponnage des masses revendicatrices, de la méfiance généralisée, des menaces, de la frayeur, de l'irrationnel, des jeûnes et des prières pour chasser les audaces de Satan, bref, des **condamnations** à bouleverser n'importe quel esprit rationnel.

Jusqu'où ira la perversité des politiciens locaux, des décideurs à Washington, du pouvoir, des *oppositionnels*, du monde ensoutané tapi sous les lambris de la Nonciature ? Voilà une question jusqu'ici sans réponse. La bonne réponse à elle seule est un casse-tête auquel nous sommes malheureusement **condamnés**.

Et *telefòn* ne lâchez pas. À la prochaine.

1er mars 2020

Tantativ sasinay sou mèt René Jeannot

Jou dimanch ki te premye mas 2020 an vè 9vè nan aswè, moun yo pa rive idantifye mete dife nan kay Mèt René Jeannot, nan Kafou Christophe Channel ri Débrosse.

Kay la boule rapyetè, anyen pa rive sove nan kay la, sèlman pitit li, madanm li ak limenm ki epanye, paske yo te legliz. Evènman an pase dèyè do yo, se lè yo retounen sòt legliz yo jwenn kay la boule fè sann. Lapolis ak ponpye pat gentan rive pou yo te etenn dife a, menm moun sou katye a te wè se yon sitiyasyon terib, grav sa ye.

Selon sa Mèt René Jeannot rakonte : « se depi apre bandi te fin touye Mèt Peguy Rosevaldo Louis Jacques nan Matisan jou ki te jedi 16 janvye 2020, yon avoka ki te nan menm òganizasyon kolektif avoka pou defans demokrasi nan peyi Ayiti asanm avè l, bandi toujou ap swiv machin li paske l te zanmi avoka Peguy Rosalvo ». Bandi tire sou machin li jou ki te 20 janvye 2020 sou Chanmas nan garaj Wadèwa Makèt. Se toujou menm moun sa yo ki vle touye l, menm nan telefòn y ap rele l, fè l menas.

Li pa idantifye moun k ap fè l menas la men chak jou, nimewo moun k ap menase l la se : 4790-7801. Li pote plent ni nan Pakè Pòtopwens, ni nan tribinal ki nan komin bò lakay li. Apre kay li fin boule nan lasware dimanch 1e mas 2020 an, lendi 2 mas la, vè 10 nan maten jijdepè te vin fè konsta. Ankèt ap kontinye fèt sou machin avoka René Jeannot bandi sanfwanilwa te manke touyel,yo tire sou machin li, li pote plent pou yo, e li viktim yon 2zyèm fwa, lè yo boule lakay li,.

Yo toujou dèyè l pou yo touye l se nan kache li ye. Moun ki viktim lan se li ankò ki oblije ap fè pridans pou se pa limenm ankò ki peye po kase a.

Bissainthe Anneseau

Travayè yo kanpe travay nan Biwo Idantifikasyon Nasyonal sou Channmas la

Anplwaye nan Biwo Ofis Idantifikasyon Nasyonal (ONI) sou Channmas, te kanpe travay jou madi 3 mas 2020 an. Grèv sa a, se pou reklame senk mwa salè yo pa janm peye yo. Mouvman sa a ouvriye yo fè a deranje fonksyonnman nan pati biwo a pou resepsyon ak livrezon dokiman idantite yo.

Yon travayè nan biwo a ONI sou Channmas la fè konnen, anplwaye nan lòt estrikti yo pare yo kanpe travay tou, si pwoblèm peyman aryere salè a pa rezoud.

Ochan pou Aboudja

Ochan pou Aboudja
Ochan kata tanbou rada
Ochan pou anperè Aboudja
Ochan pou yon gason Kita
Ki fèk sot sefwe kite tè isiba
Al chwe nan lizyè peyi Alada

Ochan kout tanbou Dawonmen
Kout tanbou ki gen gou Ginen
Kout tanbou k mache soti lwen
Vin fè Souvnans danse sou ren
Sou lestomak nwit kou jounen

Ochan pou yon gran anperè
Ochan pou yon bon pitit latè
Ochan pou yon sòlda defansè
Kont loksidan nanm dechèpiyè
Kont loksidan pitit lanvè vètè

Ochan pou w Anperè Aboudja
Ochan pou tout vanyan sòlda
Ochan pou w sòlda Vodou a
Ochan kout tanbou tchatcha

Yon ochan yon lameral
Ochan pou yon jenral
Ochan pou w gason total
Ochan gangan Aboudja l

J. Fatal Pya
3 mas 2020

Pozisyon Kayla sou 4èm anivèsè moun ki te mouri nan metanòl yo

Kowonaviris nan wout li fè anpil bri, metanòl touye yon santèn moun, boujwa yo kontinye fè l antre nan peyi a epi vann li san kè sote.

Kòmansman mas 2020 an, fè 4 lane depi anviwon 30 moun mouri, nan ri Kabòn, Fòsenklè, ri Antèman nan komin Pòtoprens ak nan 4èm seksyon Tigwàv, akoz yo te bwè yon kleren ki melanje ak metanòl. Nan okazyon 4èm anivèsè trajedi sa a, KAYLA voye yon chay kòdoleyans bay tout paran viktim yo. Epi nou mande pou yo ranmase fòs ak kouraj yo pou trennen Leta Ayisyen devan lajistis. KAYLA toujou pare pou akonpaye yo nan demach sa a.

Pou memwa ak pou listwa, KAYLA ap raple :

- Nan lane 1996 anviwon 200 pwodiktè kann avèk moun k ap fè kleren nan Leyogàn, te pran lari ak manchèt, baton, bloke wout pou anpeche kamyon chaje metanòl ki soti an dominikani antre nan peyi a. Manifestan yo te denonse yon seri gwo komèsan, endistriyèl ak grandon Ayisyen ki nan kontrebann metanòl la. Jan Dominik te konn resevwa anpil menas pou pozisyon li te konn pran pou denonse trafik metanòl la;
- Nan lane 2011, anviwon yon douzèn moun mouri nan Fonbatis, plis pase yon trantèn moun avèg epi andikape aprè yo te fin bwè metanòl pou kleren ;
- Novanm 2015, 8 moun mouri, plizyè lòt moun avèg, nan Boutilye, Bete ak Laboul aprè yo fin bwè pwazon ki rele metanòl la.

Konbit Ayisyen pou Lojman Altènatif (KAYLA) denonse konpòtman Leta Ayisyen ki pa janm leve tidwèt li 24 lane depi metanòl ap touye moun nan peyi a. Menm chanson lankèt se pousui, nou pa tande nan bouch otòtorite yo, 4 lane aprè trajedi ki te frape divès katye nan Pòtoprens ak 4èm seksyon Tigwàv la. Nou sèten, otorite yo ap tann metanòl la touye plizyè dizèn lòt moun, pou yo voye kòdoleyans bay fanmi yo.

Noumenm nan KAYLA, nou endinye, nou revòlte devan konpòtman Leta Ayisyen genyen anfas yon dram trajik konsa. Alòske, nan nenpòt peyi, se Leta ki gen responsablite kontwole tout kalite pwodwi moun ap sèvi nan sosyete a, sitou pwodwi moun ap manje ak bwè. Jounen jodi a, Ayiti gen yon gwo malè ki pandye sou tèt li avèk menas kowonaviris la reprezante ak yon gouvènman enkonpetan, ilejitim, demisyonè. Yon gouvènman ki pa ka ranmase fatra, nou pa ka atann nou li pral fè anyen nan ka kowonaviris la ta antre nan peyi a. Sèl sa ki enterese gouvènman sa a, se dechèpiye kès Leta ak fè tout mannèv pou kenbe pouvwa a. Se poutèt sa, yo mete zam nan men gang nan katye popilè k ap touye, kidnape moun epi teyorize popilasyon an. Menas kowonaviris la, se menm ak menas rejim PHTK a, se okazyon pou popilasyon an kontinye mobilize pou dechouke delenkan, bandi legal ak kriminèl sa yo, ki sou wout pou retounen ak yon diktati retwograd an Ayiti.

Noumenm nan KAYLA, depi 2016 nou pa janm rate yon okazyon pou n atire atansyon popilasyon an sou :Leta, rejim PHTK a fè tounen yon gwo òganizasyon kriminèl. Jounen jodi a, nou depase pwojè diktati a, nou antre nan yon rejim diktati sanginè e retwograd. Yon gouvènman ki deja touye plizyè santèn moun, gen plizyè dizèn prizoye politik, komisè gouvènman yo lanse yon bann manda pou arete plizyè moun sou pretèks y ap fè konplo kont Leta elatriye…..Alòske, chèf Leta a, se yon enkilpe pou blanchiman lajan sal, li vòlè kòb petwokaribe, li mele nan yon bann lòt dosye koripsyon. Sa vle di, Jovnèl Moyiz te dwe nan prizon, se boujwa yo ak enperyalis la kenbe l sou pouvwa a. KAYLA te toujou di :Se sèl yon gwo operasyon dechoukaj, ki kapab derasinen Jovnèl Moyiz nan pouvwa a. Annatandan nou rive la, KAYLA mande pou:

- Paran moun ki mouri nan pwazon metanòl yo, pote plent kont Leta Ayisyen (Ministè Sante Piblik, Ministè Komès, Sekreteri d Eta Sekirite Piblik)
- Popilasyon nan katkwen peyi a, remobilize pou n dechouke rejim PHTK a pou anpeche yo ranfòse diktati retwograd yo a nan peyi a.

Reyneld SANON
Sekretè Egzekitif
Pòtoprens 1e mas 2020

Suite de la page (3)

explique que le Super Tuesday était une urgence pour Mike Bloomberg de gagner grandement. Mais, après ses résultats décevants du mardi 3 mars, mathématiquement, les chances d'être le candidat nommé pour le Parti démocrate est quasiment impossible.

Pour sa part, Joe Biden, avec sa victoire en Caroline du Sud samedi 29 février, l'ancien vice-président de Barack Obama a, après trois défaites consécutivement à Iowa, New Hampshire et Nevada, il repartait à l'assaut des primaires démocrates. C'était cet élan qu'il avait besoin pour aborder le Super Tuesday du 3 mars avec plus de confidence. Avec cette Victoire, déjà, il se présentait non seulement comme une alternative au sénateur démocrate Sanders, il se croyait aussi être le seul capable de battre Donald Trump aux élections générales en novembre de cette année. « *Vous m'avez propulsé sur la voie pour aller battre Donald Trump* », a déclaré l'ancien vice-président, en se présentant comme « *un démocrate de toujours, un fier démocrate, un démocrate Obama-Biden* »

Dans le cas de Elisabeth Warren, le « Super Tuesday » du 3 mars était l'occasion pour elle de rattraper son départ raté en février. Car au cas d'un mauvais résultat, elle compromettra considérablement, voire totalement sa chance d'être la candidate nommée pour représenter le Parti démocrate aux prochaines élections générales du 3 novembre 2020. Mais, malheureusement, comme durant les primaires de février, elle a raté le train du Super Tuesday.

La Victoire de Biden le Samedi 29 février n'avait pas seulement permis à l'ancien VP d'avoir un nombre quelconque de délégués, mais elle était avant tout une affaire de dynamique qui offrait plus d'exposition médiatique, des moyens de lever plus de fonds, des soutiens des Super délégués et organisations politiques de basses dans le pays. Car si les victoires des uns permettaient plus de momentum dans les campagnes, une série de défaites des autres, dans une certaine mesure, empêchait aux donateurs de contribuer convenablement aux perdants. Pour l'instant, si Bloomberg et Warren ont raté le train, Biden a le amomentum. Avec ce momentum, sénateur Sanders, trouvera t-il l'énergie nécessaire, les moyens financiers et soutien des Supers délégués pour mener le combat a un éventuel *'brokered convention" ?*

Prof. Esaü Jean-Baptiste

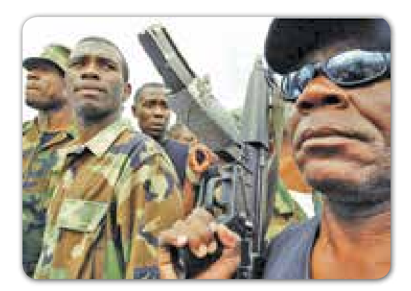
Il faut lever le voile du Coup d'Etat du 29 février 2004

Par Mario Joseph

D'abord, il faut préciser qu'il est impossible de comprendre le coup d'Etat du 29 février 2004 sans remonter aux origines de la formation sociale haïtienne issue du système esclavagiste mis en place par l'occident, et de la contradiction sociale née de la révolution haïtienne qui a mis fin à ce système. Pourquoi, parce que l'assassinat du principal leader de cette révolution, Jean Jacques Dessalines, père fondateur de la nation haïtienne, a été le triomphe de la contre- révolution.

En effet, une fois la révolution réalisée, cette contradiction était clairement exprimée en fonction de cette réalité historique suivante : Dessalines voulait l'appropriation collective des terres via l'Etat, afin de les exploiter dans le cadre de la grande propriété collective pour produire des richesses au profit de tous, car la terre à l'époque était la principale source de richesse. Mais cette vision sociale émancipatrice était contraire à l'agenda d'une fraction de l'oligarchie mulâtre. Par conséquent, ils ont tué Dessalines et transformer l'Etat Haïtien en un instrument de guerre contre les masses, en l'utilisant pour distribuer les terres sous formes de '' grands dons" à une petite minorité rapace et aux grands généraux, ensuite élaborer un code rural criminel, rappelant les conditions de travail du temps de l'esclavage, pour forcer les paysans à travailler dans le cadre d'un système de métayage basé sur le « demwatye ». Donc, les propriétaires absentéistes n'ont aucune exigence d'accompagnement technique et financier à l'égard de ces paysans dont ils exploitent leurs forces de travail.

Ce système de pillage, n'ayant aucun souci pour le développement de l'économie nationale, a été initié et maintenu par les chefs d'Etat


Guy Philippe (à gauche) en 2004, il a joué un rôle clé en aidant les Forces spéciales américaines à kidnapper le président Jean-Bertrand Aristide d'Haïti et à l'emmener en Afrique

contre-révolutionnaires Alexandre Pétion et Jean Pierre Boyer, entretenu par ses successeurs, renforcé et consolidé par l'occupation américaine d'Haïti datant depuis plus d'un siècle.

Mais le peuple Haïtien, se trouvant confronté à ce système inhumain, n'a jamais cessé de se battre aux côtés de leurs avant-gardes, attachés à l'idéal révolutionnaire du Père de la Nation. Ainsi, les masses rurales sont dans une situation de lutte permanente face aux ennemis historiques du Pays. Ça se manifeste à plusieurs phases de l'histoire nationale: le mouvement de la commune de Grand-Anse avec Jean Baptiste Goman (après l'assassinat de Dessalines), le mouvement des piquets avec Jean Jacques Acaau (crise de 1843), le mouvement des Cacos avec Charlemagne Péralte et Benoit Batraville (lutte armée contre l'occupation américaine), et tant d'autres encore, jusqu'au mouvement lavalas.

Et à chaque phase de révoltes populaires contre ce système de pillage, l'Etat Haïtien transformé en un outil de guerre contre les masses depuis l'assassinat de Dessalines, utilise toujours la répression. Par exemple, Acaau, Charlemagne Péralte et Benoit Batraville ont tous été assassinés dans des moments de répressions sanglantes et massives. Et à chaque tentative de changement visant une transformation de l'Etat au profit de l'intérêt général, on court le risque d'être victime d'un coup d'Etat.

Voilà le contexte socio-historique dans lequel le mouvement lavalas a pris naissance. Ainsi, parler du coup d'Etat du 29 février 2004, c'est se trouver dans cette dynamique historique. Car le mouvement lavalas est l'actualisation politique des revendications populaires qui ont été formulées après l'assassinat de Dessalines. C'est ce qui explique d'ailleurs, l'acharnement de l'impérialisme raciste de l'occident, de l'oligarchie économique, des medias dominants et de certaines franges de la petite bourgeoisie réactionnaire contre le mouvement lavalas.

Car, eux, ils voulaient un régime duvaliériste sans Duvalier, avec une apparence démocratique et une rhétorique de la modernité pour camoufler le caractère répressif, sauvage, d'exclusion et d'exploitation criminelle du système social Haïtien. Alors que Jean Bertrand Aristide se mettait à l'écoute du peuple, de ses revendications socio-économiques remettant en question la base matérielle de la structure sociale inégalitaire du Pays.

Résultat : à chaque fois que le mouvement lavalas triomphe à travers les urnes pour poser les bases nécessaires afin de transformer l'Etat en un outil de changement social, les forces rétrogrades du pays, avec le soutien des puissances occidentales, lui ont donné un coup d'Etat avec la complicité des Nations-Unies.

Ainsi, l'ONU a imposé à la république l'accord de siège Nations Unies-Haïti permettant la présence illégale des casques bleus de la MINUSTAH sur le sol Haïtien, suite à un Coup d'Etat le 29 février 2004 donnant lieu au kidnapping du président démocratiquement élu à l'époque, Jean Bertrand Aristide, leader du mouvement lavalas. Et les Nations-Unies, outre le fait de profiter de ce coup d'Etat pour renforcer sa mainmise sur Haïti, tout en occasionnant le démantèlement du processus démocratique qui était en cours, ont introduit dans le Pays une épidémie mortelle qui a augmenté terriblement la misère du peuple Haïtien, dans le contexte du tremblement de terre dévastateur du 12 janvier 2010.

Certaines personnes connues comme étant des progressistes, peut-être par manque de clairvoyance politique ont été manipulées. Malheureusement c'est aujourd'hui qu'ils s'en sont rendus compte. Car, ils constatent que malgré un taux d'inflation de 22% ; 95 gourdes pour un dollar ; plus de 70% de la population active sont au chômage ; l'insécurité alimentaire s'abat sur environ 4 millions de nos compatriotes ; certaines écoles restent fermées à cause des violences liées à une insécurité d'Etat ; les hôpitaux publics sont privés de tout ; environ 500 000 armes à feu illégales sont en circulation et des ventes de munitions sans contrôle étatique; corruption et détournement des fonds publics ; démantèlement des institutions républicaines ; élections frauduleuses et dirigeants illégitimes ; répressions politiques et instrumentalisation de la Justice ; éclatement de la seule force armée et légale du Pays (PNH).

Bref, en dépit du fait que les indicateurs macro-économiques, politiques et sociaux montrent la décomposition de la société haïtienne, le Blanc, l'oligarchie économique, les medias, l'université, la société civile d'en haut, bref toutes les couches sociales dominantes qui revendiquaient le départ de Jean Bertrand Aristide sur de prétendues dérives continuent de supporter l'administration répressive et corrompue du phtk, rejetée par les masses en rébellion..


L'arrivée de Jean Bertrand Aristide à Bangui, Centrale Afrique

Voilà pourquoi, nous pensons que la seule façon digne de commémorer les 16 ans du coup d'Etat du 29 février 2004, c'est d'accompagner le peuple haïtien dans son combat de construire un leadership autonome et progressiste capable de faire rupture avec la vision rentière de l'oligarchie économique, de rompre avec les rapports de domination vis-à-vis de l'international impérialiste raciste, notamment les Etats-Unis, afin de prendre le pouvoir d'Etat pour transformer l'Etat en un Etat ayant la vocation d'imposer la justice sociale pour le bien-être de tous et de toutes.

Mario JOSEPH, Av.

Police nationale d'Haïti, la révolte des sans grades !



Manifestation des policiers revendiquant une augmentation de salaires et de meilleures conditions de vie

(1e partie)

Incontestablement, avec les évènements malheureux et inquiétants qui se sont déroulés le dimanche 23 février 2020, Haïti a franchi la ligne jaune dans la crise sociopolitique qui la traverse. Depuis la fin du 19e siècle, en effet, c'est la première fois que deux corps armés (militaires et police) officiellement reconnus se sont affrontés avec, pour résultat, plus d'une dizaine de victimes. Le spectre de guerre civile est bien réel. Plus rien ne sera comme avant dans ce pays tant que les pouvoirs publics n'arrivent pas à refonder la Nation. Quand deux institutions (policières et militaires) qui doivent s'unir pour défendre la patrie commune et un ennemi commun ne s'entendent pas, on peut dire que c'est la fin du pacte républicain et la nation, déjà menacée, devient vulnérable. Attention donc danger ! Haïti est désormais à la merci de toute aventure sous quelle que forme que ce soit.

Dans le nouveau tournant qu'a pris la crise haïtienne, l'on est loin des manifestations ou contestations politiques menées par l'opposition contre un pouvoir en place. Certes, l'opposition profitera de la tournure des évènements, mais elle est loin d'être les acteurs premiers. Car, les leaders politiques de l'opposition, en dépit de ce que disent le Président Jovenel Moïse et son Premier ministre Jean-Michel Lapin, n'ont aucune prise réelle sur la police nationale, particulièrement sur la base de la police très empreinte dans le mouvement de révolte qui secoue la République depuis plus d'un mois. Si le dimanche 23 février dernier le pouvoir a frôlé le pire au Champ-de-Mars, c'est tout simplement parce que ceux qui sont aux commandes de l'Etat n'avaient nullement anticipé ni vu venir le coup et surtout ne s'étaient pas rendus compte à quel degré les policiers frondeurs sont mécontents de leur sort en plus de la sanction que le CSPN a infligé aux cinq policiers porteurs du projet d'un syndicat de la police nationale d'Haïti (SPNH).

Car, l'affrontement entre la police et l'armée auquel le pays a assisté en direct à la télévision et sur les réseaux sociaux ce dimanche-là a été le résultat de la décision irréfléchie prise dans la panique et à la va-vite après les premières grandes mobilisations des policiers sur fond de quelques dégâts enregistrés sur le parcours et après les manifestations. Le problème est que les autorités gouvernementales ont peut-être sous-estimé la détermination de l'ensemble de la base de la police et donc traité les mobilisations de ces fonctionnaires comme s'il s'agissait de manifestants comme les autres, autrement dit comme des militants politisés réclamant le départ du Président de la République.

Certes, sur la forme on constate que le comportement des policiers contestataires est le même que celui des manifestants ordinaires mais sur le fond leurs revendications, au départ, n'ont rien à voir avec les manifestations organisées par les organisations politiques. C'est la réaction brutale et émotionnelle très maladroite des autorités, entre autres le CSPN (Conseil Supérieur de la Police Nationale d'Haïti), qui a vraiment donné une autre orientation aux revendications des policiers qui, eux, fondent leur action dans un cadre constitutionnel dans la mesure où leur demande de créer un syndicat n'a rien d'illégal encore moins d'anticonstitutionnel.

En décidant de mettre à la porte ceux qui portent le projet de créer un syndicat de police sans chercher à comprendre le sens de leur demande, les autorités gouvernementales les poussent directement dans les bras de l'opposition qui, dans ces temps difficiles, cherchent des renforts d'où qu'ils arrivent. Il se trouve que nulle loi, accord ou convention internationale n'est au-dessus de la Constitution de n'importe quel Etat du monde y compris Haïti qui a tendance, d'ailleurs, à adhérer, signer et respecter tous les conventions et accords internationaux sans tenir compte de ses intérêts particuliers. Personne ne peut prétendre que les policiers qui revendiquent le droit de former un syndicat sont hors champ ; ils ne font rien qui soit contraire à la loi et à la Constitution haïtienne en vigueur. C'est leur refuser ce droit qui serait incompatible avec la démocratie et donc une violation de leurs droits fondamentaux à la liberté de se regrouper en association.

Car, après tout, un syndicat n'est autre qu'une association avec des revendications sur les conditions de travail, etc. Certes, en tant que policiers, ils font partie d'une catégorie de fonctionnaires particuliers ; puisqu'ils sont armés, ce sont des auxiliaires de la justice et surtout ils représentent les bras armés du gouvernement vu qu'ils sont chargés de maintien de l'ordre et garant de la protection de la liberté des citoyens. A ce titre, les policiers ont un statut un peu particulier contrairement aux autres fonctionnaires. N'empêche, ils demeurent des fonctionnaires ayant un statut civil et donc aptes à avoir leur syndicat pour défendre leurs droits en accord avec leurs autorités de tutelle. Ce n'est pas comme les militaires pour qui, il est strictement interdit d'avoir un syndicat, de se plaindre de leur sort et même du traitement qu'ils reçoivent dans leurs casernes d'où d'ailleurs leur surnom : la grande muette. Pourtant, dans certains pays du monde, la France en particulier, il commence à avoir une certaine évolution avec une sorte d'assouplissement dans les règlements et les codes militaires.

En France, afin de permettre aux militaires de revendiquer quelques droits en dépit de leur devoir de réserve, ce sont leurs épouses qui s'organisent en associations des « Femmes de militaires » ou « Femmes de gendarmes ». Au nom de leurs époux, elles réclament de meilleures conditions de vie sociale et de meilleurs traitements pour leurs conjoints. C'est un fait, le monde change et partout les femmes et les hommes, fussent-ils des fonctionnaires dotés de statut contraignant ou particulier, cherchent à se défaire des contraintes des « temps anciens » pour s'adapter à la nouvelle réalité d'aujourd'hui et de demain. Bref, il n'y a aucune raison pour qu'il ne soit autrement pour les policiers haïtiens. Les Conventions internationales ratifiées par la République d'Haïti en matière de sécurité ne peuvent être un frein pour certains fonctionnaires qui ne veulent point rester figés dans un archaïsme moyenâgeux et juridique sans aucune évolution sur le plan social. A quelques rares exceptions, les policiers du monde entier à l'exemple de la France ou du Canada, mènent une activité syndicale en toute liberté et sans aucune restriction.

Maintenant, faisons un bref retour sur la genèse de ce conflit opposant la base de la police nationale aux autorités gouvernementales et leurs chefs hiérarchiques qui a failli dégénérer en guerre civile le dimanche 23 février 2020, date qui était, en théorie, le premier jour du carnaval national haïtien. Au sein de l'institution policière, rien ne va plus. La seule force publique armée et officielle de la République, si l'on exclut la nouvelle force armée haïtienne (FADH) qui est en gestation, est traversée par des turbulences de commandement et de revendications sociales de la base qui risquent de laisser des traces. La Police Nationale d'Haïti (PNH), en effet, ne cesse de se déchirer et de laver ses linges sales sur la place publique depuis des mois. Le haut Commandement dirigé par un Directeur général a.i, Normil Rameau, marche sur des œufs. Il sait qu'il est sous haute surveillance de ses petits camarades qui se demandent pourquoi lui alors qu'il était en poste jusqu'à Washington quand il a été nommé par le Président Jovenel Moïse en pleine période de contestation politique et populaire. Depuis son installation à la Direction générale de la PNH, Normil Rameau souffre d'un manque d'autorité dû à son statut précaire d'intérimaire.

Le nouveau DG a beau opéré des transferts et des changements à la tête des Directions régionales et des Commissariats du pays, la mayonnaise ne prend toujours pas. Le mécontentement est visible et certains gradés le disent ouvertement. Ils reprochent au Commandant en chef une approche trop politique de certains dossiers. L'on est à la limite des mutineries dans certains Commissariats. L'insécurité fait rage. Tandis que le phénomène de kidnapping va en grandissant en même temps que la colère des policiers qui semblent vouloir aller aussi loin dans leurs revendications et ne souhaitant reculer devant rien pour obtenir satisfaction. On en veut pour preuve les diverses manifestations organisées au cours du mois de février 2020 pendant lesquelles les policiers manifestants n'ont pas été avec le dos de la cuillère.

Pour soutenir Yannick Joseph, leur collègue et cheffe de file dans le combat qu'ils mènent, les policiers ont porté l'estocade avec des policiers non grévistes le 7 février devant l'IGPNH (Inspection Générale de la Police Nationale d'Haïti), la police des polices, à grandes rafales d'armes automatiques. C'était la première vraie sortie dans le cadre de leur revendication syndicale. Une action revendicative qui a mis tout le monde en panique et dans la peur du côté de Delmas 2 où siège l'IGNPH. Le lundi 17 février, les revoici encore dans les rues et dans des actions encore plus spectaculaires, pires que des manifestants politiques contre le pouvoir. Parcourant les rues de Delmas jusqu'au siège de la Police Nationale d'Haïti à Pétion-Ville sous les bureaux du Directeur général, les policiers ont démontré leur capacité brillante et bouillante avec des cris et des rafales d'armes automatiques, ce qui a fait penser un instant au DG Normil Rameau que les policiers étaient venus pour l'appréhender.



La place du Champ de Mars, où se sont affrontés le 23 février dernier des policiers et des soldats

Barricadé dans son bureau et entouré d'une forte escorte de sécurité, Normil Rameau a fini par comprendre qu'il n'était pas à l'abri avec ce genre de manifestation dirigée par des policiers remontés et motivés. Le DG a gardé un profil bas mais tremblant de peur et ayant de la sueur froide le temps que l'ardeur des policiers s'estompe avant de reprendre la direction du Champ-de-Mars un peu plus tard. Arrivés au lieu-dit, les policiers manifestants se sont jetés à bras raccourcis sur les stands officiels et commerciaux montés pour les trois jours de festivités carnavalesques. Parés de T-Shirts rouges portant l'écriteau et le logo de la police nationale, certains masqués mais armés jusqu'aux dents et d'autres arborant leur uniforme et à visage découvert arrosent les constructions d'essence et y mettent le feu pendant que d'autres aidés par des non policiers jettent des cocktails-Molotov sur les Bungalows érigés pour le carnaval. Là, ils ont tout incendié à commencer par le stand présidentiel et celui de la Mairie de Port-au-Prince. Par un effet de contagion, c'est l'ensemble des stands qui ont été réduits en cendre avec des flammes visibles jusqu'au Bicentenaire.

Le plus surprenant dans l'affaire, ni les autres policiers en faction dans les parages de la présidence de la République ni les Pompiers dont la base se trouve à un jet de pierre ne sont intervenus pour éteindre les incendies ni pour interpeller les manifestants pyromanes. Selon des informations recueillies, c'est volontairement que personne n'est intervenue ; c'était une façon d'éviter le pire. Car, selon la même source, les manifestants étaient prêts à tout ce lundi 17 février 2020. Les policiers syndiqués voulaient créer un électrochoc aux abords du Palais national. Du coup, devant une telle détermination affichée et manifeste, les autorités gouvernementales ont aussi réagi brutalement tout en prenant des mesures radicales avec effet immédiat. Dans la foulée, le CSPN (Conseil Supérieur de la Police Nationale), dirigé par le Premier ministre a.i Jean Michel Lapin avec l'accord de l'ensemble de ses membres, a décidé de procéder à la révocation des cinq policiers qu'ils croient être les meneurs et à l'initiative du fameux Syndicat de la Police Nationale d'Haïti (SPNH).

Il s'agit de : Yannick Joseph, l'égérie des policiers, c'est le leader du groupe, la Coordonnatrice du mouvement syndical, Abelson Gros-Nègre, Porte-parole, Gédéon Monbrun, Yvens Lamarre et Jean Elder Lundi, inspecteur, le plus haut gradé de la bande des 4 ; puisque les trois premiers sont des agents 2 et le dernier agent 1. D'après le Premier ministre a. i Jean-Michel Lapin et le ministre de la Justice a.i chef hiérarchique de la police et le Commandement en chef de la police nationale, Normil Rameau, « Le gouvernement condamne énergiquement de tels actes et souligne que les auteurs et complices doivent assumer pour y répondre tant administrativement que judiciairement ». A suivre

C.C

Haitian Opposition Condemns Moïse's Appointment of a New Prime Minister

by Kim Ives

Besieged Haitian President Jovenel Moïse unilaterally appointed his former Environment and Finance Minister, Joseph Jouthe, 58, as his new Prime Minister on Mar. 2, upsetting moderate opposition members who had been negotiating with him to form a "consensus government."

Jouthe replaced interim PM Jean-Michel Lapin, who had been serving in the post since Moïse engineered the ouster of Jean Henry Céant in March 2019.

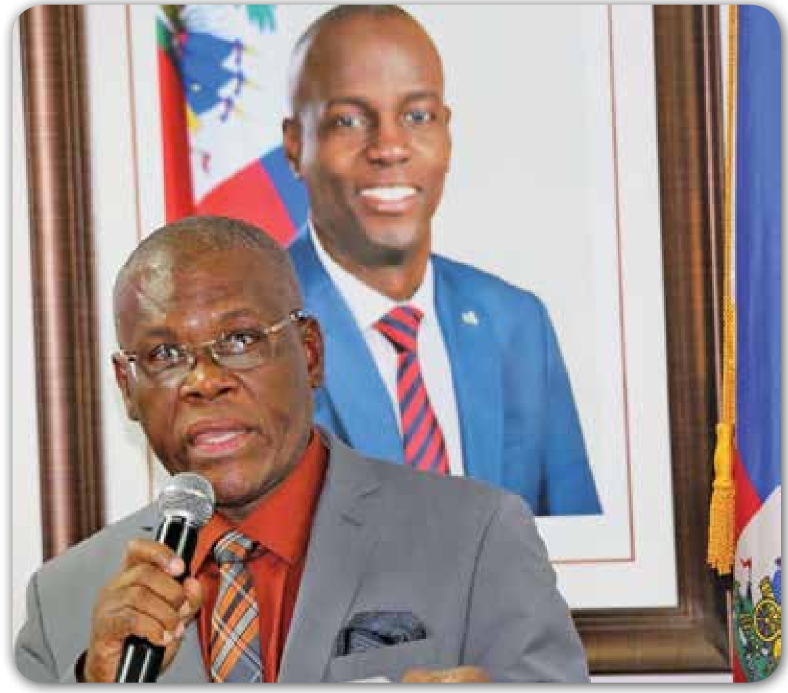
"Following consultations that I've had with different sectors of the nation, I am choosing citizen Joute JOSEPH as the new Prime Minister, who is called upon to form, as soon as possible, a government of openness and consensus, capable of responding to the urgencies of the moment," Moïse tweeted on Monday evening. He tellingly misspelled Jouthe's surname and capitalized his first name rather than his family name, as is customary, raising questions as to how well the president knows his new head of government.

Moïse had previously nominated Fritz William Michel to replace Lapin in June 2019, but, despite several attempts, the Parliament never succeeded in ratifying either man. Jouthe is now the fifth prime minister Moïse has named, but the new PM shows no signs of being any more likely than his predecessors to succeed in taming a 20-month mass uprising against the president.

On Jan. 13, Moïse dissolved the Haitian Parliament, leaving him ruling by decree and without a legislature to ratify his PM choice.

He had been holding talks with the most pliable sectors of Haiti's fragmented opposition, and they were vexed that he chose a head of government without their approval.

"For the umpteenth time, Jovenel MOÏSE, by appointing one of his fanatics to the post of de facto PM, has rolled in the flour [tricked] the so-called moderate opposition parties," tweeted former Aquin deputy Jean-Robert Bosse of the Struggling People's Party (OPL), who was part of negotiations. It is "a sure victory for those who believe as hard as iron that no POLITICAL agreement is possible with Mr. MOÏSE."



Haiti's new loyalist prime minister Joseph Jouthe in front of a poster of the man who named him, President Jovenel Moïse.

Dr. Emmanuel Ménard of the social-democratic Reformist Louverturienne Force party and co-founding member with perennial politician Victor Benoît of the opposition's Democratic Bloc platform, agreed that Jouthe´s nomination was not discussed in recent political negotiations.

"President Jovenel Moïse made a unilateral decision," Ménard said. "Therefore he chose the path of confrontation."

André Michel is a spokesperson of the opposition's Democratic and Popular Sector, a major component of a more radical opposition front, the Consensual Alternative for the Refounding of Haiti, which refused to negotiate with Moïse. He was not surprised by the move.

President Moïse "deceived everyone," Michel said. "He deceived civil society. He deceived political parties thinking he was dealing in good faith. He even deceived the 'international community' which was expecting a political agreement at the end of these discussions." By "international community," Michel is referring to Washington and its allies, whose officials have been pushing for dialogue and compromise between Moïse and the opposition demanding his resignation.

Joseph Jouthe, an engineer by training, had been Lapin's Minister of Economy and Finance, as well as Environment Minister. In 2017 and 2018, he had been a special counselor in the cabinet of Moïse's first and most loyal Prime Minister Jack Guy Lafontant, who was forced to resign in July 2018 after a protest against government-mandated fuel price hikes which paralyzed Haiti for three days and began the current revolutionary uprising.

Jouthe was born in the rural town of Thomonde on Haiti's Central Plateau and was a Regional Director of CARE International in Haiti and the Director of Analysis and Evaluation at the Bureau for Monetization of Development Aid Programs (BMPAD). He has also worked as a consultant, liaison officer, and administrator for the United Nations in Haiti.

Jouthe faces an on-going popular revolt to which even Haiti's police force is beginning to adhere. The UN says that one-third of Haiti's 11 million people now face serious food insecurity, the stage that precedes famine according to the classifications used by the World Food Programme.

Vote "NO!": You CAN stop the hijacking of WBAI/Pacifica!

by WBAI Fight Back

A rogue faction of the Pacifica National Board that took WBAI off the air for over a month in the fall of 2019, replaced local programming with remotely provided canned content, and totally disrupted fundraising crucial to WBAI's survival, have even more destructive plans for the entire Pacifica network.

They have gone to court in Berkeley to force a vote on a complete revision of the Pacifica Foundation bylaws, masquerading as an "amendment." Despite the fact that all local station boards voted "no" on the proposed new bylaws – WBAI's board voted "no" unanimously – the California Judge ruled that there will still have to be a referendum of the entire membership of the Pacifica Foundation, starting Feb. 18. Here's what they want you to sign off on:

• Eliminating democratically elected local station boards. This would terminate local oversight of the manager, the program director, and the budget of each station – i.e. feedback and ideas from local staff and listeners. Each of the 5 stations would be allowed to elect just one representative to the national board, and these 5, with the 6 outside at-large directors to be listed on the ballot, would have complete control over all 5 stations as well as the central organization.

• Disenfranchising/"firing" listeners and staff. This would be accomplished not only by the elimination of local station boards, but also by doubling the cost of membership. And after an initial all-or-none, all-or-nothing referendum, 6 at-large members of the Pacifica National Board ("directors"), hand-picked by the new bylaws' supporters, would be the "transitional" ruling authority over the network for at least six months, or until the first new elections could be organized for listeners to vote for the single, token director from each station. The 6 appointed members, whoever they might be at any moment, would always outnumber the 5 elected members. If voters at a station recalled an elected station director, or members at all 5 stations removed an at-large director, their replacement would immediately be selected by the national board, not elected by the voting members. Staff – including the many unpaid producers who work hard to create the programming you enjoy, and who currently make up about one-quarter of the local and national boards – would actually be barred from running for the Pacifica National Board.

• Facilitating the sale of WBAI and other stations. WBAI, at the center of the FM dial in the largest media market in the U.S., has long been in the crosshairs of the would-be hijackers. Selling or swapping its frequency would enrich the rest of Pacifica at the cost of silencing the voices of WBAI. The proposed revisions, which would halve the threshold for approval of the sale or disposal of assets from a "quorum" of 10% of the membership to only 5%, would greatly increase the likelihood that assets could be sold off as soon as a new national board was constituted by at-large members exclusively. A single station with a large-enough membership, such as KPFA, could meet the reduced quorum all by itself, thus robbing WBAI's listeners of some of the most challenging and critical community radio in the country just to prop itself up.

The quorum for the upcoming referendum will still be 10%. Ballots arrived in email on Feb. 18, or they will be sent via USPS mail for those members for whom there are no email addresses. YOUR VOTE WILL BE KEY TO WBAI'S SURVIVAL.

Everyone who is a member of any of the five Pacifica stations MUST become fully informed and VOTE NO!

For more information, go to wbaifightback.org or call 917-781-0366.

IL EST PLUS QUE TEMPS QUE NO
ANTICAPITALISTE ET



Inteview de Pete Dolack* réalisée par Mohsen Abdelmoumen

Mohsen Abdelmoumen : Votre livre passionnant It's not over: Learning From the Socialist Experiment (Ce n'est pas fini : tirer les leçons de l'expérience socialiste) nous montre pourquoi on doit dépasser le capitalisme et il fournit aussi les outils de la manière de s'y prendre. Pouvez-vous expliquer à notre lectorat comment on peut lutter efficacement pour détruire définitivement ce système aberrant qu'est le capitalisme ?

Pete Dolack : C'est la question centrale, n'est-ce pas ? Aucun d'entre nous n'a la réponse individuellement ; c'est une question à laquelle on ne peut répondre que collectivement et, vu l'état actuel du monde, peut-être qu'à l'heure actuelle, on peut répondre plus dans l'abstrait que concrètement, même si nous préférons cette dernière solution. Je pense que ce qui est indispensable maintenant, et qui peut être fait maintenant, c'est de briser le concept éculé de « il n'y a pas d'alternative ».

« Il n'y a pas d'alternative » est ce qui maintient le capitalisme en place. Ce qui ne veut pas dire que beaucoup de force est également nécessaire. Mais lorsqu'un nombre suffisant de personnes croiront qu'un monde meilleur est possible et seront prêtes à agir en conséquence, ce sera effectivement possible. Cela sera possible en organisant à l'échelle mondiale, à travers les frontières nationales et toutes les autres lignes, en reliant ensemble la myriade de luttes particulières et en comprenant les connexions entre elles tout en nommant le système, le capitalisme, qui est

Pete Dolack

à l'origine de tant de souffrances. Un « mouvement des mouvements », comme d'autres ont appelé un tel soulèvement mondial, un soulèvement dans lequel les gens comprennent que tous nos problèmes ne seront pas résolus lors du dépassement du capitalisme, mais que l'humanité disposerait alors de la base qui lui permettrait de résoudre utilement les problèmes et de mettre fin aux oppressions.

Une multitude d'organisations populaires, reflétant non seulement les différents sites de lutte mais aussi les types de lutte forcément différents, sera nécessaire. Un mouvement réussi sera inévitablement une coalition ; les expressions politiques de celle-ci devraient également être des coalitions. Les types d'organisation de front populaire, les coalitions de mouvements organisées pour atteindre des objectifs spécifiques tout en permettant aux groupes participants d'exprimer leurs perspectives particulières, sont des formes susceptibles d'être nécessaires pour créer le nombre suffisant d'activistes indispensables pour réaliser des avancées.

Un outil inutilisé ne fait rien. Un outil utilisé correctement multiplie la force. Un mouvement sérieux a besoin d'une boîte à outils complète et pas seulement d'un outil.

Une telle boîte à outils ne peut être utilisée que par des organisations solidaires rassemblant des mouvements au sein de larges alliances qui permettent à des personnes confrontées à des problèmes et à des oppressions spécifiques de faire progresser leurs objectifs simultanément en les ancrant dans une compréhension plus large de leurs causes structurelles et des crises systémiques auxquelles il faut s'attaquer. L'époque où l'on disait aux gens qu'il fallait attendre son tour et que, de toute façon, l'oppression serait résolue une fois que nous aurions fait une révolution doit être définitivement révolue. D'autre part, l'éclatement en une myriade de groupes ne travaillant que sur des questions spécifiques et isolés les uns des autres est une garantie d'inefficacité.

Il n'est pas nécessaire de choisir entre « politique d'identité » et « politique de classe », car la malheureuse division entre les militants nord-américains a formulé la question comme s'il n'y avait aucun lien entre les deux. Nous devons nous battre sur tous les fronts, en utilisant à la fois ce qui est important des luttes passées et des nouvelles tactiques et stratégies reflétant les conceptions contemporaines découlant des conditions actuelles. Il ne devrait pas non plus être obligatoire d'accepter ou de rejeter des structures organisationnelles simplement parce qu'elles sont anciennes ou nouvelles.

Une question qui ne peut être évitée est celle de la violence. Aussi pacifique que puisse être un « mouvement de mouvements », l'histoire de la violence utilisée pour maintenir le capitalisme en place et la volonté de l'exercer des principales puissances impérialistes au sommet du système capitaliste mondial, ne peuvent être occultées. Réduire la capacité de l'État capitaliste à recourir à la violence par le biais de ses forces armées et de ses forces de police militarisées serait essentiel. Il y a des leçons positives du passé – comme les ouvriers, les paysans, les soldats et les marins qui ont retourné l'armée et désarmé la police en 1917 en Russie – et il y a des leçons négatives du passé – comme la tactique tragique de mise au pas des militaires au Chili de 1970 à 1973.

Mohsen Abdelmoumen : À l'ère du travail précaire, de la digitalisation et du capitalisme financier, comment peut-on organiser la classe ouvrière ?

Pete Dolack : L'organisation sur le lieu de travail était plus facile lorsque les travailleurs étaient rassemblés en grand nombre dans des lieux uniques. Le défi consiste à trouver de nouvelles formes de solidarité entre travailleurs lorsque nous sommes dispersés, et à relier les organisations mises en place dans et autour des luttes sur le lieu de travail à d'autres luttes, tant sur une base géographique qu'avec d'autres types et lieux de lutte.

Le modèle traditionnel du « syndicalisme d'entreprise », selon lequel une direction syndicale hiérarchique travaille avec les cadres de l'entreprise pour obtenir des gains limités ou pour empêcher des pertes plus importantes selon les circonstances et le fait de le faire indépendamment non seulement des autres lieux de travail mais aussi de toutes les autres luttes – comme si la détérioration constante de nos conditions de travail et la stagnation des salaires n'avaient aucun rapport avec ce qui se passe en dehors du bureau ou de l'usine – était une impasse. Il n'y a pas d'alternative à l'organisation de base pour construire de nouvelles formes de syndicats et d'autres organisations de solidarité des travailleurs. Plutôt que d'être organisée par lieu de travail ou par entreprise, cette organisation doit se faire à deux niveaux supérieurs : au niveau de l'industrie et au niveau de la ville.

Par industrie, tous les employés d'une industrie particulière, à travers un pays ou une région. Par ville, tous les employés de toutes les professions avec une empreinte géographique donnée. Et par « tous les employés », tous ceux qui font partie du personnel permanent, à temps plein ou partiel ; tous ceux qui travaillent sur une base contractuelle ou temporaire ; et ceux qui travaillent en free-lance ou qui sont indépendants d'une autre manière, avec l'objectif central de faire en sorte que tout le monde travaille à plein temps sans contrat à plusieurs niveaux, dans le cadre duquel les nouvelles recrues sont beaucoup moins bien payées que les travailleurs embauchés avant l'avènement du contrat à plusieurs niveaux. Les syndicats individuels ou d'autres organisations peuvent appartenir à deux fédérations – une pour son industrie et une pour sa situation géographique, avec des liens forts entre tous.

Rien de ce que je suggère n'est possible sans une organisation systématique sur le terrain sur une longue période par des organisateurs très motivés qui forment, éduquent et organisent de nouveaux organisateurs aussi rapidement que possible. Une grande partie de cette organisation devrait être clandestine pour éviter que les organisateurs ne soient licenciés à une époque où les travailleurs sont peu protégés et pour limiter la capacité des patrons et de l'État à perturber le travail. Rien de tout cela ne serait facile – il suffit de rappeler la longue histoire de l'organisation aux États-Unis et la répression massive dont elle a fait l'objet. De nouvelles tactiques, telles que les sit-in, ont été développées dans les années 1930, et d'autres nouvelles tactiques seront sûrement nécessaires.

Peut-être plus important encore, les nouvelles organisations de travailleurs ne doivent pas devenir hiérarchiques comme l'ont été les syndicats afin de pouvoir conserver leur flexibilité et leur militantisme. Cette flexibilité et ce militantisme contribueront à garantir que les luttes sur le lieu de travail ne soient pas considérées comme distinctes des autres luttes, notamment celles pour un logement abordable, l'accès aux soins de santé et à l'éducation, et contre les discriminations raciales, sexuelles, nationales et autres. À son tour, la nécessaire jonction des luttes empêcherait le retour des idées étroites et nuisibles de « syndicat d'entreprises » selon lesquelles un syndicat ne devrait se préoccuper que de l'application d'un contrat tout en ignorant les questions sociales externes comme si elles étaient totalement distinctes.

Pour revenir à la notion de « il n'y a pas d'alternative », nous devons avoir des exemples d'alternatives. Je pense que c'est une raison convaincante de soutenir les coopératives et, lorsqu'elles peuvent être créées, les entreprises d'État qui sont sous le contrôle démocratique de la main-d'œuvre de l'entreprise et de la communauté. La prudence s'impose ici – les coopératives sont tout à fait compatibles avec le capitalisme. Mais l'exemple des lieux de travail démocratiques dans lesquels les travailleurs bénéficient de meilleures conditions de travail et de salaires plus élevés, tout en étant ancrés dans la communauté, démontrera une meilleure alternative. Mais les coopératives à elles seules ne nous mèneront pas au socialisme ; seul un « mouvement des mouvements » y parviendra. Un mouvement coopératif en pleine expansion serait un élément important, parmi d'autres, d'un tel essor.



Mohsen Abdelmoumen : D'après vous, n'est-il pas plus que vital d'avoir un mouvement syndical combatif pour défendre les travailleurs et surtout mettre un terme à l'esclavage moderne et à briser les reins du capitalisme ?

Pete Dolack : Absolument ! Cette critique des syndicats ne signifie pas que nous ne devrions pas avoir de syndicats. Aussi imparfaites qu'elles soient dans leur forme actuelle, les organisations de travailleurs sont nécessaires. Nous ne devons pas non plus rejeter toute la responsabilité de la stagnation des salaires et de la dégradation des conditions de travail sur les dirigeants syndicaux. Quatre décennies de néolibéralisme, et la capacité du capital multinational à déplacer le capital d'investissement et la production n'importe où dans le monde, en recherchant continuellement des endroits où les salaires sont plus bas et où la réglementation est moins stricte, ont abouti à notre monde actuel.

Étant donné le déséquilibre massif de force entre le capital et les travailleurs, et l'influence décisive du capital sur les gouvernements, même un syndicat fort ne peut souvent que juste atténuer les pertes plutôt que de réaliser des progrès. Plus un mouvement syndical est fort et combatif, c'est mieux, mais nous devons veiller à ne pas tout réduire au militantisme ou à la force relative des syndicats. Ceux-ci fonctionnent dans des conditions spécifiques et, sans un changement radical des conditions socio-économiques générales et des relations entre les forces sociales, les réformes ne peuvent aller bien loin. Un mouvement international militant qui œuvre pour des réformes immédiates mais dont l'objectif ultime est de remplacer le capitalisme par un nouveau système de démocratie économique, comporterait des organisations de plusieurs types, mais aurait besoin de syndicats forts comme élément clé.

Mohsen Abdelmoumen : Vous avez déjà traité du fascisme dans vos articles. D'après vous, sommes-nous à l'abri d'un nouvel ordre fasciste ? L'humanité a-t-elle appris les leçons du passé ? Et comment expliquez-vous la montée de l'extrême-droite et des mouvements fascistes dans le monde ?

Pete Dolack : Tant que nous vivrons sous le capitalisme, nous ne serons jamais à l'abri de la menace du fascisme. Tant que le capitalisme existe, la possibilité du fascisme existe.

Il est utile de comprendre ce qu'est le fascisme : à son niveau le plus élémentaire, une dictature établie et maintenue par la terreur au nom des grandes entreprises. Il dispose d'une base sociale, qui lui apporte son soutien et les escadrons de la terreur, mais qui est gravement abusée puisque la dictature fasciste agit de manière décisive contre l'intérêt de sa base sociale. Le militarisme, le nationalisme extrême, la création d'ennemis et de boucs émissaires, et, peut-être l'élément le plus critique, une propagande enragée qui suscite intentionnellement la panique et la haine tout en dissimulant sa véritable nature et ses intentions sous le couvert d'un faux populisme, font partie des éléments nécessaires.

Malgré les variantes nationales qui entraînent des différences majeures dans les apparences du fascisme, le caractère de classe est constant. Le grand capital est invariablement le soutien fondamental du fascisme, quel que soit le contenu de la rhétorique d'un mouvement fasciste, et il en est invariablement le bénéficiaire. L'instauration d'une dictature fasciste n'est pas une décision facile, même pour les plus grands industriels, banquiers et propriétaires terriens qui pourraient saliver sur les profits potentiels à réaliser avec la destruction de toutes les organisations de travailleurs. Car même si cela

OUS AYONS UN FRONT MONDIAL ANTI-IMPÉRIALISTE !

est censé leur profiter, ces dirigeants de grandes entreprises renoncent à une partie de leur propre liberté puisqu'ils ne contrôleront pas directement la dictature ; c'est une dictature pour eux, pas par eux.

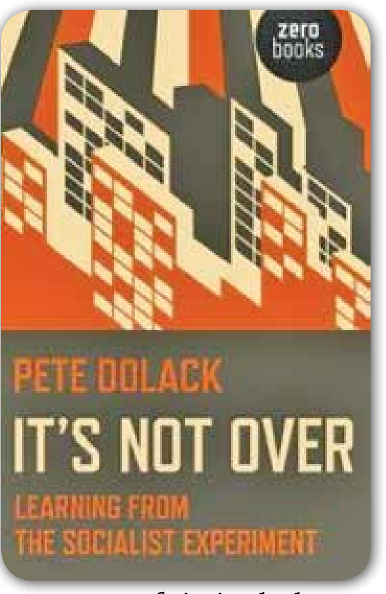
Compte tenu de la montée des gouvernements d'extrême droite, comme ceux qui sont apparus au Brésil, en Hongrie et en Pologne (même s'il existe des différences importantes entre eux en termes de leurs bases sociales et d'objectifs immédiats), et de la menace que représentent les « hommes forts » aux tendances fascistes et aux objectifs clairs de devenir des dictateurs bien qu'ils soient encore limités par des barrières institutionnelles (Erdoğan et Trump, par exemple), il est clair que l'humanité n'a pas tiré les leçons du passé.

Des mouvements ouvertement fascistes et d'autres d'extrême droite peuvent apparaître dans deux circonstances. L'une d'entre elles est lorsque les mouvements de gauche deviennent puissants et que les industriels et les financiers ne peuvent arrêter ces mouvements qu'en mettant violemment fin aux structures démocratiques – aussi formelles soient-elles, par opposition aux structures réelles – et en instaurant un système de terreur. Les gouvernements fascistes classiques du XXe siècle (Italie, Allemagne et Espagne) en sont des exemples, tout comme la forme différente de fascisme du Chili sous Pinochet.

La deuxième circonstance est lorsqu'il y a une instabilité économique croissante et continue conduisant à une instabilité sociale accompagnée de l'absence d'une gauche ou de mouvements de gauche. C'est la situation actuelle. Lorsque la gauche ne fournit pas de réponse, la droite intervient et agit. Au sommet de cette dynamique se trouve l'échec des partis parlementaires traditionnellement de centre-gauche. Nous observons les mêmes tendances dans tous les pays du Nord – les sociaux-démocrates européens, les libéraux nord-américains et leurs équivalents ailleurs ont cédé toutes les initiatives économiques au « marché ». Mais qu'est-ce que le marché dans une économie capitaliste ? C'est l'ensemble des intérêts des industriels et des financiers les plus puissants.

Les conservateurs voudraient nous faire croire que les marchés sont des entités neutres qui s'assoient là-haut, dans les nuages, pour déterminer ce qui est valable et ce qui ne l'est pas. Leurs adversaires politiques supposés ont adopté exactement la même attitude, ne voulant que quelques réformes symboliques pour atténuer légèrement les dégâts. Avec toute l'économie sortie du domaine politique, il est difficile de choisir parmi les principaux partis politiques. Combinés à une gauche affaiblie, les médias solidement aux mains des industriels et des financiers, et une grande partie de la population abrutie par un déferlement incessant de propagande, les portes sont ouvertes à un « homme fort » de l'extrême droite qui ment et fournit des réponses simples et des boucs émissaires aux problèmes structurels.

Une autre conséquence du fait qu'il y ait peu de différence appréciable en matière économique entre les principaux partis, et que tout cela permet à la mondialisation des entreprises de se déchaîner sans contrôle et même de présenter cela comme un phénomène naturel comme les marées de l'océan, est qu'il devient facile de mobiliser une partie de la population par une propagande manipulatrice se présentant comme nouvelle, formant une base pour un mouvement d'extrême droite ou carrément fasciste. Il suffit alors d'un dirigeant enclin à mentir en prétendant qu'il va résoudre vos problèmes, même s'il est évident pour ceux qui y prêtent attention qu'un tel régime sera au profit des capitalistes les plus puissants de cet État. Il en a été ainsi avec des fascistes comme Hitler et Mussolini, et il en est ainsi avec ceux qui rêvent de devenir un jour des dictateurs fascistes comme Bolsonaro et Trump.



Ce n'est pas fini : tirer les leçons de l'expérience socialiste

Mohsen Abdelmoumen : À votre avis, la classe ouvrière n'a-t-elle pas besoin de ses propres relais médiatiques alternatifs pour contrer la propagande capitaliste relayée par les médias mainstream au service du grand capital ?

Pete Dolack : La classe ouvrière a très certainement besoin de ses propres médias alternatifs. Étant donné le quasi-monopole des institutions de médias de masse par les intérêts des entreprises et de ceux qui ont intérêt à maintenir le système mondial actuel, et la capacité de ces intérêts à diffuser leurs opinions dans toute la société via un réseau d'autres institutions – notamment les écoles, les armées, les lieux de travail, les fondations, les organismes de recherche et les institutions culturelles – nous avons besoin de tous les médias alternatifs que nous pouvons organiser et soutenir.

L'Internet sert et dérange à cet égard. D'une part, il n'a jamais été aussi facile de diffuser des points de vue alternatifs à l'orthodoxie dominante des entreprises. D'autre part, il n'a jamais été aussi facile de propager la désinformation et de la diriger vers des publics spécifiques. Comme la plupart des technologies, la technologie des communications peut être utilisée à de bonnes ou à de mauvaises fins, et le pourcentage est déterminé en grande partie par la personne qui contrôle la technologie.

Tout comme les ordinateurs et autres équipements de haute technologie pourraient être utilisés pour faciliter la journée de travail en réduisant les tâches ennuyeuses et répétitives et pour nous permettre de travailler moins d'heures grâce à la productivité accrue que permet la technologie, au lieu de cela, ils sont utilisés pour accélérer la cadence de travail, augmenter la charge de travail et nous surveiller. La technologie des communications pourrait être utilisée pour améliorer la compréhension entre les peuples, mais elle sert plutôt à fournir des plateformes de désinformation et à extraire de vastes quantités de données personnelles au profit d'une poignée de capitalistes.

Néanmoins, il est impératif que nous trouvions des moyens d'utiliser la technologie pour construire des sources crédibles de nouvelles et d'informations qui contrent la propagande capitaliste omniprésente à laquelle les gens sont continuellement soumis.

Mohsen Abdelmoumen : Comme chaque année, Oxfam a publié son rapport et comme chaque année les inégalités augmentent entre le 1% et le reste de la population mondiale. Comment expliquez-vous que malgré ce rapport qui ne vient pas d'une organisation connue pour être marxiste, il y ait des pseudo-intellectuels ou spin doctors qui veulent quand même nous vendre l'illusion qu'on peut réformer le capitalisme ? D'après vous, le capitalisme n'est-il pas un système à bout de souffle et irréformable ?

Pete Dolack : Je suis d'accord sur le fait que le capitalisme ne peut pas être réformé. Mais beaucoup de gens, malheureusement, croient encore qu'il peut l'être. En effet, comme l'a écrit Fredric Jameson, il est plus facile pour la plupart des gens d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. La peur de l'inconnu semble également à l'œuvre ici. Le capitalisme nous est familier, alors qu'un

suite à la page(15)

Supertuesday : vers une percée de Bernie Sanders ? Les travailleurs face à Trump et à la primaire démocrate

Interview de John Catalinotto

Aux États-Unis d'Amérique, la campagne des élections présidentielles est lancée, avec comme drôle de premier tour, les primaires. Celles du parti Démocrate mettent aux prises un candidat se réclamant du "socialisme", Bernie Sanders, face à des libéraux et même au milliardaire magnat de la presse financière Bloomberg, ex maire républicain de New-York. Les derniers scrutins ont mis en évidence une percée importante de Sanders. Ses propositions phares, notamment de généraliser un système de sécurité sociale publique obligatoire, d'augmenter le salaire minimum, de combattre les prêts étudiants mais également ses positions modérées vis à vis de la Palestine ou de Cuba lui valent désormais de violentes attaques, sur le mode d'un anticommunisme virulent. Ce qui n'est pas sans paradoxe puisque le sénateur du Vermont, s'il se revendique progressiste, n'est assurément pas communiste, ni même socialiste au sens dont on pourrait le comprendre en France.

John Catalinotto de la rédaction de Workers World a accordé une interview à Initiative Communiste permettant de décrire le contexte de ces primaires démocrates aux Etats-Unis mais également d'apporter une analyse politique de la situation pour les travailleurs des USA, en termes de lutte comme en termes de stratégie d'action à l'occasion de cette campagne électorale.


John Catalinotto

Initiative Communiste : Comment évaluez-vous le premier mandat de Trump en termes sociaux, politiques, culturels et géopolitiques ?

John Catalinotto : Trump a réussi à transférer une énorme quantité de richesses de la classe ouvrière, y compris des secteurs les plus opprimés vers les secteurs les plus riches et les plus élitistes de la société américaine. Il l'a fait principalement de deux manières : l'une consistait à modifier les lois fiscales afin que les revenus les plus élevés soient imposés à un taux beaucoup plus bas, en réduisant également les impôts sur les bénéfices des sociétés, les gains en capital et la richesse héritée – ces changements aident tous les super riches ; la deuxième façon était par des privatisations, par l'ouverture des terres publiques à une exploitation privée, comme la côte de l'Alaska et certaines parties de l'Ouest américain. Ce cadeau à sa classe milliardaire lui a valu le soutien continu de ce secteur de la société, même si une partie de la classe dirigeante considère Trump comme un président incompétent qui ne comprend rien aux affaires étrangères. Il remplit leurs coffres avec de l'argent. Et ils l'aiment pour ça.

Politiquement, Trump a polarisé la société. Il y a moins de coopération que jamais ces derniers temps entre le Parti Républicain de Trump et le Parti Démocrate, qui sont à la fois des partis pro-capitalistes et pro-impérialistes. Tous les présidents américains disent des mensonges. Culturellement, Trump a éliminé les faits du discours public et les a remplacés par une rhétorique qui souligne son idéologie réactionnaire : racisme, misogynie, islamophobie, commentaires anti-LGBTQ sont le fil d'actualité quotidien du président des États-Unis. En réaction à cette évolution, à gauche, il y a eu une croissance d'un mouvement social-démocrate qui est contre Trump et aussi pour les réformes sociales. La plupart de ces réformes avaient déjà été conquises dans de nombreux pays impérialistes européens entre 1945 et 1990, comme les soins de santé universels, l'éducation gratuite, de meilleures prestations de retraite. Les commentaires réactionnaires quotidiens de Trump ont également dopé la dynamique des partis fascistes, des milices d'extrême droite, etc.

Géopolitiquement, Trump a poursuivi ses efforts pour atteindre les mêmes objectifs que les administrations avant lui, à savoir la domination impérialiste américaine des pays opprimés et l'hégémonie américaine au sein du monde impérialiste. Il appelle plus ouvertement à des traités plaçant les «États-Unis d'abord» par opposition aux traités mondiaux. Ses attaques ont d'abord semblé menacer l'alliance formée à travers l'OTAN, mais elles se sont révélées n'être que des demandes que les puissances impérialistes européennes paient plus cher pour l'alliance militaire et acceptent de n'avoir que moins de miettes dans le partage du butin impérialiste. Les États-Unis ont perdu une part relative de leur puissance économique (par rapport à la Chine, à l'UE) et Washington essaie de surmonter cette perte en recourant à plus de puissance militaire. C'était vrai sous Bush, Obama et maintenant sous Trump.

Initiative Communiste : Y a-t-il un vrai enjeu politique, du point de vue de la classe ouvrière, lors des élections primaires du Parti Démocrate ? Pensez-vous qu'il existe vraiment des candidats du Parti Démocrate qui peuvent porter une alternative plus favorable au mouvement ouvrier et au camp du progrès social et de la paix dans le monde ?

John Catalinotto : Il est difficile d'imaginer une situation où un simple changement électoral, même l'élection du candidat le plus progressiste, apporterait un réel changement au caractère pro-capitaliste et pro-impérialiste de l'appareil d'État américain. Ce que Lénine a écrit sur le capitalisme et l'impérialisme il y a plus de 100 ans est toujours vrai : vous ne pouvez pas changer la nature procapitaliste du pouvoir d'État sans l'écraser et le remplacer par une forme d'État ouvrier ou populaire ; ce n'est pas une tâche facile.

Il y a cependant un nouveau développement à travers ces primaires démocrates. C'est la croissance d'un mouvement en faveur de Bernie Sanders, le sénateur du Vermont. Sanders se qualifie de «socialiste démocratique», mais sa version du «socialisme» est vraiment un programme de réforme du capitalisme. Néanmoins, la classe capitaliste n'est pas d'humeur à autoriser des réformes telles que la gratuité des frais de scolarité, Medicare for All (la sécurité sociale pour tous) ou l'annulation de la loi antisyndicale Taft-Hartley. Pourtant ses paroles, dans le contexte de la situation sociale réactionnaire aux États-Unis, ont conduit de nombreux jeunes à s'identifier comme prosocialistes. Sanders est le seul candidat qui recueille de grandes sommes d'argent grâce à des millions de petits dons. Les autres candidats dépendent de riches donateurs. Sanders est le seul candidat qui rassemble un public de masse enthousiaste, avec de nombreux jeunes, qui semblent vraiment prêts à se battre pour ces propositions.

La direction du Parti Démocrate s'agite pour chercher un moyen d'empêcher Sanders d'obtenir l'investiture. Sanders a déclaré que s'il perd l'investiture, il soutiendra celui que les démocrates nommeront. Cela signifie qu'une campagne sérieuse indépendante du Parti Démocrate est peu probable. Si le mouvement Sanders est suffisamment fort pour remporter les primaires et vaincre la direction du Parti Démocrate, les dirigeants du Parti Démocrate abandonneront probablement Sanders. Dans le même temps, le grand capital déplacera son soutien vers Trump. Et Trump mènera une campagne qui dépeint Sanders comme un communiste radical. C'est une lutte qui est en train de se mener.

Initiative Communiste : Quelle est la situation de la classe ouvrière et du mouvement démocratique, en termes sociaux, culturels et politiques aux États-Unis ?

John Catalinotto : Comme dans le monde entier, la défaite du socialisme en URSS en 1989-1991 a continué d'avoir des répercussions négatives sur la classe ouvrière et le mouvement démocratique aux États-Unis. Il y a eu des gains partiels sur ce que les gens appellent ici des «problèmes sociaux» (NdT sociétaux), c'est-à-dire une lutte croissante pour l'égalité des sexes, une plus grande acceptation des questions sociétales comme le mariage et les droits d'adoption pour les couples homosexuels, une plus grande présence publique pour les personnes trans. Bien sûr, Trump mène une guerre réactionnaire sur toutes ces questions. Et des attaques physiques contre des gays, des lesbiennes et des meurtres de personnes trans, des meurtres misogynes de femmes ont toujours lieu. En ce qui concerne la lutte contre le racisme, le fait d'avoir un président afro-américain pour deux mandats, ce qui semblait presque incroyable quand cela s'est produit, n'a rien fait pour empêcher la brutalité policière raciste et la discrimination raciale dans de nombreux domaines.

Les manifestations les plus massives depuis 2017 ont toutes été dirigées contre l'administration Trump et ont été en partie sous le contrôle du Parti Démocrate ou de son aile gauche. Il y a eu des manifestations de femmes contre la misogynie ouverte de Trump, en faveur du contrôle des armes à feu pour arrêter l'épidémie de décès par balle, en solidarité avec les réfugiés et les migrants, et pour la défense de l'environnement.

Les luttes de la classe ouvrière ont également pris la forme d'importantes grèves des enseignants, en particulier dans certains États où de telles actions sont illégales (Virginie-Occidentale, Oklahoma, par exemple) et à Chicago et Los Angeles. Ceux-ci ont montré qu'une résistance de la classe ouvrière est possible, bien que cette résistance ne se soit pas encore largement répandue dans la classe ouvrière.

Un grand défi pour la gauche non parlementaire aux États-Unis cette année sera de savoir comment participer aux côtés du mouvement soutenant Bernie Sanders tout en réussissant à conserver un rôle révolutionnaire indépendant. Beaucoup plus de jeunes qu'auparavant au cours des trois dernières décennies sont aujourd'hui déçus par le capitalisme et cherchent un changement radical dans la société. En ce moment, ils s'orientent vers la social-démocratie, vers les

suite à la page(16)

En prison : Guy Marius refuse toute idée d' « arrangement » ou de « protocole de Camp pénal »


L'arrestation de Guy Marius Sagna

Par Mohamed Rassoul GUEYE

L'activiste Guy Marius Sagna n'est pas un prisonnier silencieux. Placé sous mandat de dépôt depuis le 4 décembre 2019 à la prison de Camp pénal au quartier de haute sécurité, le secrétaire administratif de FRAPP s'est encore fendu d'une lettre pour tirer sur les proches du Président Macky Sall "qui sont souvent épinglés par tous les corps de contrôle de l'IGE montrant les dossiers qui ne sont jamais transmis à la justice", au doyen des juges Samba Sall, les conditions de détention à la maison d'arrêt de Camp pénal. L'activiste a également précisé dans sa lettre qu'il ne veut ni un arrangement, ni un "protocole de Camp pénal" pour recouvrer la liberté. Nous vous proposons dans son intégralité, la lettre de Guy Marius.

Quand on détourne les richesses d'un peuple, on détourne nécessairement sa justice : Lettre d'un condamné sans jugement.

Le discours du Président Macky Sall sur nos concitoyens qui sont à Wuhan ne signifie qu'une chose : un aveu de faillite de sa politique sanitaire, un aveu d'échec de sa politique hospitalière.

C'est pour éviter cette situation qu'en 2014, après avoir essayé de changer les choses à l'interne en vain, j'avais écrit au ministre de la santé et m'étais adressé au peuple sénégalais depuis Sédhiou. Nous ne sommes pas condamnés à accepter qu'à l'hôpital régional de Sédhiou le carburant soit dilapidé, que l'on reste dix jours sans verser l'argent de l'hôpital dans le compte bancaire ouvert à cet effet, que le matériel de l'hôpital soit emporté par un ancien directeur,... . Pire, comment peut-on permettre au secrétaire général d'un syndicat d'avoir la seule boutique devant l'hôpital et que celle-ci soit alimentée par le courant de l'hôpital, même quand le groupe électrogène s'allumait ?

Voilà quelques morceaux choisis des actes de pillage de l'hôpital de Sédhiou et de tous les autres établissements publics de santé du Sénégal. Quand les membres du conseil d'administration de l'hôpital régional de Sédhiou ne pensent qu'à faire passer les indemnités de session du CA de 50.000 Fcfa à 75.000 Fcfa, à faire recruter les membres de leur famille qui ne sont pas qualifiés à l'hôpital, il faut sauver l'hôpital du Sénégal.

Le Président Macky Sall connaît cette situation de nos hôpitaux. C'est pourquoi il n'a pas confiance en son propre système sanitaire, face au Coronavirus. La question est pourquoi il n'a rien fait ? Pourquoi il ne nous a pas écoutés ?

suite à la page(16)

Larbi ben M'hidi, révolutionnaire algérien

Par Frantz Latour

Il y a 63 ans, Mohamed Larbi ben M'hidi était arrêté pour être exécuté par l'armée française, pendant la guerre d'indépendance en Algérie.

Un parcours exceptionnel

Mohamed Larbi ben M'hidi est né en 1923 à Aïn M'lila, dans un petit village de la wilaya (département) d'Oum el Bouaghi, à l'Est de l'Algérie. Cette région des **Aurès**, rurale, est connue pour avoir régulièrement eu un rôle important dans l'Histoire de par ses nombreux **Moujahidin** (combattants).

Comme tous les algériens de l'époque, ne disposant **d'aucun droit de citoyenneté** mais désigné comme « **français musulman** », Larbi ben M'hidi effectue ses études à l'école française. Il s'engage par ailleurs assez tôt dans le mouvement



Arrestation de Larbi Ben M'Hidi (Alger, 23 février 1957)

des **Scouts musulmans algériens**, qui était animé par de puissants idéaux nationalistes avec l'influence, importante, des Oulémas de l'époque. Se référant toujours aux valeurs islamiques, ce mouvement devait par la suite jouer un rôle important dans la guerre contre la France.

Si Larbi se rapproche progressivement des mouvements militants clandestins, les **massacres sanglants du mois de mai 1945** à Sétif, Guelma et Kherrata achèvent de le convaincre. Il devient alors cadre de l'Organisation Spéciale (OS) et le gouvernement français le condamne, par défaut, à dix ans de prison en 1950.

Il fut l'un des neufs membres fondateurs du **FLN** (aux côtés de Mohamed Boudiaf, président algérien en 1992 et de Krim Belkacem, assassiné quelques années après) et chargé de diriger la résistance à l'ouest du pays.

Après sa participation à l'organisation des premiers attentats de la **Bataille d'Alger**, il est arrêté le **23 février 1957** par les parachutistes (armée française) et sera **torturé** des jours durant, refusant de parler. A l'époque, on annonce finalement son **suicide** dans la presse française.

C'est seulement des décennies plus tard, que le général Aussaresses avouera l'avoir **pendu**, sans aucune forme de procès ni jugement, dans la nuit du 3 au 4 mars 1957. Emmené dans la ferme désaffectée d'un colon français, il est assassiné les yeux bandés au milieu des fous rires des soldats.

La France n'a bien sûr jamais reconnu ces aveux, et persiste dans la thèse du suicide. **La pratique de la torture** pendant la guerre d'indépendance est encore un sujet extrêmement sensible, voir tabou.

Valeurs et citations

De nos jours, Larbi ben M'hidi est devenu un **héro national algérien**. D'innombrables rues, établissements, ou plages portent son nom et de nombreuses citations lui sont attribuées.

Lors de son arrestation, il aurait affirmé « Vous parlez de la France de Dunkerque à Tamanrasset je vous prédis l'Algérie de Tamanrasset à Dunkerque » et « **Vous êtes le passé, nous sommes l'avenir** ».

Le colonel Jacques Allaire, à l'époque lieutenant, déclare : « Si je reviens à l'impression qu'il m'a faite, à l'époque où je l'ai capturé, et toutes les nuits où nous avons parlé ensemble, j'aurais aimé avoir un patron comme ça […] Ben M'hidi était impressionnant de calme, de sérénité, et de conviction […] **Il me rappelait les chants de la résistance, le chant des Partisans : un autre prendra ma place. Voilà ce qu'il m'a dit** […] Je savais qu'on ne le reverrait plus ».

On lui impute aussi une lettre, prédisant une guerre des clans à venir qui allait « déchirer » l'Algérie après son indépendance.

Le « **Jean Moulin algérien** » est aujourd'hui enterré dans le carré des martyrs à Alger.

La mémoire au service des luttes : Malcolm X

Par FUIQP & Alain Saint Victor

Il y a 55 ans, le 21 février 1965, notre frère, camarade et éducateur Malcolm X était assassiné.

Né en 1925, Malcolm est le fils de Earl Little et Louise Little (née Louisa Norton). Son père est un disciple de Marcus Garvey (1887-1940). Celui-ci, refusant l'intégration, prônait le retour en Afrique des Afro-Américains. En 1917, Garvey fonde l'*Association universelle pour l'amélioration de la condition noire (United Negro Improvement Association, UNIA),* organisation à laquelle adhéra le père de Malcolm.

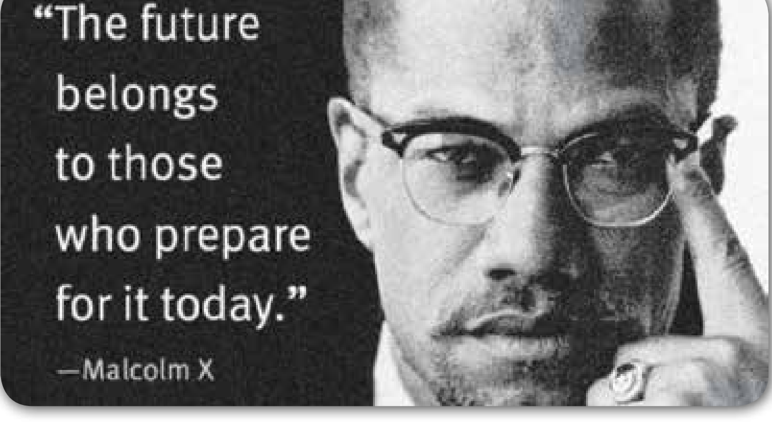
Sa mère est originaire de la Grenade. Elle est métisse, fille d'une Noire violée par un Blanc. Toute sa vie, elle est hantée et traumatisée par la mémoire de ce viol. Elle déteste son teint clair, héritage de cet acte barbare commis sur le corps de sa mère. Malcolm, qui aussi avait le teint relativement clair, dira plus tard qu'il "haïssait chaque goutte de ce sang de violeur".

Dès son plus jeune âge, Malcolm est confronté à la violence raciste. Trois de ses oncles sont tués par des Blancs et un autre est lynché. Ses parents sont menacés de mort par le Ku Klux Klan du fait de leur adhésion au mouvement politique de Garvey. La maison familiale est brûlée en 1929 par le KKK et son père est assassiné en 1931 par la Black Legion, un groupe de suprématistes blancs affilié au KKK.

La mort du père plonge la famille dans la misère et la détresse. La mère de Malcolm sombre dans une dépression dont elle ne se remettra jamais. En 1939, elle est internée en hôpital psychiatrique d'où elle ne sortira que vingt-six ans plus tard suite aux démarches entreprises par Malcolm et ses frères et sœurs.

Sa mère étant internée, Malcolm est pris en charge par les services sociaux. À l'école, il se distingue comme un élève brillant, mais confronte très tôt le «plafond de verre» ou plutôt le «plancher collant» que constituent les discriminations racistes. Un de ses professeurs lui dit que son choix de devenir avocat n'est « pas du tout réaliste pour un nègre ». Malgré ses bonnes notes, Malcolm décide, face à cet horizon bouché, de quitter l'école.

Commence alors pour lui une période marquée par la délinquance (consommation et revente de drogues, de jeu, de racket et de cambriolages). Pendant toute cette période, Malcolm tente de s'identifier aux Blancs



(défrise ses cheveux, par exemple)

En 1946, il est arrêté à Detroit pour cambriolage et est mis en prison. Là, il dévore les livres qu'il parvient à obtenir et devient un véritable autodidacte. Il dira ainsi: « Sans éducation, on ne va nulle part dans ce monde » ou encore « L'éducation est le passeport pour le futur, car demain appartient à ceux qui s'y préparent aujourd'hui ».

C'est en prison qu'il découvre la *Nation of Islam,* mouvement auquel Malcolm se convertit par la suite. La « Nation de l'Islam » est à l'époque une petite organisation de quelques centaines de membres, basée à Chicago. L'organisation a une idéologie caractérisée par trois principales thématiques: une forme très hétérodoxe d'islam (pour eux par exemple Dieu est noir), un vigoureux nationalisme noir (revendication d'un État pour les Noirs dans le sud des États-Unis) et un total rejet des Blancs considérés comme l'incarnation du démon sur la terre.

En sortant de prison en août 1952, il devient rapidement le principal orateur de l'organisation. Il rejette son nom de famille, Little, considéré comme un nom légué par le système esclavagiste et prend le nom de Malcolm X. Sous l'effet de son action, la petite organisation devient une organisation de masse (elle passe de 500 membres en 1952 à 30 000 en 1963) implantée dans de nombreuses villes.

Au début des années 1960, plusieurs controverses vont graduellement éloigner Maclom des Black Muslim. La rupture eut lieu en mars 1964. Elle est essentiellement politique: Malcolm est sensible au mouvement des droits civiques qui se développe depuis 1955 et qui regroupe des Noirs de plusieurs confessions. Ce mouvement se radicalise au cours des années 1960.

Malcolm est en désaccord avec le choix des Black Muslim qui refusent de s'engager dans ce combat. Dans le même temps, il approfondit sa connaissance de l'Islam et est de plus en plus attiré par l'islam sunnite. La découverte de nombreuses relations adultères entretenues par Elijah Muhammad (dirigeant et leader spirituel des Black Muslim) avec de jeunes secrétaires constitue certes pour Malcolm le déclencheur de la rupture mais les causes profondes sont politiques.

Il quitte officiellement la *Nation of Islam* le 11 mars 1964. Il fonde alors deux organisations : «The Muslim mosque inc.», une organisation ouverte à tous les musulmans et l' « Organisation pour l'Unité Afro-américaine », un groupe politique non religieux, ouvert aux Noirs de toutes confessions ou sans confession religieuse.

Pendant cette période, il effectue un pèlerinage à la Mecque d'où il revient avec une conviction universaliste: « Il y avait des dizaines de milliers de pèlerins, de partout dans le monde. Ils étaient de toutes les couleurs, des blonds aux yeux bleus aux Africains à la peau noire. Mais nous étions tous les participants d'un même rituel, montrant un esprit d'unité et de fraternité que mes expériences en Amérique m'avaient mené à croire ne jamais pouvoir exister entre les Blancs et les non-Blancs. » Pour marquer ce nouveau changement, il change une nouvelle fois de nom et devient El-Hajj Malek El-Shabazz.

Il développe alors des positions politiques nouvelles qui le rendent populaire auprès de toute la jeunesse noire : appel à l'auto-organisation des Noirs, refus de condamner la violence des opprimés, appel à l'organisation de l'auto-défense, appel à la solidarité avec les luttes de libération nationale, condamnation de l'impérialisme états-unien, etc.

Il est assassiné le 21 février 1965, alors qu'il prononce un discours dans le quartier de Harlem, à New York, devant un auditoire de quatre cents personnes, dont son épouse et ses enfants. Trois membres de *Nation of Islam* seront reconnus coupables en 1966 mais la complicité du FBI ne fait aucun doute.

Malcolm mort, ses idées restent pourtant vivantes. Il devient ainsi une référence pour les Black Panthers, pour les jeunes de Soweto, pour un leader comme Thomas Sankara, etc. Il incarne fondamentalement le combat intransigeant contre l'oppression, combat qu'il déclare mener « par tous les moyens nécessaires », il est un révolutionnaire, un anti-impérialiste et un éducateur politique des masses. Conscient de l'image que ses détracteurs voulaient laisser de lui, il prédit dans son autobiographie : « Après ma mort, ils feront de moi un raciste, quelqu'un de colérique qui inspire la peur… Je ne suis pas raciste. Je ne crois en aucune forme de ségrégation. Le concept du racisme m'est étranger.»

Malcolm est décédé à l'âge de 39 ans. Sa trajectoire aurait été marquée par la lutte incessante contre l'injustice, mais aussi par le souci de transformation de soi, comme le montrent les différentes expériences qui ont marqué son existence.

Repose en paix frère et camarade. Aujourd'hui plus que jamais, ta mémoire reste pour nous une source d'inspiration et de fierté.

Texte: FUIQP (Modifications et ajouts ASV)

Delenda Carthago est (Il faut détruire Carthage)

Par Robert Lodimus

(Troisième partie)

« Si tu es neutre en situation d'injustice, c'est que tu as choisi le camp de l'oppresseur. »
(Desmond Tutu)

Jean-Jacques Dessalines ne doit-il pas être considéré comme le général Hannibal de l'Amérique? Il a traversé le morne Puilboreau avec une armée haillonneuse, composée de femmes et d'hommes faméliques, fatigués, mais déterminés, pour aller combattre les troupes du cruel Rochambeau dans le nord d'Haïti. L'histoire a-t-elle relevé le nombre de compatriotes qui auraient péri durant la marche longue et harassante vers les lieux des ultimes combats? Affaiblis par la fatigue et la maladie, certains d'entre eux ont dû être enterrés, probablement, aux abords des chemins cahoteux, dans les plaines herbeuses ou aux sommets des montagnes empierrées. Sans sépulcre, ils seraient restés des anonymes de l'histoire muette. La plupart de nos ancêtres libérateurs combattaient les pieds nus. Pour Carthage, les Alpes engloutirent environ 75 000 hommes sur un total de 100 000. Mao a perdu lui-même 100 000 camarades dans son long périple qui a fait de la Chine la grande puissance militaire et économique qu'elle est devenue au 20ème et au début du 21ème siècle. Il faut ajouter aussi, grâce à la vision pratique et moderne de Deng Xiaoping : car c'est lui le concepteur de la grande réforme qui a conduit le peuple chinois à la prospérité économique et financière. « *Peu importe que le chat soit noir ou blanc, pourvu qu'il attrape les souris* », disait-il.

En situation de guerre de Libération, il faut qu'il y ait des vies sacrifiées. Certains citoyens deviendront des « *martyrs* », donc des « *héros* ». Alors que d'autres en seront des « *survivants* », par conséquent des « *bénéficiaires* ». La nature est faite de pile et de face. Et semble, elle-même, contraindre parfois les êtres humains à se soumettre au destin de l'ostrakinda. L'existence serait-elle vraiment un jeu de pile ou face?

Au moment où plusieurs foyers insurrectionnels étaient allumés à Saint-Domingue, le Premier Consul de France faisait également face à un mouvement de révolte en Guadeloupe. Le 2 mai 1802, une expédition sous le commandement du général Antoine Richepance, – *une copie conforme de Rochambeau* –, composée de 3 500 soldats français environ, en provenance de Brest, accosta l'île. Les insurgés commandés par les officiers noirs Joseph Ignace et Louis Delgrès, respectivement originaires de Guadeloupe et de Martinique, offrirent une résistance héroïque. Contrairement aux Africains de Saint-Domingue, leurs exploits connurent un dénouement tragique. 6 000 d'entre eux, soit 6% de la population esclavagée, périrent dans les affrontements. Il faut préciser que ceux qui avaient été faits prisonniers furent cruellement exécutés par fusillade ou par pendaison. De nombreux Guadeloupéens, kidnappés comme le général Toussaint Louverture de Saint-Domingue incarcéré au Fort de Joux en France et décédé d'une sévère pneumonie, trouvèrent la mort dans les prisons infernales de la métropole. Cet épisode n'occupe pas une place mémorable dans les annales de l'histoire de la France. À la suite de l'écrasement violent de ce mouvement de révolte, La Guadeloupe revint dans les chaînes de l'esclavage le 28 mai 1802. La période de l'abolition aura duré 8 ans : 1794-1802. Il en fut de même pour la Guyane et la Martinique. La dépouille de Richepance, l'un des responsables de ce « *crime contre l'humanité* », repose dans le cimetière du fort Delgrès en Guadeloupe. En 2002, un groupe de Guadeloupéens, de Martiniquais, de Guyanais, de Réunionnais et d'Haïtiens ont signé une déclaration conjointe dans laquelle il exigeait que le cadavre du général assassin soit rapatrié. Les signataires du document sont catégoriques. Ils écrivent : « *Les restes et symboles d'apologie du crime que furent les massacres de mai 1802 en Guadeloupe et le rétablissement de l'esclavage des Noirs aux Amériques doivent disparaître à tous jamais de nos territoires. En effet, aucune communauté humaine ne peut vivre harmonieusement lorsqu'elle accepte de garder dans sa terre la dépouille ou les symboles à la gloire des criminels ayant organisé le massacre de ses aïeux* [1]. »

Ce détour, nous le souhaitons ardemment, devrait interpeler les lecteurs de ce texte sur les véritables mobiles des crimes qui opposeront durablement les descendants de Jean-Jacques Dessalines à ceux de Napoléon Bonaparte. Plus clairement, La République d'Haïti à la France et à tous les États européens colonisateurs. L'exemple de *Rome* et *Carthage*, d'*Hannibal* et *Scipion*, pour expliquer la situation actuelle du pays des Haïtiens n'est pas « *araisonnable* ». C'est dans ce sens que les écoles nationales doivent enseigner l'histoire aux jeunes compatriotes. **Cette réconciliation que les dirigeants haïtiens naïfs recherchent avec la France, les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie, etc., est contre-nature**. **Elle ne sera jamais sincère. Jamais franche. Jamais honnête. Jamais limpide. Elle sera toujours embrouillée par des sentiments de haine inapaisables, des traces de rancœur ineffaçables, des monticules d'orgueil insurmontables, des flammes d'intolérance inextinguibles**. Les « *vaincus* » ne pourront jamais oublier… La France et l'Allemagne collaborent de manière tout à fait hypocrite. L'occupation féroce d'Hitler du territoire français laisse des séquelles historiques douloureuses et mémorables. Israël pardonnera difficilement au pays d'Angela Merkel les souffrances que le peuple hébreu a connues dans les fours crématoires d'Auschwitz… Les Palestiniens ne se sentiront pas tout à fait à l'aise aux côtés des Israéliens. Entre les murs de chaque ambassade accréditée à Port-au-Prince, il y a des séances de réunion politique qui se déroulent régulièrement et qui tentent de statuer sur l' « *avenir impossible* » de la population indigène d'Haïti en Amérique : celle qui reste garante de l'héritage de l'épopée dessalinienne. Notre peuple est devenu un sujet de préoccupation constante pour les « *colons blancs* » racistes (négrophobes, sinophobes, arabophobes, indianophobes…), qui continuent de perpétuer le système d'exploitation de la femme et de l'homme à travers le « *capital* ». « **Comment débarrasser le continent américain de la présence de ce *petit lot d'indésirables* qui osèrent défier les *Caligula* de la puissance coloniale?** »

Entre *15 à 18 millions d'Africains* ont connu les dures souffrances de l'*expatriement involontaire*. Ils se répartissent aujourd'hui dans les *Antilles* et aux *États-Unis*. À l'exception de *Cuba* et de la *République d'Haïti*, nous pouvons citer *Martinique, Guadeloupe, Jamaïque, Porto-Rico…*, parmi les îles antillaises qui sont encore maintenues sous la domination des États américains, français et anglais. Elles demeurent des « *colonies* » rattachées de gré ou de force à la métropole. Tous les mouvements d'indépendance et de souveraineté organisés, soulevés dans ces régions-là ont été boycottés, déboutés ou matés.

55 000 militaires de Paris sur les 70 000 qui traversèrent l'Atlantique dans le cadre des conflits pour le rétablissement de l'esclavage sont enterrés à Saint-Domingue. Les historiens considèrent cette tragédie comme « *un fiasco humain au moins aussi important que celui de l'expédition d'Égypte* [2]. » Le massacre des Égyptiens par Napoléon Bonaparte est minutieusement décrit dans les ouvrages historiques de Marx Gallo sur l'empire napoléonien. Avant le déroulement des affrontements, les Arabes qui s'unissaient avec les combattants égyptiens avaient déclaré dans un manifeste baptisé « **Du Grand Seigneur** » : « *Le peuple français est une nation d'infidèles obstinés et de scélérats sans frein… Ils regardent le Coran, l'Ancien Testament et l'Évangile, comme des fables* [3]… »

Au moment de lancer l'attaque meurtrière contre l'Égypte, Bonaparte rappela à ses garnisons la bataille entre Rome et Carthage dans les plaines de Zama : celle qui mit fin à la guerre entre les peuples d'Hannibal et de Scipion : « *Soldats ! Vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre. Vous avez fait la guerre des montagnes, des plaines et des sièges ; il vous reste à faire la guerre maritime. Les légions romaines, que vous avez quelquefois imitées, mais pas encore égalées, combattaient* ***Carthage*** *tour à tour sur cette même mer et aux plaines de Zama. La victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles furent braves, patientes à supporter les fatigues, disciplinées et unies entre elles* [4] ». Ces paroles ne sont guère innocentes. Si la Corse fut réellement peuplée par des individus qui provenaient de la péninsule italienne, nous pouvons reconnaître, comme plusieurs historiens, que Bonaparte était originaire du *pays des Césars*. Le Premier Consul était resté fidèlement attaché aux épopées de la Rome conquérante et exterminatrice. Napoléon détestait les Carthaginois. La comparaison entre l'Égypte et Carthage était volontaire et calculée. Pas fortuite. Napoléon Bonaparte fut le Néron de la France colonialiste.

Après l'abrogation de l'abolition de 1794 sous la Révolution française, Saint-Domingue fut la seule colonie qui résista victorieusement à la décision dictatoriale, tyrannique de Napoléon de retourner les Africains dans les plantations agricoles. Et encore, celle qui était la plus prospère. Qui permettait aux richesses matérielles de la métropole de s'accroître à un rythme satisfaisant. La France était en guerre contre d'autres pays du même continent, par conséquent elle avait besoin de grands moyens pour financer ses campagnes. D'où aussi l'idée de rétablir l'esclavage dans les îles. Au lendemain de la proclamation de l'État haïtien, la haine des Français pour la nouvelle République commençait à prendre des proportions énormes. Au début, les États-Unis, eux-mêmes, ne conseillèrent-ils pas à Paris de ne pas renoncer à l'ancienne colonie rebelle et vindicative? Ils étaient même disposés à lui accorder, en ce sens, une assistance financière. D'ailleurs nous avons rappelé dans le livre « **Pauvreté en Haïti et dans le reste du monde : Hara-kiri ou révolution** » : « Ce n'est que fort tard – en 1862 – que les États-Unis acceptèrent enfin de reconnaître l'existence, le caractère souverain et indépendant de l'État haïtien. Au début, ils appuyèrent plutôt les Français en leur octroyant des armes, des munitions, de l'argent… pour les aider à mater la rébellion des esclaves, et de ce fait, leur offrir les moyens de conserver par la force la colonie prospère de Saint-Domingue. Cette reconnaissance tardive arriva durant la guerre de sécession, sous le gouvernement d'Abraham Lincoln qui unifia le Nord et le Sud des États-Unis et qui supprima l'esclavage sur tout le territoire. »

La guerre d'indépendance des États-Unis éclata au cours de l'année 1775. Le 4 juillet 1776, les treize colonies en rébellion contre la Grande Bretagne se fédérèrent et devinrent les États-Unis d'Amérique (United States of America, USA). 27 ans plus tard, les esclaves de Saint-Domingue piétinèrent la France à Vertières. Ensuite, ils fondèrent leur patrie officiellement en Amérique. Ils étaient arrivés dans les îles antillaises vers 1503, avec la complicité malveillante du Vatican qui voulait protéger les Indiens. L'église catholique avait conseillé aux Espagnols de remplacer les esclaves autochtones par des Noirs africains. Le 10 mars 2 000, Jacques Chirac répondit à un journaliste de Pointre à Pitre qui lui posait une question sur une urgence d'aide au développement à apporter à Haïti, l'ancienne colonie de la France. Le président laissait entendre publiquement. : « *Haïti n'a pas été, à proprement parler, une colonie française, mais nous avons effectivement depuis longtemps des relations amicales avec Haïti dans la mesure où notamment nous partageons l'usage de la même langue. Et la France a eu une coopération et a toujours une coopération importante avec Haïti et elle continuera à l'avoir.* » Marcel Dorigny [5], spécialiste de la période de l'esclavage, de la colonisation, qui a publié le 4 juin 2018 « **Les abolitions de l'esclavage »**, expliquait que « *cette déclaration présidentielle montre à quel point l'oubli de Haïti est solidement ancré dans l'inconscient national français.* »

Pour notre part, nous pensons que Jacques Chirac, brillant orateur comme Charles de Gaulle, homme d'État intelligent et rusé, diplômé de l'Institut des études politiques de Paris et de l'école nationale d'Administration, ne pouvait en aucun cas ignorer ou feindre d'oublier le passé colonial de la France à Saint-Domingue. Marcel Dorigny n'avait pas saisi toutes les nuances de la réponse du président. Logiquement, la France a-t-elle occupé Haïti? Lorsque l'Espagne lui céda le tiers du territoire en 1697, l'île s'appelait Hispaniola : en français, Petite Espagne. L'État haïtien commença à exister officiellement à partir du 1er janvier 1804. Depuis ce jour, l'armée de Paris, que je sache, n'a pas refoulé le sol national. Sous les Indiens, on parlait plutôt d'une île divisée en cinq caciquats : *Marien*, *Xaragua*, *Magua*, *Maguana*, *Higüey*. Les Espagnols exterminèrent les premiers habitants, les autochtones, pour s'emparer du pays. Là encore, une page d'histoire douloureuse, occultée dans les ouvrages occidentaux. En *1697*, par le *traité baptisé Ryswick, les rois Charles II d'Espagne et Louis XIV de France* séparèrent entre eux les terres et les esclaves. Le Traité d'*Aranjuez de 1777* acheva le tracé de la ligne frontalière entre les deux portions de l'île. Le seul État qui a occupé plusieurs fois la République d'Haïti s'appelle les États-Unis d'Amérique.

Cependant, il faut éviter de basculer dans les exhibitions dilatoires et démagogiques de la France sauvage, barbare, inhumaine qui cherche à se déresponsabiliser des malheurs que ses rois causèrent aux Africains violemment dépaysés, et qui devinrent à partir du 1er janvier 1804 des citoyens libres et indépendants sur le même territoire que leur sueur et leur sang humectaient de l'aube à l'angélus. N'ayant pas eu les moyens de retourner en Afrique, les centaines de milliers de victimes de la cruauté, du cynisme, de la sadicité des bourreaux de l'Europe résolurent de se **constituer en Nation**, de **former un peuple fier et uni**, de **fonder un État riche et prospère** et de **vivre dans la gloire, l'honneur et la dignité**. La France ne peut pas jouer à l'amnésique. Partout sur son territoire, à l'intérieur de ses châteaux, de ses palais, des immeubles qui abritent ses ministères, de ses musées, on retrouvera les traces honteuses des richesses volées à Ayiti. Les peuples de la périphérie, y compris le nôtre, doivent toujours rappeler aux « *colons* » que les murailles de leurs cités rayonnantes sont construites avec le sang des Indiens et des enfants de l'Afrique de l'Ouest, bestialisés, exploités, mutilés, violés sous la chaleur torride du soleil antillais, aux fins d'enrichir les prétendus nobles et les clergés parasitaires. Marcel Dorigny, français d'origine, admet clairement que, pour le pays de la dynastie capétienne, « *la perte de Saint-Domingue est un choc national refoulé.* »

L'Europe coloniale ne pensait pas que les Africains qui étaient arrivés à Hispaniola à bord des négriers, après l'amiral Christophe Colomb, allaient donner naissance dans la Caraïbe à un **Gengis Khan nègre**. Jean-Jacques Dessalines est devenu le *Tchingis Khagan*, c'est-à-dire le « *chef suprême* » d'un vaste mouvement insurrectionnel qui changea le cours de l'histoire mondiale. Il rassembla génialement les esclaves des plantations et les initia au maniement des fusils et des baïonnettes. Il transforma la horde des aliénés en citoyens éclairés, conscientisés : capables de défendre leurs **Droits**, de reconquérir leur **Liberté** et leur **Dignité**, et plus encore, de disposer de leur existence dans le sens du bien-être individuel et collectif. Seulement, le rêve du **Gengis Khan africain** s'estompa brutalement. Le « **nôtre »** n'eut pas le temps de devenir « **celui »** des Mongols. Au lendemain de l'assassinat de Dessalines, l'empire Explosa. Éclata. S'estropia. Car la France prédatrice, kleptomane et ses alliés colonisants avaient déjà conclu que les esclaves de l'ex-Saint-Domingue étaient des paysans incultes, des anthropophages, des sorciers vaudou, qui allaient échouer dans leur projet audacieux. N'ont-ils pas vraiment tout fait pour ruiner le « ***rêve dessalinien*** »? Les impérialistes occidentaux n'acceptèrent jamais l'idée que la République d'Haïti devînt une terre équitable et plantureuse. Et elle doit même être détruite. Comme Carthage. « **Delenda Carthago est**. »

Lisez ce que nous dit le révolutionnaire martiniquais, Frantz Fanon : « *Prisonnier de ce cercle infernal, si le Noir se révolte au nom de la raison et de la science, il se heurte à l'irrationnel, à la passion et peut-être à la haine. « Je réclamai, j'exigeai des explications. Doucement, comme on parle à un enfant, on me révéla l'existence d'une certaine opinion qu'adoptaient certaines personnes, mais, ajoutait-on, « il fallait en espérer la rapide disparition ». Qu'était-ce ? Le préjugé de couleur... Je voulus rationaliser le monde, montrer au Blanc qu'il était dans l'erreur... Les scientifiques, après beaucoup de réticences, avaient admis que le nègre était un être humain ; in vivo et in vitro le nègre s'était révélé analogue au Blanc : même morphologie, même histologie. La raison s'assurait la victoire sur tous les plans... Mais je dus déchanter* [6] »

Le *Code de l'indigénat* de 1881, cette législation raciste adoptée au 19ème siècle, écorcha les Africains noirs qui demeuraient sur les territoires ou le colonialisme français régnait encore en maître. Les Malgaches, les Mélanésiens, les Algériens… étaient soumis à cette même vilénie. Ils continuaient d'être considérés par la métropole comme des sous-humains qui ne disposaient pas de droits civiques et politiques. Cette situation d'injustice flagrante prit fin le 7 avril 1946 avec la promulgation d'une nouvelle loi qui vint abolir le *Code de l'indigénat*. Mais ce ne fut pas le cas pour les Algériens. Alors, ils prirent les armes contre la France et obtinrent leur indépendance en 1962. Frantz Fanon combattit à leurs côtés.

En 1804, Les États-Unis avaient-ils manifesté leur intention d'envahir Haïti et de reprendre possession du territoire que le Premier Consul dut céder aux vainqueurs de Rochambeau? Nous n'avons pas de réponse précise, bien documentée à cette question. Cependant, lorsque nous scrutons les divers événements qui se sont déroulés à la même époque dans ce pays, nous avons déduit que les préoccupations de la Maison Blanche se croisaient avec des intérêts nettement supérieurs. Tout d'abord, 1804 fut une année électorale pour l'Oncle Sam. Le président sortant, Thomas Jefferson s'activait à sa réélection. Celui-ci remporta facilement la course face à son rival Charles Cotesworth Pinckney. En second lieu, il nous faut considérer dans cette démarche réflexive, même sommairement, le scénario controversé de cession de la Louisiane par Napoléon Bonaparte à Thomas Jefferson pour un quartier de cassave. C'est l'île d'Orléans qui était sur la table de négociation. Mais Napoléon Bonaparte causa la surprise. Pour la même valeur monétaire, très dérisoire, 15 millions de dollars (actuellement environ 300 millions), il offrit tout le territoire louisianais, 1 600 000 kilomètres carrés, à Thomas Jefferson. Maurice Denuzière, journaliste, romancier a écrit « **Louisiane** ». La série en six tomes retrace éloquemment cette affaire abracadabrante qui alimente encore la curiosité des historiens. Dans « **Au pays des bayous** » L'écrivain relate : « *Il y a deux cents ans, la France de Bonaparte vendait à la toute jeune république américaine un gigantesque morceau du continent, lui permettant ainsi de commencer à former un ensemble d'un océan à l'autre. C'était une belle affaire* [7]*!* »

Le 13 décembre 2019, *Aujourd'hui l'histoire* de Jacques Beauchamp [8], diffusé à *Radio Canada* a présenté une émission intitulée : **Pourquoi les États-Unis ont acheté la Louisiane à la France à si bon marché**? L'animateur a puisé dans l'ouvrage de l'écrivain Jean-Pierre Le Glaunec [9] les arguments qui lui permettaient d'étayer ses points de vue et de crédibiliser son approche de la compréhension des faits historiques en relation à cette transaction bizarre. Le journaliste a publié quelques extraits du livre de Jean-Pierre Le Glaunec sur le site de *Radio Canada*. Voici les raisons que l'auteur de « **L'armée indigène : La défaite de Napoléon Bonaparte en**

Suite de la page (11)

avenir inconnu n'est que cela – inconnu. Sauter dans l'inconnu est une proposition effrayante pour beaucoup, sinon la plupart des gens, et ils ne seront pas prêts à faire ce saut tant qu'ils ne seront pas convaincus qu'ils n'ont pas d'avenir sous le capitalisme.

Un problème fondamental est que les réformes sont toujours temporaires. En effet, les réformes sont le produit de mouvements de masse qui deviennent suffisamment importants pour imposer des concessions. Nous ne pouvons pas rester dans les rues éternellement, et lorsque les mouvements se retirent parce qu'ils ont gagné certaines de leurs revendications ou lorsqu'ils disparaissent parce que le rythme ne peut pas être soutenu ou en raison de la déception face aux limites des gains obtenus, les concessions commencent à être annulées. Et étant donné la mainmise du 1% sur les gouvernements – et la capacité du 1% à fermer leurs infrastructures de production et à les déplacer dans le monde entier – nous nous retrouvons avec un recul en termes de salaires, de conditions de travail, etc.

Ce déséquilibre de forces a atteint des niveaux extrêmes, expliquant une inégalité toujours plus flagrante et nécessitant des arguties toujours plus frénétiques pour l'excuser. Mais rien ne dure éternellement et le capitalisme ne fera pas exception. On ne peut pas avoir une croissance infinie sur une planète limitée, et la croissance infinie étouffe la planète. Qu'est-ce qui la remplacera ? Peut-être quelque chose de pire si un « mouvement des mouvements » global ne se produit pas. L'avenir est entre nos mains.

Mohsen Abdelmoumen : Le grand patronat est uni à travers le monde pour préserver ses intérêts alors que la classe ouvrière ne fait que subir son oppression. Ne pensez-vous pas qu'il est temps qu'on ait un front mondial anticapitaliste et anti-impérialiste ?

Pete Dolack : Je pense qu'il est plus que temps que nous ayons un front mondial anticapitaliste et anti-impérialiste. La classe capitaliste internationale – industriels et financiers – est consciente de son intérêt et s'organise. Les frontières nationales sont pour eux des obstacles à supprimer, c'est pourquoi les accords dits de « libre-échange » sont devenus si généralisés. Ces accords sont un produit de la « logique » du capitalisme : se développer ou mourir. Réduire les coûts ou faire faillite. Les capitalistes eux-mêmes n'ont aucun contrôle sur le système qu'ils utilisent ; ils montent le tigre du mieux qu'ils peuvent et ont bien sûr beaucoup plus de ressources pour survivre que les travailleurs.

Il n'y a pas de meilleur moyen de réduire les coûts que de déplacer la production là où les salaires ne représentent qu'un pourcentage infime de ceux que vous aviez. Lorsque votre concurrent fait cela, et peut donc maintenant produire à moindre coût, vous devez faire de même si vous avez l'intention de continuer à être compétitif.

Lorsque vous devez déplacer des matières premières et des composants dans le monde entier, les assembler dans un autre pays puis importer le produit fini dans votre pays d'origine, les droits de douane, les barrières commerciales et autres mesures protégeant l'industrie nationale sont des obstacles à supprimer. Et lorsque vous et vos collègues capitalistes aurez accumulé tellement de richesse et de pouvoir que vous pourrez non seulement modeler l'opinion publique par le biais des médias et d'une foule d'institutions, mais aussi contrôler la politique publique grâce au pouvoir de l'argent que vous donnez aux responsables publics, alors ces mesures de protection nationales seront supprimées. Les puissants ne s'arrêteront pas là et continueront à exiger que les règles en matière de santé, de sécurité, d'environnement et de travail soient également supprimées en tant qu'« obstacles » au commerce – en réalité, en tant qu'obstacles aux profits les plus élevés possibles, indépendamment du coût social. C'est pourquoi les accords de « libre-échange » ont de moins en moins à voir avec le commerce et de plus en plus avec l'ancrage dans la loi du contrôle des entreprises sur le système de réglementation.

Les industriels et les financiers opèrent et s'organisent au niveau international. Tout mouvement de travailleurs doit également être international.

Mohsen Abdelmoumen : Aujourd'hui l'enjeu du climat est plus que jamais vital pour la survie de la planète. Le genre humain n'est-il pas en train de creuser sa tombe en étant dans une société de consommation frénétique capitaliste ? Le moment de chercher une alternative sérieuse à ce système n'est-il pas arrivé ?

Pete Dolack : L'état de l'environnement parle de lui-même, tout comme l'incapacité du système capitaliste mondial actuel à faire quoi que ce soit pour y remédier. Le système capitaliste exige une croissance continue, ce qui signifie une expansion de la production. Sa logique interne signifie également que ses incitations consistent à utiliser plus d'énergie et de ressources lorsque l'on atteint une plus grande efficacité – le paradoxe étant que l'on consomme plus d'énergie plutôt que moins lorsque le coût baisse. Dans un système de concurrence intense et implacable, la croissance est nécessaire pour maintenir la rentabilité – et l'augmentation continue de la rentabilité est l'objectif réel. Si une société ne se développe pas, son concurrent le fera et la mettra en faillite.

Cette expansion en elle-même provoque plus de pollution et de réchauffement climatique puisqu'il faut plus d'énergie lorsque la production est déplacée, car il faut beaucoup plus de transport pour déplacer les matériaux sur de plus longues distances. Le capitalisme ne garantit pas non plus un emploi à qui que ce soit. Si le choix se situe entre la famine et un emploi dans l'industrie des combustibles fossiles, il est évident que les gens vont accepter cet emploi et résister à toute tentative de le supprimer. Malgré notre intérêt commun à préserver l'environnement et à inverser le réchauffement climatique, la lutte pour la survie que le capitalisme inflige aux travailleurs signifie que les intérêts immédiats – la nécessité de survivre – sont en accord avec le comportement destructeur de la production capitaliste et non avec les intérêts plus larges et à long terme de leurs propres descendants et de leur communauté.

Une économie capitaliste moderne est fortement dépendante des dépenses de consommation, qui représentent généralement 60 à 70 % de l'économie nationale du Nord ; d'où l'effort toujours frénétique de la publicité et l'obsolescence planifiée extrêmement gaspilleuse qui fait que les produits manufacturés, en particulier l'électronique, tombent en panne bien plus tôt qu'ils ne le devraient. Le gaspillage est dans l'intérêt financier des capitalistes, même s'il est irrationnel du point de vue de l'environnement.

L'humanité n'a pas d'autre choix que de passer à une économie basée sur la satisfaction des besoins humains dans une économie coopérative qui n'a pas besoin d'une croissance autre que celle de la population. La démocratie politique est impossible sans démocratie économique, et sans démocratie politique, il est impossible d'inverser le réchauffement climatique. Nous n'avons pas besoin de chercher plus loin que les sommets annuels sur le climat qui se terminent par des déclarations des gouvernements du monde entier qui « constatent » qu'il y a un problème et qui promettent de se revoir l'année prochaine. Nous avons besoin d'action, pas de paroles.

Mohsen Abdelmoumen : Dans un de vos articles, vous évoquez la question des grandes entreprises capitalistes qui sont exonérées d'impôts alors que le citoyen croule sous les taxes. Ne faudrait-il pas que la résistance contre le capitalisme passe aussi par une mesure concrète qui serait de ne plus payer les impôts imposés par les diktats du grand capital qui commande les politiciens ?

Pete Dolack : Aussi tentant qu'il puisse être de suggérer aux gens de cesser de payer des impôts, je pense que ce n'est pas une approche réaliste. Les impôts sont le prix à payer pour vivre dans une société civilisée. Sinon, comment trouver les fonds nécessaires pour les écoles, les services sociaux et les infrastructures nécessaires ? Une révolte fiscale pourrait amener une administration particulière à démissionner, mais le système serait intact et une autre administration similaire serait mise en place.

Un mouvement ayant pour but de forcer les entreprises à payer une part équitable des impôts serait positif, et un succès dans ce domaine serait une réforme bienvenue. Mais il ne s'agirait que d'une réforme. Une réforme qui pourrait être et serait finalement retirée. Et même si ces réformes fiscales pouvaient être rendues permanentes, cela laisserait les relations sociales intactes – les industriels continueraient à extraire la plus-value de leurs employés, les financiers continueraient à appliquer le fouet pour approfondir cette extraction, et les industriels et les financiers continueraient à se répartir le butin entre eux tandis que les employés – ceux qui font le travail et produisent ainsi la plus-value qui est convertie en profits des capitalistes – continueraient à être exploités.

Un mouvement qui veut sérieusement faire naître un monde meilleur doit mettre fin à l'exploitation et à la confiscation des richesses par quelques privilégiés. Bricoler les impôts, c'est grignoter sur les détails.

Mohsen Abdelmoumen : Comment jugez-vous la politique et le bilan de Donald Trump ? Au sommet de Davos, il s'est vanté d'avoir amélioré le sort des Américains et en l'écoutant on avait l'impression qu'il avait réglé tous les problèmes économiques des USA. Ces présidents-pantins qui dirigent le monde sont-ils dignes de gouverner les peuples ?

Pete Dolack : Trump a été un désastre pour les travailleurs américains, et un désastre pour tous les peuples déjà attaqués par l'impérialisme américain. Ce résultat était tout à fait prévisible. Le Parti républicain s'attendait à perdre en 2016 et maintenant la tendance aux États-Unis se retourne régulièrement contre eux. La victoire de Trump a été un choc, mais comme il donne rapidement et sans remords au 1% tout ce qu'ils imaginaient possible, les capitalistes et les financiers se sont ralliés à lui malgré la division importante de leurs rangs lors de l'élection de 2016.

Je soupçonne que la psychologie fondamentale des capitalistes américains et des politiciens qui les servent le plus ouvertement au sein du parti républicain veut que ce soit peut-être leur dernière chance avant longtemps et qu'ils feraient mieux d'imposer leur volonté dans le plus grand nombre de domaines possible et le plus rapidement possible. Il faudra de nombreuses années pour réparer les dégâts causés, même si Trump est évincé en 2020 et qu'un président du parti démocrate devra faire plus de concessions que d'habitude par respect pour les électeurs qui auraient remis les démocrates à la Maison Blanche.

Trump agit dans son intérêt personnel, et tant que cet intérêt coïncide avec celui des capitalistes et des financiers, il bénéficiera de leur soutien. Une propagande offensive encore plus en décalage avec la réalité que par le passé est nécessaire pour garder le contrôle de la base, et malheureusement les médias d'entreprise sont à la hauteur de la tâche.

Mohsen Abdelmoumen : Pouvez-vous nous parler de votre

suite à la page(19)

Haïti » a avancées : « *Les Américains s'inquiètent de la possibilité d'un nouvel empire français. Les Français, eux, désirent effectivement se doter d'un vaste territoire en Amérique, mais l'abolition de l'esclavage à Saint-Domingue (plus tard Haïti), en 1794, contrecarre leurs plans. Napoléon y envoie donc l'expédition de Leclerc, en 1802, pour rétablir l'ordre (et l'esclavage), mais l'opération échoue. La Louisiane et Saint-Domingue devaient conjointement constituer l'épine dorsale du nouvel empire français… Sans l'un des deux, il n'y a plus rien à espérer, et Napoléon doute que la Louisiane reste française bien longtemps* [10]. »

L'autre vérité, selon nous-mêmes : les États-Unis ne tenaient pas à évoluer dans le voisinage de la France. Bonaparte, il ne faut pas l'oublier, était un malade de la guerre. Il voulait être un *Alexandre Legrand* ou un *Agamemnon* du 19ème siècle. Étendre son empire comme celui de Rome resta la plus grande hantise de cet Ajaccien buveur de sang humain. Verrait-il Washington comme une nouvelle Carthage? De leur côté, les États-Unis consolidaient leurs forces, aiguisaient leur puissance, en vue d'hégémoniser le continent américain. La Louisiane qui représentait à elle seule la moitié de leur territoire contribua à concrétiser cette ambition dominatrice exprimée dans la doctrine de Monroe : **l'Amérique aux Américains**. Ou de préférence : l'**Amérique aux États-Unis**? Par cet acte arrogant, effronté, le président républicain avait lancé un avertissement sévère à ses homologues colonialistes et interventionnistes de l'Europe: « *Les Amériques du Nord et du Sud ne sont plus ouvertes à la colonisation. Toute intervention européenne dans les affaires du continent sera perçue comme une menace pour la sécurité et la paix.* »

Napoléon Bonaparte décéda le 5 mai 1821 dans l'île Sainte-Hélène. James Monroe prononça son discours le 2 décembre 1823, soit deux ans après la mort de l'empereur français et huit ans après l'abdication de ce dernier le 22 juin 1815 au profit de son fils. Le grand bison de la savane pensait que le temps pour lui était déjà venu de montrer ses cornes. C'est ainsi que le loup de la fable, la nôtre, est devenu le gardien des brebis qu'il continue à dévorer en Amérique et ailleurs dans le monde!

« *– Grand-mère, pourquoi avez-vous des dents longues!* »

« *– C'est pour mieux te manger mon enfant…!* »

Haïti, Nicaragua, République dominicaine, Barbade, Cuba, Mexique, Chili, Venezuela, Algérie, Irak, Afghanistan, Lybie, Égypte, et beaucoup d'autres États ont goûté à la *doctrine de Monroe*, qui est maintenant devenue : **La planète aux États-Unis**!

Une digression

De toutes les versions du conte *Le petit chaperon rouge*, c'est celle de Jacob et Wilhelm Grimm de l'Allemagne qui nous a le plus séduit. Un chasseur est arrivé à temps et réussit à sauver la grand-mère et la petite fille. Il a ouvert le ventre de l'animal et les deux créatures en sont sorties vivantes. Tandis que pour le français Charles Perrault, dans *Histoires ou contes du temps passé, avec des moralités*, la fin du récit légendaire est tragique. Le loup a mangé la vieille dame et la fillette. Les deux frères Grimm nous offrent encore un prolongement du conte que nous trouvons excellent, encourageant, motivant. Très significatif. L'expérience frémissante vécue par les deux créatures humaines leur a permis un jour de tendre un piège et de tuer un « Loup » dans la forêt, sans l'aide du chasseur salvateur. Suivez encore notre regard!

Robert Lodimus
(À suivre)

Notes et Références

[1] Rebellyon.info : 1er avril 1802 : Napoléon envoie des troupes militaires en Guadeloupe pour mater les velléités autochtones…, publié le 1er avril 2019.

[2] Histoire coloniale et postcoloniale, La bataille de Vertières (18 novembre 1803), vous connaissez?

[3] Laurent Jullien, *Campagne d'Égypte de Bonaparte*, Éditions Universitaires Européennes, 2016.

[4] Wikipédia, Campagne d'Égypte.

[5]Marcel Dorigny, professeur au département d'histoire de l'Université de Paris 8, rédacteur en chef de la revue Dix-huitième siècle, auteur du livre Les abolitions de l'esclavage, Éditions PUF, Collection Que sais-je, 4 juin 2018.

[6] Peau noire, Masques blancs, p. 13, Éditions Seuil, 1952.)]

[7]Dominique Simonet, « Si la France avait gardé la Louisiane », texte réalisé à partir d'une interview avec Maurice Denuzière, 27 novembre 2003, publié dans L'Express.

[8] Jacques Beauchamp, Ici Radio Canada, *Aujourd'hui l'histoire*.

[9]Jean-Pierre Le Glaunec, docteur en études américaines, actuellement professeur à l'Université de Sherbrooke. Il enseigne l'histoire des États-Unis, d'Haïti et des Amériques noires.

[10]L'armée indigène : La défaite de Napoléon Bonaparte en Haïti, Montréal, Lux Éditeur, 2014, 288 pages.

Suite de la page (12) Supertuesday : vers une percée de Bernie Sanders ? Les travailleurs face à Trump et à la primaire démocrate

socialistes démocrates d'Amérique (DSA) par exemple. Vont-ils progresser de l'activité électorale et sociale-démocrate à consacrer leur vie à la lutte pour un changement fondamental du système ? Pendant la campagne électorale et après le vote, les organisations communistes aux États-Unis s'adapteront à cette lutte vivante, tout comme vous en France avez dû vous adapter aux changements dans le mouvement des Gilets Jaunes et à la vague de grèves défendant les droits à la retraites contre les attaques de Macron.

Initiative Communiste : Pour la Palestine, Cuba, les patriotes et les progressistes d'Amérique latine, du Proche-Orient ou d'Afrique, cela ferait-il une grande différence si un candidat "Parti Démocrate" ou "Parti Républicain" était élu?

John Catalinotto : Lorsque Trump, lors du discours sur l'état de l'Union, a présenté Juan Guaidó comme le «président du Venezuela», tous les Républicains et presque tous les Démocrates ont ovationné ce commentaire – et c'est à ce moment-là qu'il y avait tellement d'hostilité entre les deux partis que le président de la Chambre, la Démocrate Nancy Pelosi, a déchiré le discours imprimé de Trump. De plus, la procédure de destitution (Impeachment) déclenchée contre Trump était basée sur sa menace de retenir l'aide militaire au gouvernement ukrainien réactionnaire. Nous dirions donc que les deux parties ont une approche agressive et belliqueuse envers le reste du monde. Même si Sanders était élu, il devrait affronter le Pentagone, la CIA et l'énorme bureaucratie gouvernementale pour mener une politique étrangère plus pacifique. C'est plus facile à dire qu'à faire.

Traduction JBC pour www Initiative-communiste 1er Mars 2020

Suite de la page (12)

C'est pourquoi, tout en exprimant toute ma solidarité à nos concitoyens en Chine et à leurs parents, le débat de fond est : depuis 1998, date de la réforme hospitalière, nos élus saignent nos hôpitaux, qui par conséquent ne nous soignent plus. Tant que cela durera, nous aurons des hôpitaux faibles, vulnérables face aux Coronavirus d'aujourd'hui et de demain.

Nous continuerons à critiquer cette gestion ni sobre ni vertueuse de nos hôpitaux en entreprises privées qui, ceci expliquant cela, prive mes concitoyens de santé. Peu importe la durée de mon affectation depuis 2014 par le ministère de la santé et de l'action sociale dans une structure dont le bâtiment menace de ruine et ne comporte ni eau ni toilettes, nous continuons de nous battre pour celles et ceux des sénégalais qui sont condamnés à se soigner au Sénégal.

Le pouvoir impérial de nommer à tous les emplois civils et militaires et donc de faire ou de défaire, de propulser ou de marginaliser, les carrières professionnelles entre les mains de Macky Sall et de ses ministres, ne peut pas nous empêcher de lutter pour un système sanitaire conforme aux intérêts de la majorité du peuple.

On raconte qu'aux cotés d'un empereur se trouvait constamment quelqu'un dont la fonction était de lui murmurer à l'oreille à chaque fois que les foules l'acclamaient : « Vous n'êtes qu'un humain ». En attendant d'avoir un système de souveraineté réellement populaire, nous rappelons régulièrement à la bourgeoisie bureaucratique actuellement au pouvoir qu'elle n'est qu'un valet de l'impérialisme, et au peuple l'urgente nécessité d'enclencher, 60 ans après la première, la deuxième phase de décolonisation du Sénégal et de l'Afrique.

Quand il est en accord avec le franc Cfa et maintenant la présence militaire française, nous, révolutionnaires anti-impérialistes panafricains murmureront au Président Macky Sall qu'il est le sous-préfet de la France. Quand il signe l'APE, nous rappelons à Macky Sall qu'il est le sous-préfet de l'impérialisme collectif qu'est l'Union Européenne. Quand il déroule le tapis rouge au privé international au détriment du privé sénégalais, nous disons au Président Macky Sall qu'il n'est que le président du comité de gestion de la néo-colonie du Sénégal pour le compte de la Triade réunie dans le FMI et la Banque Mondiale.

Nous disons à notre peuple que c'est parce que les options politiques de Macky Sall ne sont ni nationales, ni démocratiques, ni populaires, ni panafricaines que le Sénégal est un des 27 pays les plus pauvres. Nous expliquons pertinemment à notre peuple que c'est parce que les mers sénégalaises ont été bradées à l'UE que nos pêcheurs ont été transformés en convoyeurs vers "barsak", ou en pêcheurs errants tués dans les mers des autres, quand ils ne paient pas un tribut de 450 des leurs au delà de la langue de barbarie.

Ces mêmes politiques de Macky Sall qui privent nos pêcheurs de poissons, privent notre peuple d'éducation, de santé, d'emplois, de revenus décents. Comment ne pas comprendre que c'est là la cause des braquages, des vols de bétails, du grand banditisme en croissance exponentielle ?

Le FRAPP a décidé de contribuer de manière décisive à mettre au cœur du débat politique et socio-économique africain, les questions de souveraineté économique et démocratique.

Il y a quelques années, la lutte contre la polio avait comme slogan "Boutons la polio hors du Sénégal". Qui oserait s'opposer à ce slogan ? Ceux qui vivent de la polio et ceux qui ignorent la dangerosité de la polio ? De même, le FRAPP dans le cadre de sa lutte contre l'occupation monétaire, a lancé une campagne dénommée "Pour la souveraineté monétaire, France Dégage !" Autrement dit, "Boutons la France hors de nos affaires monétaires !"

Jacques Chirac et Macron ont exigé que les forces de sécurité israéliennes n'entrent pas à Sainte Anne. Et en Afrique nous devons accepter les bases militaires françaises, Africom et les GI's ? C'est pourquoi le FRAPP dit aussi à propos des bases militaires françaises, "France Dégage !" Aucun MCA, même le dernier d'un montant de 550 milliards de francs Cfa, ne nous force à accepter l'idée d'une base militaire des USA au Sénégal. Comment les États-Unis incapables de sauver leurs citoyens qui meurent de diabète par manque de moyens peuvent-ils nous faire croire qu'ils aiment plus les Africains et leur santé que les diabétiques États-uniens ? Pourquoi les États-Unis ne mettent-ils pas les 550 milliards de francs Cfa dans des programmes sociaux qui empêcheraient leurs administrés de constituer 20% de la population carcérale mondiale ?

En réalité, les États-Unis veulent une base militaire au Sénégal pour les mêmes raisons que la France. Non pas pour assurer la sécurité des Africains, mais pour assurer la sécurité économique et commerciale des USA, pour déstabiliser tout État africain qui veut mettre ses ressources au service des Africains. C'est pourquoi le Président Macky Sall peut croire au père Noël. Pour nous révolutionnaires anti-impérialistes panafricains, c'est : "Africom et GI go home !"

Le système capitaliste nous a assez montré qu'il préfère trouver des milliers d'exoplanètes, chercher de l'eau sur Mars, que d'éradiquer la faim, la soif, l'analphabétisme, la pauvreté sur terre, ou de lutter contre le terrorisme qu'il a enfanté et nourri, et de se lancer régulièrement sur des États résistants pour y semer le chaos. Le système capitaliste ne se soucie même pas de la planète Terre. Il cherche d'autres planètes où habiter après avoir détruit la terre.

Quand j'entends des proches de Macky Sall, régulièrement épinglés par tous les corps de contrôle de l'IGE montrant les dossiers qui ne sont jamais transmis à la justice, dire que ma place est en prison je réprime mon sourire pour ne pas manquer de respect à la mémoire des pêcheurs morts dans la langue de barbarie, aux ex-travailleurs de la sotrac courant derrière 9 milliards, à nos concitoyens de Fass Tiekene dont moins des 39 villages ne sont pas électrifiés, aux surveillants pénitentiaires qui ont à peine 50.000 Fcfa d'indemnités de logement, ...

Quand on détourne les ressources du peuple et que celles-ci, au lieu de prendre le chemin des champs de nos braves papa, des villages et quartiers, des écoles et des hôpitaux, prennent les voies vers Chicago, Bruxelles, Barça dans les comptes en banque de nos élus, on finit par détourner sa justice. Au lieu d'arrêter les voleurs des derniers publics, Macky Sall arrêtent leurs victimes qui remplissent les prisons. Au lieu d'ouvrir des instructions judiciaire sur le COUD, le CICES, le port, la poste, le PRODAC......l'Etat néocolonial arrête ceux qui luttent pour son abolition et détourne des procédures judiciaires pour garder le plus longtemps possible en prison des abolitionnistes anti-impérialistes, panafricains.

Pauvre doyen des juges Samba Sall !

Le voilà avec deux instructions judiciaires sur ma modeste personne en moins de 04 mois. Alors que la première instruction sur une accusation de fausse alerte au terrorisme est encore en cours depuis juillet 2019, il ouvre une autre instruction depuis le 04 décembre. L'histoire ne se répète jamais. Quand cela semble arriver, c'est sous la forme d'une comédie ou d'une tragédie. Alors comédie ou tragédie judiciaire, l'avenir nous dira.

En attendant, je suis à la chambre 8 du quartier de haute sécurité (QHS8) de la prison du camp pénal. Il existe ce qu'on appelle des prisons de "type f" qui sont équipées exclusivement de cellules pour une à trois personnes. Ces prisons s'inspirent des prisons supermax des États-Unis qui visent à mater des prisonniers déclarés incontrôlables et qui sont confinés comme nous l'apprend Angela Davis " à divers degrés d'isolement temporel".

Le camp pénal n'est pas une prison de "Type f", mais une maison classique avec dortoirs. Mais son quartier de haute sécurité (QHS) a les mêmes cellules que les prisons de "type f".

En Turquie en 2000, des prisonniers turcs ont observé une grève de la faim à mort afin de protester contre la décision gouvernementale d'introduire des prisons de "type f". En 2002 plus de 50 prisonniers turcs sont morts des suites de leur grève de la faim. Amnesty International nous informe qu'en 2000, 30 prisonniers ont été tués lors d'affrontements avec les forces de l'ordre dans une vingtaine de prisons à travers la Turquie dans la lutte contre ces prisons de "type f" qui sont des dispositifs d'isolement facilitant les mauvais traitements et la torture.

Le camp pénal n'est pas une prison de "type f", mais en son sein, son QHS a été construit exactement comme une prison de "type f". Il y a une partie du compte rendu de Human Rights Watch de l'année 2002 qui parle de ces prisons de "type f" en Turquie qui fait réfléchir sur le cas Guy Marius Sagna. Bien que les autorités carcérales justifient la nécessité de ces prisons supermax en arguant qu'elles abritent uniquement les individus les plus dangereux, fauteurs de troubles ou fugitifs potentiels. Il existe peu de garde-fous pour empêcher d'autres prisonniers de se voir transférés de façon arbitraire ou discriminatoire vers ces établissements.

En Australie l'inspecteur des services de détention a découvert que certains détenus sont confinés indéfiniment dans des unités spéciales de haute sécurité sans savoir pourquoi, ni pour combien de temps. Peu importe le lieu, la durée et le nombre de détentions arbitraires, nous ne transigerons jamais. Il n'y aura ni arrangement, ni protocole de camp pénal, ni déportation entre nous et les Sale représentant du colonialisme.

Malheureusement pour Macky Sale et le ministre de l'intérieur, je suis sénégalais et donc ils ne peuvent m'expulser du Sénégal comme ils ont si malheureusement expulsé Kemi Seba du Sénégal pour la deuxième fois.

Nous avons choisi de mettre nos vies en jeux afin de sortir le Sénégal et l'Afrique de ce jeu politicien, néocolonial, parasitaire de nos élus qui nous maintiennent dans la pauvreté, la domination. Nous ne sommes pas obligés d'accepter le Sénégal, l'Afrique et le monde tels qu'ils sont.

Nous avons choisi la liberté plutôt que la peur.

La lutte continue

Les peuples vaincront

PS : Tout mon soutien aux travailleurs de l'ex-sotrac, aux victimes d'accaparement de terres et de démolition de maisons de Tivaouane-peulh, Guéréo, du département de Mbour, ...

Guy Marus Sagna

Prisonnier politique au Sénégal depuis trois mois, Prison du camp pénal, QHS8

Seneweb.com 01 mars 2020

Solidarité avec les Wet'suwet'en : nouveau blocage de chemin de fer à Montréal



Des centaines de personnes se sont rassemblées à Montréal, le 21 février 2020, pour montrer leur appui à la communauté Wet'suwet'en, en Colombie-Britannique.

Un pont ferroviaire du CN à Pointe Saint-Charles, Montréal, est bloqué depuis 14h15. Le chemin de fer reliant Montréal à Toronto est utilisé à la fois par les trains de marchandises et les trains passagers. Cette action a été organisée en réponse à l'appel lancé par les Wet'suwet'en, réitéré hier soir après trois jours de négociations entre les chef.fe.s héréditaires et le gouvernement canadien. Bien que les parties aient conclu une entente de principe au sujet des droits et des titres Wet'suwet'en (l'entente sera examinée par les membres de la communauté au cours des semaines prochaines), elles n'ont pas conclu d'entente au sujet de Coastal GasLink (CGL). Les Wet'suwet'en défendent leur territoire menacé par la construction d'un gazoduc de CGL. La GRC a envahi le territoire Wet'suwet'en pour le compte de CGL en janvier, faisant usage de la force à multiples reprises pour réprimer les personnes défendant leur souveraineté.

« Nous bloquons ce chemin de fer en réponse à l'appel lancé par les chef.fe.s héréditaires Wet'suwet'en. Nous soutenons la souveraineté autochtone et reconnaissons l'urgence de mettre fin aux projets d'extraction des ressources qui menacent les générations futures. Les demandes des Wet'suwet'en n'ont pas été acceptées : la GRC et CGL occupent toujours le territoire », affirme Sara Mullins, une participante à l'action.

Le blocage du pont ferroviaire passant au-dessus de la rue Wellington, à la hauteur de Sebastopol, dans le sud-ouest de Montréal, est l'une des nombreuses actions de solidarité organisées partout au pays pour forcer le gouvernement à accepter les demandes des chef.fe.s héréditaires Wet'suwet'en. Les actions ont fait l'objet d'intimidation policière, d'injonctions judiciaires (à la demande d'entreprises privées) et de harcèlement par des suprématistes blancs. Via Rail a annoncé la semaine dernière que le transport des passagers entre Toronto et Montréal reprendra demain.

« Nous sommes inspiré.e.s par les gestes courageux des autochtones en résistance, y compris le blocage ferroviaire des Mohawks de Kahnawake, qui persiste malgré une injonction judiciaire et la pression exercée par le gouvernement du Québec », explique Mme Mullins. « Nous encourageons d'autres personnes *à répondre aux appels à la solidarité lancés par les Wet'suwet'en ainsi qu'aux demandes de soutien provenant des barrages de Kahnawake, de Listiguj et du village de Tyendinaga. »*

Montréal 2 mars 2020

Manifestation à Bamako : « Troupes françaises hors d'Afrique ! »

Par Alexandra Reza

Pourquoi des soldats français au Sahel ? Les manifestants ont une réponse… Et l'attitude autocratique de Macron envers la contestation dans des pays comme le Niger et le Mali ne fait qu'attiser le sentiment anti-français.

De grandes manifestations ont eu lieu à Bamako, la capitale du Mali, exigeant que les troupes françaises quittent le pays. « On a marché pour le départ et ils nous envoient 600 soldats encore. Marchons encore et encore. », a écrit un blogueur malien en réponse à la nouvelle que davantage de soldats français devaient être déployés au Sahel. Au total, environ 5100 soldats français sont déployés au Mali, ainsi qu'au Tchad, au Niger, en Mauritanie et au Burkina Faso. L'opposition publique à l'intervention militaire française au Sahel, perçue comme portant atteinte à la souveraineté nationale, s'est accrue au cours de l'année dernière à travers l'Afrique francophone. Le musicien camerounais très populaire, Général Valsero, a récemment déclaré : « La présence de l'armée française est une insulte ».

Les troupes françaises ont fait de nombreux allers-retours dans la région depuis qu'elles l'ont occupée au XIXe siècle, cherchant à garantir l'accès des Français à la main-d'œuvre et aux ressources locales. Ils sont restés puis sont revenus depuis l'indépendance. Les Français ont lancé l'Opération Serval en 2013 en réponse aux avancées réalisées par les groupes d'insurgés dans le nord du Mali. Depuis lors, l'instabilité s'est propagée et différents États de la région sont désormais confrontés à des attaques et des insurrections répétées de la part de divers groupes, certains liés à Al-Qaïda et à l'État islamique.

Des tensions profondes et complexes alimentent les insurrections : les moyens de subsistance menacés, les réseaux de trafiquants manipulés par les élites politiques et commerciales, l'incapacité des États-nations à fournir une sécurité économique et sociale à ses citoyens. La crise climatique et la dégradation des terres qui en ressort sont des facteurs majeurs.

Dans ce contexte, Macron a déclaré que l'opération française Barkhane, qui a remplacé Serval en 2014, se justifiait au nom de la « sécurité collective » du Sahel et du reste du monde.

Mais la France a encore d'importants intérêts commerciaux et politiques dans la région. La société énergétique publique Areva tire une grande partie de son uranium du Niger. Total possède des gisements de pétrole au Mali. Les Français ont une base militaire au Tchad (lors de la visite de Macron en 2018, il avait apporté suffisamment de champagne [et fois-gras] pour 1300 soldats). Malgré des années d'affrontements, l'insécurité et les attaques contre les civils se poursuivent. Rien que l'année dernière, quatre mille personnes ont été tuées.

La résistance publique sahélienne à la présence militaire française est un problème pour le gouvernement Macron. Il subit une pression croissante à domicile en raison des récentes pertes françaises dans la région. En conséquence, les présidents des pays du Sahel ont reçu l'ordre de Macron d'étouffer le sentiment anti-français.

S'exprimant après le sommet de l'OTAN à Londres en décembre dernier, Macron a pris un ton sévère, quelque peu exaspéré. « Veulent-ils que nous soyons là ? Ont-ils besoin de nous ? » a-t-il demandé. Pour obtenir une réponse, Macron a convoqué un sommet début janvier à Pau, une ville du sud-ouest de la France. A la télévision burkinabè, le président du Burkina Faso, Roch Marc Kaboré, a critiqué le ton de cette « convocation ». Néanmoins, il a ensuite rejoint les présidents du Niger, du Mali, de la Mauritanie et du Tchad pour publier une déclaration commune confirmant que, oui, ils voulaient que la France reste…

En subordonnant apparemment la présence militaire française à une allégeance du public [africain], Macron veut être considéré comme engagé dans un processus démocratique en Afrique. Lors d'un discours historique à l'Université de Ouagadougou en 2017, il s'était présenté comme un président de la génération pour qui « les crimes de colonisation sont incontestables ». Il n'était – parait-il – pas du genre à dire aux pays africains ce qu'ils doivent faire. Et bien sûr, le voici en 2020 demandant aux présidents africains ce qu'ils veulent. Mais menacer les présidents étrangers d'étouffer le débat public et la dissidence chez eux est un geste autocratique.

Le public a répondu: « Nous agissons légalement et démocratiquement pour exprimer notre désaccord avec la politique de la France », a déclaré un organisateur au Mali, niant que les manifestants devaient être traités comme des rebelles ou des perturbateurs. « Nous devons nous libérer de cela », a déclaré Valsero.

Il n'est pas surprenant que certaines réactions – quoique fugitives et destinées uniquement à un public national – soient venues du Burkina Faso. Kaboré doit faire face à des élections plus tard cette année, dans un pays où en 2014, après 27 ans au pouvoir, la lutte populaire a délogé Blaise Compaoré, un allié fidèle des États-Unis et de la France. Kaboré n'est pas en mesure d'ignorer complètement son électorat, même si le président français l'exige.

Au Niger, le président Mahamadou Issoufou a minimisé l'importance de ceux qui protestaient contre l'armée française dans son pays. « Ceux qui manifestent dans la rue sont une toute petite minorité », a-t-il déclaré lors d'une interview en décembre dernier. Cette insouciance apparente était en contradiction avec l'interdiction par ses autorités de manifester dans la capitale nigérienne, Niamey, la semaine qui a précédé. Les Français ont soutenu Issoufou et à son tour, il laisse libre cours à l'armée française. Des drones français décollent de Niamey pour surveiller les mouvements islamistes au Sahel.

En février dernier, les forces françaises ont attaqué des soldats opposés au président tchadien, Idriss Déby. Comme l'a souligné la politologue Marielle Debos, ces soldats n'étaient pas vraiment des démocrates, mais bombarder les opposants au régime ne relève absolument pas des objectifs déclarés de l'opération Barkhane. Cela ne semble servir qu'à conforter la position de Déby, qui a lui-même pris le pouvoir par la force en 1990 avec le soutien français. Vu sous cet angle, la présence de soldats français au Sahel a plus à voir avec la sûreté des intérêts français qu'avec la sécurité pour les habitants de la région.

Il existe également une relation entre la politique étrangère et ce qui se passe en France métropolitaine. À Bamako, en janvier, des manifestants appelant au départ des troupes françaises ont brûlé un drapeau français et un homme tenant un haut-parleur a appelé à la suppression des camps de Calais. En France, des membres de la diaspora tchadienne faisant campagne contre l'ingérence française se sont impliqués dans l'organisation avec les « gilets noirs« , un mouvement se mobilisant contre l'exploitation des sans-papiers dont dépend l'économie française. Au sommet de Pau, un collectif associé aux « gilets noirs », La Chapelle Debout, a appelé à protester contre les sommets de Macron montés comme des théâtres : « Nous exigeons le départ des troupes françaises », écrit un des membres. « La colonisation est terminée. »

Les « gilets noirs » ont été explicites sur les liens entre l'exploitation en France et la présence française à l'étranger. Vu à travers cette optique, l'instabilité au Sahel n'est pas un problème hermétique et confiné à la région. Cela fait partie d'une histoire d'inégalités dans la division internationale du travail que les États et les entreprises occidentales contribuent à produire.

* Alexandra Reza est chargée de recherche junior en français, au Trinity College d'Oxford.

The Guardian 20 février 2020
Traduction : Chronique de Palestine 26 février 2020

Cuba : Western Union suspend les transferts d'argent vers l'Île, sauf depuis les États-Unis

Un nouveau tour de vis dans sa politique cruelle, injuste et impitoyable envers Cuba vient d'être donné par l'administration de Donald Trump : la société transfert d'argent mondiale Western Union a suspendu ce mercredi les transferts d'argent vers l'île, sauf depuis les États-Unis.

L'agence Prensa Latina a souligné les annonces précédentes faites par la compagnie étasunienne, qui a indiqué qu'en raison des lois de blocus, elle pourrait perdre sa capacité à opérer en effectuant des transferts vers Cuba depuis d'autres parties du monde.

Il s'agit de la 191e mesure que le gouvernement des États-Unis impose au peuple cubain dans le but de provoquer le découragement et le désespoir, afin qu'il en résulte que les autorités révolutionnaires soient tenues responsables des dommages causés par leurs mesures unilatérales.

Rappelons que l'année dernière, en octobre, l'envoi de fonds avait déjà été limité l'envoi de mandats d'argent à mille dollars par trimestre et par personne, et que chaque année l'application du blocus cause des pertes à Cuba de l'ordre de 4 milliards de dollars.

Cette décision a un impact direct sur les familles cubaines, ce qui confirme la position mensongère du président Trump, qui avait déclaré dans son discours annuel sur l'État de l'Union que les mesures prises par son administration sont destinées à « aider » le peuple cubain.

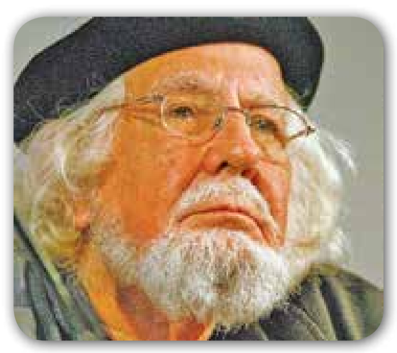
Telle est la vraie position de Trump. L'actuel président des États-Unis se livre à une traque financière féroce qui, d'avril 2018 à mars 2019, s'est encore renforcée dans les juridictions de plusieurs pays, où 140 banques étrangères ont imposé des contraintes au système bancaire cubain.

À ceci s'ajoute le fait que Bureau de contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor des États-Unis (OFAC) et d'autres agences de ce pays ont infligé des amendes à plusieurs entreprises de pays tiers, rendant les transactions de plus en plus difficiles, non seulement pour l'État cubain, mais aussi pour les citoyens qu'ils prétendent vouloir « aider ».

Granma.cu 28 février 2020

Nicaragua : Décès du poète révolutionnaire Ernesto Cardenal, figure clé de la théologie de la libération

Le poète et prêtre nicaraguayen Ernesto Cardenal est décédé ce dimanche à Managua à l'âge de 95 ans des suites de lésions rénales et cardiaques, ont rapporté des sources proches de l'écrivain, l'un des principaux représentants de la poésie latino-américaine. Le cardinal était l'un des représentants les plus éminents de la théologie de la libération. Son engagement politique l'a amené à soutenir la lutte armée contre la dictature de Somoza, une dynastie qui a gouverné le Nicaragua pendant plus de 40 ans, et plus récemment à tenir tête au gouvernement du président Daniel Ortega, dont les excès et l'arbitraire ont [été] dénoncé[s] partout où il voyageait pour présenter sa poésie. Son engagement envers les plus pauvres et contre les injustices a fait de lui la voix morale de la révolution sandiniste, un projet avec lequel il a pris un engagement profond et lui a valu la réprimande du pape Jean-Paul II, pour qui un prêtre ne pouvait pas intervenir dans les affaires politiques : «Le Nicaragua sans garde nationale, je vois le nouveau jour! Une terre sans terreur. Sans tyrannie dynastique », avait-il écrit dans l'un de ses poèmes les plus célèbres, Canto Nacional.


Ernesto Cardenal

Né à Grenade (Nicaragua), le 20 janvier 1925. Héritier d'une forte tradition poétique - avec d'éminents poètes comme Rubén Darío -, Cardenal a étudié la littérature à Managua et au Mexique et a étudié d'autres études aux États-Unis et en Europe. En 1965, il a été ordonné prêtre et s'est ensuite installé dans l'archipel de Solentiname, situé dans le Grand Lac du Nicaragua, où il a fondé une communauté de pêcheurs et d'artistes primitivistes qui est devenue mondialement connue. C'est là qu'il a écrit son célèbre Évangile de Solentiname. L'archipel est un lieu de pèlerinage pour les fidèles lecteurs et adeptes du poète. Cardinal a passé ses vacances dans ces îles, où il a lu les œuvres complètes de Darius, écrit ou dirigé la messe de la Semaine Sainte dans la petite église de la ville. Là, il sera renvoyé.

La poésie de Cardenal est fortement liée à la révolution sandiniste, qui a renversé en 1979 la dictature de Somoza. Dans des poèmes tels que Hora Cero ou El Canto Nacional, le poète a souligné les exploits d'Augusto Sandino et des guérilleros sandinistes. Ce lien intime avec la politique a entraîné le rejet de la nomenclature de l'Église catholique, au point que le pape Jean-Paul II l'a publiquement réprimandé lors de sa visite au Nicaragua en 1983, au milieu de l'ère sandiniste.

Cardenal, cependant, a maintenu un profond amour chrétien, exprimé à travers des obas tels que Les Psaumes, versets qui démontrent son engagement envers la foi, mais aussi sa critique des injustices, de l'oppression et des souffrances des plus non protégés. Le poète était un créateur infatigable, un homme engagé politiquement jusqu'à la fin de ses jours, et une voix prophétique, combative et inconfortable pour le pouvoir.

Après des décennies de purge par le Vatican, le poète a été réhabilité par le pape . François. Jorge Mario Bergoglio l'a informé en février de la levée de la suspension ad divinis (interdiction d'administrer les sacrements) que Karol Wojtyla lui avait imposée en 1984. Dans une interview, le cardinal lui-même avait reconnu: «Je me sens identifié avec ce nouveau pape. C'est mieux que ce que nous aurions pu imaginer. »

Après avoir appris la mort du poète, le gouvernement de Daniel Ortega a décrété trois jours de deuil national. Ces dernières années, les deux ont été désespérément séparés, et Cardenal n'a cessé de critiquer le commandant du FSLN, où qu'il aille dire ses poèmes. Il considère que son pays est tombé dans une dictature et s'allie aux secteurs de l'opposition. Ortega, en revanche, a toujours dit qu'il admirait sa poésie mais pas son pas vers la résistance «Contra» contre son gouvernement.

Une poésie de Cardenal
La mañanita (Le petit matin)

Frère, il a commencé. Regarde
Maintenant, nous pouvons voir le volcan Masaya
Et sa fumée
Sortant du cratère, et du lagon vert de Masaya,
Au-delà du lagon d'Apoyo, très bleu,
Les Sierras et les montagnes de couleur du ciel
Au loin, la vérité est
Que notre terre est de couleur ciel,
Plus loin, le voyez-vous? le Pacifique,
Ciel presque pur sous le ciel, la vérité est
Que nous sommes au paradis et que nous ne savons pas
Regardez, de l'autre côté, le lac Managua et Momotombo
Au bord de l'eau comme
Un triangle lac surélevé ou
Une pyramide du ciel.
Tout cela d'avant était là
Mais une nuit sombre l'a recouvert,
Et ça n'avait pas l'air. La nuit des tentations.
Chacun avait sa tentation.
La tentation d'une fausse aube qui ne pouvait pas encore être.
Allongé dans un lit au milieu de la nuit en rêvant que c'est l'aube.
C'était l'aube, Pancho Nicaragua,
Tout est illuminé
Autour de ce ranch
La terre et l'eau. Vous pouvez le voir.
Et dans cette petite maison j'entends chanter:
«Comme c'est gai et frais
Le petit matin.

Résumé latino-américain, 1er mars 2020

Déclaration commune des organisations du CORQI d'Europe et des États-Unis

« L'armée américaine débarque en masse en Europe » : c'est ainsi que la presse annonce l'arrivée de milliers de soldats américains sur le Vieux Continent.

Vingt mille soldats américains débarquent, dans le cadre de l'opération Defender Europe, les plus grandes manœuvres militaires sous la direction des États-Unis en Europe depuis vingt-cinq ans, mobilisant en tout 37 000 soldats américains et européens.

L'armée américaine affirme qu'elle veut ainsi « *démontrer la capacité de l'armée américaine à déployer rapidement une force importante pour soutenir l'OTAN et à répondre à n'importe quelle crise* ». Ces manœuvres auront lieu sur la frontière est de l'OTAN, et sont donc un pas supplémentaire pour accentuer la tension avec la Russie.

Ce débarquement inédit depuis vingt-cinq ans, intervient au même moment où :

- le gouvernement américain multiplie les provocations contre l'Irak et l'Iran, avec l'assassinat ciblé du général iranien Soleimani le 3 janvier ; une marche à la guerre rejetée par les travailleurs, la jeunesse et le peuple américain ;

- le gouvernement américain, avec son prétendu « Deal du siècle », donne son feu vert à Netanyahou pour l'expulsion totale du peuple palestinien de ses terres ;

- le gouvernement américain poursuit sa guerre commerciale contre la Chine, accompagnée de manœuvres militaires en mer de Chine,

- le gouvernement américain poursuit ses négociations avec les talibans sur le dos du peuple afghan, alors que l'année 2019 a vu battre le record des bombardements américains frappant les civils.

Ces manœuvres militaires en Europe ont lieu au moment où la guerre fait à nouveau rage en Libye, où un drame se déroule sur les îles grecques où l'Union européenne a fait parquer des dizaines de milliers de réfugiés fuyant les guerres et les interventions impérialistes. Au moment aussi où le gouvernement Macron envoie 600 soldats français supplémentaires au Sahel, portant à plus de 5 000 le nombre de soldats français dans les pays africains de cette région. Les organisations et groupes du Comité d'organisation pour la reconstitution de la IVe Internationale (CORQI) en Europe et aux États-Unis, affirment que ces manœuvres prouvent à nouveau que la survie du régime capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production, est fauteur de marche à la guerre permanente sur tous les continents.



Elles affirment que, contrairement à tous les discours de ses partisans depuis trente ans, l'Union européenne n'est nullement « un rempart » à l'impérialisme américain, mais au contraire son instrument subsidiaire, tant sur le plan économique que militaire, et justifie plus que jamais la nécessité de rompre avec l'Union européenne.

Les organisations et groupes du Comité d'organisation pour la reconstitution de la IVe Internationale (CORQI)

– condamnent ces manœuvres militaires et exigent le retrait de toutes les troupes américaines, de toutes les bases américaines et de l'OTAN en Europe,

– exigent l'arrêt de toutes les interventions militaires auxquelles participent les gouvernements européens avec le soutien de l'Union européenne

– exigent la réquisition des budgets militaires, pour que les sommes gigantesques englouties pour la guerre soient consacrées à des œuvres utiles : hôpitaux, écoles, services publics, etc.

– exigent l'accueil digne de tous les réfugiés chassés de chez eux par les interventions militaires et les plans de pillage des institutions financières et des grandes multinationales. Elles considèrent que telle devrait être la position de toute organisation qui se réclame des travailleurs.

Elles appellent les militants ouvriers de toutes tendances sur le continent à se rassembler et assurer le succès de la Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière, convoquée à Paris les 5 et 6 novembre par 407 militants de 52 pays, et le succès de la rencontre européenne de militants ouvriers, le 2 mai à Liège, à l'invitation de militants ouvriers et syndicalistes belges.

Le 26 février 2020

Tiré de la lettre du Comité d'organisation pour la reconstitution de la IVe Internationale (CORQI) N° 13 - 29 février 2020

Suite de la page (20)

s'y prendre pour apporter sa pierre d'achoppement à la revalorisation des rythmes traditionnels dans leur fusion aux paramètres d'outre-mer. Et de tant de remise en questions, qui ont bousculé autant d'idées reçues. S'impliquant de plus en plus dans la consolidation de nos coutumes et héritages ; en inculquant aux profanes de leur bien fondé ; tout aussi lié à leur existence et condition de peuple. Comme producteur, il a travaillé avec le groupe « Djakata » de ''Samba Zao" Marcelin, les œuvres **:" *Traditional Music of Haïti"*** et autres réalisations d'Anthologie à travers lesquelles il met en relief cet atavisme intangible ; gratifiant des rythmes et rites du terroir sans altération.

Tout en les débarrassant des scories et préjugés dont les avaient entaché les périodes coloniales et dictatoriales. Pas étonnant que les milieux concernés lui ont décerné du titre de ***: ''Empereur de Lakou Soukri"*** à Gonaïves. Et que ses adhérents et non-adhérents à la fois lui vouent un si grand culte. En effet, c'est jeudi dernier que Aboudja a rendu l'âme aux environs de deux heures et trois heures trente pm à l'hôpital Bernard Mews. Suite à des complications résultant d'un terrible accident de voiture. Et les multiples opérations qui s'en suivent pour réajuster une jambe disloquée ; n'ont pu le sauver de la gangrène, et éventuellement d'un arrêt cardiaque et ultimement, le coma… malgré les efforts du staff médical.

Et c'est ainsi que le Samba éternel a fait son dernier voyage, entouré de sa femme, sa fille et d'autres membres intimes de la famille. Incluant son ''kavalye-polka", Sergo ''Mawon"Molière avec qui il a préalablement échangé quelques plaisanteries. Et qui a eu le privilège entre quelques confidents de prendre part au lendemain, le vendredi, à sa mise en terre. Juste enveloppé d'un linceul, entre une natte, comme il l'a voulu lui-même sans trompettes, sans fanfares, sans flonflons. Allongé six pieds dessous dans les hauteurs de la localité de Morbec, à Paillant où il avait fait sa résidence.

Là où la sève de son corps continuera d'arroser la terre pour que subsistent les hommes intègres de son acabit. D'artiste désintéressé, missionnaire des traditions inaltérables et patron de l'environnement sonore, de l'historiographie, de la littérature et des croyances populaires ; Aboudja a juré et persisté de veiller aux destinées de notre univers ancestral pour le triomphe de l'authenticité sur l'imposture.

Suite de la page (20) Yvon Ciné (?-Fl., 2020)

''Ciné Disc" a gravé pas mal de grosses pointures locales et antillaises. Ce qui lui créé une image positive pour la suite de sa carrière d'hommes d'affaires.

Un itinéraire qui l'a entretemps emmené en Haïti où il s'est établi en entrepreneur avec sa Ciné Enterprise, dans d'autres randonnées spéculatives. Tout en entretenant ses liens avec les milieux de la musique ambiante ; en s'impliquant dans la révélation de la génération ***hip-hop*** créole, comme le « King Posse » etc. Cependant, la réalité de nouvelles contraintes l'ont forcé à venir trouver retraites en Floride sa deuxième demeure et, récemment à N.Y, avec la tête pleine de projets. Pourtant, la mort est venue instantanément lui servir sa date d'expiration ; accablé d'une tumeur courageusement supportée ; l'ayant enlevé à l'affection de sa famille et d'une kyrielle d'amis et de supporters qui n'en reviennent pas de sa disparition soudaine.

Suite de la page (15)

prochain livre ?

Pete Dolack : Mon prochain livre « What Do We Need Bosses For? » (Pourquoi avons-nous besoin de patrons ?) a été écrit pour promouvoir l'idée de démocratie économique et de socialisme, et pour fournir un texte permettant de briser le concept de « il n'y a pas d'alternative » qui fournit une grande partie du ciment idéologique qui empêche tant de gens de voir au-delà du capitalisme alors même que de plus en plus de gens sont critiques à l'égard du système économique dominant. Le cœur du livre est constitué de six exemples au niveau national, trois historiques et trois actuels, de sociétés qui ont cherché à établir de nouveaux systèmes de démocratie économique sur une base nationale ou à l'échelle de la société. Ces six exemples sont l'autogestion des travailleurs en Yougoslavie, le contrôle des travailleurs dans la Tchécoslovaquie du printemps de Prague, la zone de propriété sociale du Chili de l'ère Allende, le confédéralisme démocratique de la Rojava, les coopératives de Cuba et les communes du Venezuela.

Ces efforts se sont bien sûr heurtés à l'hostilité implacable des capitalistes et des gouvernements sur lesquels les capitalistes exercent une influence déterminante. J'aborde également quelques autres exemples plus brièvement, en analysant les coopératives en Chine pendant l'occupation japonaise et en Grande-Bretagne dans les années 1970 dans le contexte des work-ins de cette décennie ; en analysant la cogestion à travers les exemples de la Tanzanie de l'époque de Nyerere et l'évolution du concept en Allemagne ; et en déconstruisant l'effort avorté de la Suède pour prendre le contrôle de ses sociétés par l'achat d'actions.

L'étude de ces exemples, passés et présents, est essentielle pour créer un avenir meilleur. Il est également essentiel d'étudier les structures et les organisations qui ont fait partie intégrante de ces luttes, et de procéder à une analyse réaliste de ce qui a fonctionné, de ce qui n'a pas fonctionné, des bonnes décisions prises, des erreurs commises et du contexte international difficile dans lequel elles ont dû opérer. Le livre est une étude comparative qui a délibérément choisi les six exemples principaux pour leurs caractéristiques, idéologies, conditions, géographies et objectifs divers.

La connaissance de ce qui a été accompli dans les tentatives passées et présentes de construire de nouvelles sociétés, et des forces capitalistes qui ont vaincu celles du passé ou qui créent des difficultés pour celles d'aujourd'hui, ne peut que nous aider à nous préparer aux luttes futures. Un monde meilleur est à notre portée si nous sommes suffisamment nombreux à agir en fonction de cette conviction par le biais de l'organisation. Dans les sociétés du monde entier, les travailleurs ont lutté pour surmonter leur position subalterne dans la production capitaliste et pour prendre en charge leur vie professionnelle et leur lieu de travail. Cette lutte se poursuivra.

*Pete Dolack est l'auteur de It's not over: Learning From the Socialist Experiment, un livre qui examine les expériences socialistes du XXe siècle, écrit dans le but de les améliorer au XXIe siècle. Il écrit également sur la crise économique actuelle et sur les questions environnementales et politiques qui y sont liées, pour plusieurs publications en ligne, dont CounterPunch, ZNet, et pour son blog Systemic Disorder. Il est également le chroniqueur du travail et de l'économie pour le magazine imprimé de Counter-Punch. Il a terminé le manuscrit de son prochain livre What Do We Need Bosses For, une étude sur les luttes pour la démocratie économique.

En tant qu'activiste, il a été organisateur de plusieurs groupes, et est actuellement au sein de Trade Justice New York Metro. Parmi les groupes avec lesquels il s'est organisé dans le passé figurent Amnesty International, la National People's Campaign, New York Workers Against Fascism, le New York State Green Party et la No Spray Coalition.

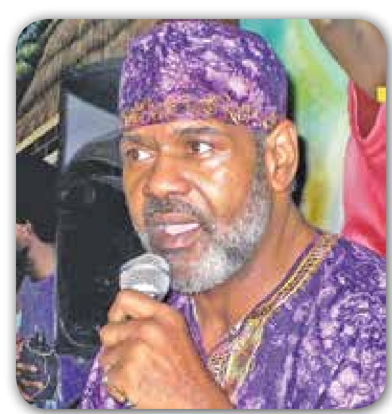
American Herald Tribune
February 28, 2020
Algérie Resistance 29 Février 2020

In Memoriam : Nos adieux à : Aboudja, Yvon Ciné et Victor Surpris

Ronald « Aboudja » Derenoncourt (Port-au-Prince, 1954- Idem, 2020)

Par Ed Rainer Sainvill

« Un mapou est tombé, ou le passage d'un empereur… »



Définitivement l'un des grands contributeurs du mouvement ***rasin***, revenu du *state*, après avoir renoncé à son ''green card", comme investi d'une mission sacrée ; et qui dès le début s'est rallié à ce courant propulsé par Denis Emile et ses adeptes : Samba Zao Marcelin, Ayizan et Azouke Sanon, Jean Raymond Giglio, Tido Lavaud, Chico Boyer, Greta, Harry Tiesfield, entre autres et dont Aboudja s'en est imposé en éminence grise. S'identifiant en ce sens comme l'un des défenseurs farouches des pratiques du vodou que ce soit à travers son activisme, son talent d'artiste, de vocaliste, d'acteur, d'animateur, et spécialement de tambourineur et de percussionniste.

Parallèlement Ronald s'est aussi introduit en prêtre du vodou, mais aussi en journaliste et producteur de l'art séculaire. S'implantant comme l'un des guides les plus marquants de cette révolution culturelle. Et dont les idées à la défense du patrimoine spirituel et artistique du terroir natal l'ont situé très haut dans le microsome des amants de la culture authentique. Après avoir imprégné son empreinte d'élaborateur avec le groupe d'avant-garde « Samba Yo », il s'intronise devant la scène ; fort de sa polyvalence manifeste et de son charisme. En plus d'un talent pluriel de vocaliste exalté, de tambourineur et percussionniste ressourcé au berceau de l'indigénisme. Infus d'un style expressif, tantôt foisonnant, imbibé de nuances qu'il aime projeter dans ses performances de souche.

Pour avoir vécu à N.Y, où il s'est affidé au ***jazz*** durant les années 1970, Aboudja a su comment

suite à la page(19)

Yvon Ciné (?-Fl., 2020)

« Un travailleur de l'ombre »

Il a surgi comme un météore, élément des premières générations d'enfants d'immigrants avec son frère Doudou Ciné. Donc, partie prenante du premier rassemblement du « Tabou Combo », à N.Y. Et faisant cavalier seul comme bassiste de prédilection, pendant que Dôf Chancy était aux abonnés absents. Etalant sa capacité d'harmoniciste dans le premier album new-yorkais du groupe :***"Canne à sucre"***, s'installant solidement en trio des cordes avec : Dadou Pasquet, Kòk Jean avec son jeu trépidant et innovant, une touche lourde mais expressive qui a constitué de colonne pour le genre ***pop*** qu'exploirait le groupe.



Yvon Ciné

Une ascendance qui a continué avec la production de :***"Respect…"***, en passant par ***''8th Sacrement"***, jusqu'à l'œuvre :***"The masters"***, à travers lesquels il s'est attelé à répandre son empreinte contagieuse. En tandem avec Dôf, qui entretemps avait réintégré le « Tabou ». Ce qui a laissé peu d'espace pour que, Yvon puisse se mouvoir. Dès lors, presqu'à la même période où Dadou désistait ; une obligation de laisser le groupe pour aller se lancer dans les affaires, dans la production musicale, s'est imposée. Une initiative pourtant réussie, puisque sa maison de productions la

suite à la page(19)

Victor Surpris (?- NY, 2020)

« La dernière randonnée de Victor »

Est aussi décédé, une semaine auparavant, suite à un cancer du pancréas, le pianiste Victor Surpris. Comme musicien qui a connu des mutations, à partir d'une formation conventionnelle. Suivie de quelques excursions épisodiques dans la musique ambiante ; dont la plus probante avec le « Thamad Fever ». Il a par la suite retrouvé le terrain de la musique conceptuelle, qui est sa zone de confort dans des prestations de piano-bar. Et une approche toute personnelle faite de randonnées intimistes ; lesquelles ont caractérisé son premier c.d en solo :"A toi… '', à travers lequel il a mis en verve son jeu orchestral coloré de motifs.

Artiste jovial, Surpris restait une figure dans les milieux de Queens et de Long Island et commandait le respect de plus d'un : artistes et profanes en même temps, à cause de son savoir-faire. Il va laisser en ce sens une place bien vide dans le cœur de tous ceux qui l'ont côtoyé. Spécialement sa famille qui est particulièrement touchée par cette perte. Ses obsèques ont été chantées, le samedi 29 Février dernier.



Victor Surpris